

LE Courrier

DE L'UNESCO

avril-juin 2018



**Bienvenue
dans
l'Anthropocène!**



ISSN 2220-2269 01802 >
9 772220 226027



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FALCO

Découvrez et faites découvrir le **Courrier** de l'UNESCO!

Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



Publié en 9 langues

Anglais, arabe, chinois,
espagnol, esperanto, français,
portugais, russe et sarde.

Devenez un partenaire actif en
proposant de nouvelles éditions
linguistiques du *Courrier de l'UNESCO*.

Contact : i.denison@unesco.org



Jouez un rôle majeur!

Participez activement
à la réussite du *Courrier de l'UNESCO*
en encourageant sa diffusion et son
utilisation selon la politique de libre accès
de l'Organisation.

<http://fr.unesco.org/open-access>



Abonnez-vous à la version papier

▪ 1 an (4 numéros) : 27 € ▪ 2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun
but lucratif, ce prix couvre les coûts réels
d'impression et d'expédition.

Tarif préférentiel pour les abonnements
groupés : 10% de remise à partir
de cinq abonnements.

Plus de détails sur : <http://publishing.unesco.org>

DL Services – C/O Michot Entrepôts

Chaussée de Mons 77,

B 1600 Sint Pieters Leeuw, Belgique

Tél.: (+ 32) 477 455 329 E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com

2018 • n° 2 • Publié depuis 1948

Le *Courrier de l'UNESCO* est un trimestriel publié
par l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture. Il promeut
les idéaux de l'Organisation, en diffusant des
échanges d'idées sur des thèmes de portée
internationale en lien avec son mandat.

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié grâce au
généreux soutien de la République populaire de
Chine.

Directeur: Vincent Defourny

Directrice éditoriale: Jasmina Šopova

Directeur de la production et
de la promotion: Ian Denison

Secrétaire de rédaction: Katerina Markelova

Rédactrice: Chen Xiaorong

Rédactrice numérique: Malahat Ibrahimova

Iconographe: Danica Bijeljic

Production numérique: Denis Pitzalis

Relations médias: Laetitia Kaci

Assistante administrative et éditoriale:

Carolina Rollán Ortega

Rédacteurs:

Anglais: Shiraz Sidhva

Arabe: Anissa Barrak

Chinois: Sun Min et China Translation &
Publishing House

Espagnol: Beatriz Juez

Français: Régis Meyran

Russe: Marina Yaloyan et Marina Yartseva

Traduction: Françoise Arnaud-Demir

Maquette: Laetitia Sauvaget

Illustration de la couverture: © Falco

Impression: UNESCO

Co-éditions: Portugais: Ana Lúcia Guimarães

Esperanto: Trezoro Huang Yinbao

Sarde: Diegu Corraine

Renseignements et droits de reproduction:

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2018

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence
Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO)
(<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>).
Les utilisateurs du contenu de la présente publication
acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte
de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fi>).

La présente licence s'applique exclusivement aux
textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une
demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et
la présentation des données qui y figurent n'impliquent
de la part de l'UNESCO aucune prise de position
quant au statut juridique des pays, territoires, villes
ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de
leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions
exprimées dans cette publication sont celles des
auteurs; elles ne reflètent pas nécessairement les
points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune
façon l'Organisation.

En attendant

les héros



*Œuvre de l'artiste britannique
Mandy Barker, de la série Penalty
– football de débris marins.*

© Mandy Barker (mandy-barker.com)

Au moment où vous entamez la lecture de ce numéro du *Courrier* d'avril-juin 2018, vous vivez dans l'éon Phanérozoïque, l'ère Cénozoïque, la période Quaternaire et l'époque Holocène – autant de subdivisions de l'échelle des temps géologiques de notre planète, à laquelle un nouveau barreau sera sans doute prochainement ajouté : l'Anthropocène.

Cela fait plus de 10 000 ans que la Terre est entrée dans l'Holocène (du grec « entier » et « récent »). Mais les activités humaines ont un impact si significatif et généralisé sur le système planétaire que les scientifiques s'interrogent depuis deux bonnes décennies s'il n'y a pas lieu de parler d'une nouvelle époque, initialement baptisée Anthropocène (du grec « être humain » et « récent ») par le biologiste américain Eugene F. Stoermer. Le terme a été popularisé au début des années 2000 par prix Nobel de chimie néerlandais Paul Crutzen. Depuis, il ne cesse de susciter des débats dans les milieux scientifiques et d'inquiéter l'opinion.

Il reviendra à la communauté internationale de paléontologues, géologues et autres stratigraphistes – et plus particulièrement à la Commission internationale de stratigraphie et à l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) – d'établir s'il s'agit bien d'une époque géologique ou si l'Anthropocène désignera dans les encyclopédies du futur un concept philosophique visant à alerter l'humanité des XX^e et XXI^e siècles des menaces que ses activités auront fait peser sur la planète.

En attendant ce verdict, les scientifiques argumentent, plaident, se querellent. Comment dater le début de cette nouvelle hypothétique époque ? Autrement dit, depuis quand serions-nous responsables d'un processus qui pourrait s'avérer fatal pour la planète ?

Selon les uns, l'Anthropocène n'est qu'un autre nom pour l'époque que nous appelons Holocène, les humains ayant commencé à exercer une pression sur l'environnement depuis 10 000 ans, c'est-à-dire depuis leur sédentarisation et l'invention de l'agriculture. Selon d'autres, l'Anthropocène commencerait autour de 1800, avec la révolution industrielle. D'autres encore voient l'Anthropocène éclore du premier champignon atomique de 1945.

Malgré ces divergences, très rares sont ceux qui ne reconnaissent pas qu'au cours du dernier demi-siècle l'état de la planète s'est dégradé plus rapidement et plus dramatiquement que jamais : amas gigantesques de plastique sur les plages et dans les mers, développement sans précédent de nouveaux matériaux qui couvrent la surface terrestre et ne se recyclent que très peu, sols gorgés d'engrais, augmentation du taux d'acidité des mers, taux de pollution sans précédent, érosion des forêts tropicales, dérèglement des écosystèmes, extinction massive des espèces et diminution drastique de la biodiversité, réchauffement climatique...

À qui la faute ? Aux humains – répond la majorité des scientifiques. Reste à savoir si nous devrions tous porter la même charge de responsabilité. Certains blâmant avant tout le système capitaliste né en Occident, parlent de Capitalocène ou d'Occidentalocène. Courons-nous à la catastrophe ? Des voix s'élèvent pour prophétiser la fin du monde ! Des notions comme Chtulhucène ou Thanatocène sont avancées pour signifier que le monstre rôde, que la mort nous guette...

Des experts, bien plus modérés, n'en sont pas moins inquiets face à l'indécision des décideurs. « *Tout se passe comme si l'humanité, léthargique, attendait la fin du film et le moment où les héros viendront tout arranger et où nous serons tous heureux pour toujours* », lira-t-on dans ces pages.

Le débat fait rage, les solutions tardent à venir. Le *Courrier* fait le point.

Sommaire



GRAND ANGLE

7

Anthropocène : les enjeux vitaux d'un débat scientifique

Liz-Rejane Issberner et Philippe Léna

11

Dipesh Chakrabarty : L'humanité est une force géologique

Propos recueillis par Shiraz Sidhva

15

L'insoutenable poids de la technosphère

Jan Zalasiewicz

18

La petite grenouille qui voudrait retrouver son lustre

Karla Jiménez Comrie

20

Avec le changement climatique, la menace de nouveaux conflits

Caitlin E. Werrell et Francesco Femia

23

Vu de Dominique : Anthropocène ou Capitalocène ?

Andreas Malm

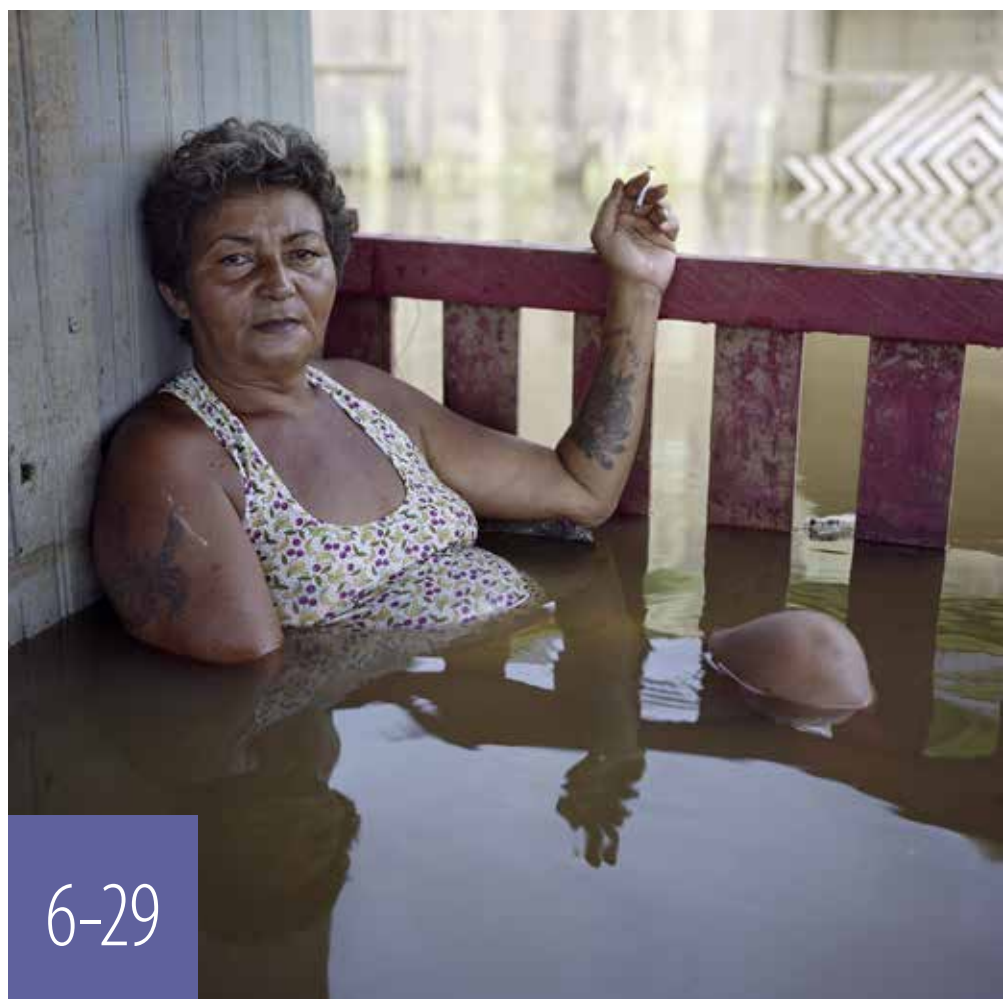
26

Francis Chateauraynaud : Halte au discours catastrophiste !

Propos recueillis par Régis Meyran

28

Lexique de l'Anthropocène



6-29



30-37

ZOOM

Une journée ordinaire dans la vie de Qello

Ignacio Marín et Katerina Markelova



38-49

IDÉES

Nous, serveurs et locataires de la Terre
Souleymane Bachir Diagne

39

Créoliser la notion d'humanité
Mireille Delmas-Marty

42

Une leçon d'humanité
Abdourahman A. Waberi

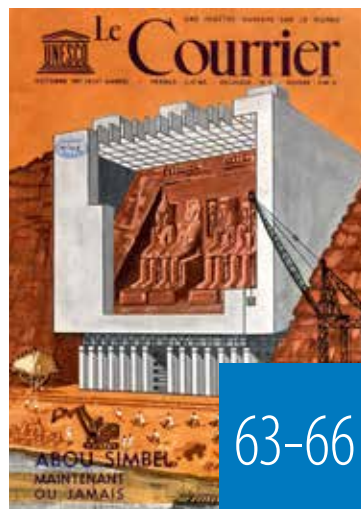
47



50-53

NOTRE INVITÉ

Bibi Russell ou la magie au bout des doigts
Propos recueillis par Krista Pikkat et Jasmina Šopova



63-66



54-62



ACTUALITÉS

55

Athènes : des livres partout
Anna Routsis

56

Comblent le vide culturel
Lucy Mushita

58

Quand les jeunes Africains réinventent la politique
Hamidou Anne

60

Écoutez la voix du lac
Chen Xiaorong

SPÉCIAL 70 ANS

Le colosse aux pieds de marbre
Roberto Markarian



Bienvenue dans l'Anthropocène !



L'Homme de Vitruve en fonte.
Le célèbre dessin de Léonard
de Vinci recréé en 2011 sur
la banquise arctique à 800 km
du pôle Nord par l'artiste
américain John Quigley
avec l'aide de l'équipage du
brise-glace Arctic Sunrise
de Greenpeace. Réalisé
avec des rouleaux de cuivre,
cette gigantesque représentation
fait la taille de quatre piscines
olympiques. Un appel de détresse
lancé aux dirigeants politiques
pour agir contre le changement
climatique.

© Nick Cobbing/Greenpeace

Anthropocène :

les enjeux vitaux d'un débat scientifique

Liz-Rejane Issberner et Philippe Lena

Le terme d'Anthropocène a été forgé pour rendre compte de l'impact sur le climat et la biodiversité de l'accumulation accélérée de gaz à effets de serre, ainsi que des dégâts irréversibles causés par la surconsommation des ressources naturelles. Mais, faut-il faire de ce concept une nouvelle époque géologique ? Le débat fait rage parmi les scientifiques. Les solutions quant à elles tardent à venir. Nous faisons en effet face à un déni collectif, résultat d'une foi naïve dans le progrès, de l'idéologie consumériste et de puissants lobbies économiques.

© Daniel Beltrá/Greenpeace



Photo aérienne témoignant de la déforestation dans le nord de l'État du Para au Brésil (2013). Selon le quotidien français Le Monde, le pays avait réduit la déforestation de 84 % entre 2004 et 2012, avant que celle-ci ne progresse à nouveau.

Le terme Anthropocène figure aujourd'hui dans le titre de centaines d'ouvrages et d'articles scientifiques et dans des milliers de citations, et son usage ne fait que croître dans les médias. Initialement proposé par le biologiste américain Eugene F. Stoermer, le terme a été popularisé au début des années 2000 par prix Nobel de chimie néerlandais Paul Crutzen, pour désigner l'époque dans laquelle l'action des hommes a commencé à provoquer des changements biogéophysiques à l'échelle planétaire. Ils avaient constaté que ces altérations éloignaient le système Terre du relatif équilibre dans lequel il se trouvait depuis le début de l'Holocène, il y a 11 700 ans.

Ils ont proposé de situer symboliquement le début de cette nouvelle époque en 1784, année du perfectionnement de la machine à vapeur par James Watt (Royaume-Uni), qui correspond au début de l'utilisation des énergies fossiles et de la révolution industrielle.

De 1987 à 2015, un vaste projet scientifique pluridisciplinaire, le Programme international géosphère-biosphère (PIGB), a recueilli quantité de données sur les modifications anthropogènes des paramètres du système Terre. D'autres études entamées dans les années 1950, et basées à la fois sur des échantillons de glace ancienne de l'Antarctique et la composition actuelle de l'atmosphère, analysée depuis l'observatoire de Mauna Loa (Hawaï), ont mis en évidence une accumulation accélérée des émissions de gaz à effet de serre (GES), essentiellement du dioxyde de carbone (CO₂). En 1987 est créé le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), chargé d'évaluer l'impact climatique de ces phénomènes.

La grande accélération

Réunissant toutes ces données, le Suédois Johan Rockström, l'Américain Will Steffen et leurs collègues du Centre de résilience de Stockholm ont dressé en 2009 et en 2015 la liste des neuf frontières qu'il serait extrêmement dangereux de franchir, ce qui est pourtant déjà le cas pour quatre d'entre elles : le climat, la modification de la couverture végétale, l'érosion de la biodiversité ou défaunisation (la sixième extinction) et les flux biogéochimiques – les cycles du phosphore et de l'azote y jouant un rôle particulièrement crucial. Ils ont également montré que tous les indicateurs disponibles sur la consommation de ressources primaires, l'utilisation de l'énergie, la croissance démographique, l'activité économique et la dégradation de la biosphère, étaient montés en flèche après la Seconde Guerre mondiale, et ils ont appelé cette période la grande accélération. D'autres observateurs parlent même, depuis les années 1970, d'une période d'hyper-accélération. Ces tendances sont qualifiées de « non soutenables ».

Métaphore ou véritable époque géologique ?

La reconnaissance que plusieurs paramètres du système Terre ont récemment commencé à évoluer hors du spectre de variabilité naturelle de l'Holocène semble faire consensus et il est de plus en plus accepté de parler d'Anthropocène pour en spécifier l'origine humaine. Une poignée de scientifiques a néanmoins décidé d'aller au-delà de la métaphore et de l'outil de référence pratique et interdisciplinaire : ils ont proposé que l'Anthropocène, comme l'Holocène ou le Pléistocène, soit officiellement élevé au rang des ères ou époques géologiques. Un Groupe de travail sur l'Anthropocène (AWG) s'est chargé de présenter cette proposition à l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS).

© Guillaume Bression - Carlos Ayesta (www.fukushima-nogozone.com)

Mauvais rêve, volet d'une série réalisée dans la zone interdite de Fukushima en 2013, par Guillaume Bression et Carlos Ayesta. Comment montrer ce qui ne se voit pas, ne se sent pas ? Les artistes français et vénézuélien ont choisi le film plastique pour rendre visible la radioactivité.

Mais pour qu'une nouvelle époque soit adoubée par les stratigraphes, il faut une rupture observable et universelle entre les couches sédimentaires de deux époques. Or, bien qu'on note la présence depuis les années 1850 de carbone anthropique dans les sédiments, cela n'est pas considéré comme suffisant. Le Groupe propose donc de situer le changement d'ère en 1950, date où divers composants chimiques et particules de plastique d'origine anthropique apparaissent dans les sédiments : c'est également le début de la grande accélération. De toute manière, une éventuelle non-reconnaissance de l'Anthropocène comme époque géologique n'invaliderait en rien l'usage scientifique du terme, tel qu'il se poursuit actuellement.

Malgré sa courte existence, le concept d'Anthropocène a donc déjà suscité plusieurs controverses. On a remis en cause le vocable lui-même. Historiens et anthropologues se sont interrogés sur cette référence à *anthropos*, l'être humain générique. Car, qui est responsable du franchissement des frontières biogéophysiques, sinon l'homme occidental et un certain système socioéconomique ? D'où la multiplication de propositions alternatives : Occidentocène, Capitalocène, etc. D'autres, comme les spécialistes d'histoire globale ou environnementale, estiment qu'il n'existe pas de rupture ontologique et que le caractère exceptionnel de la croissance occidentale (la grande divergence) doit être replacé dans le temps long. Selon eux, l'être humain a toujours, du moins au cours des 40 000 dernières années, exercé un impact croissant sur le milieu ambiant, contribuant, par exemple, à la disparition de la mégafaune américaine et australienne.





Certains scientifiques plaident donc en faveur d'un Anthropocène long, avec des sous-périodes telles que l'industrialisation capitaliste (1850-1950) et la grande accélération. La plupart reconnaissent cependant la nécessité d'abandonner une vision linéaire et déterministe du temps historique.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs scientifiques avaient alerté sur le caractère non généralisable et non durable du modèle économique occidental. Aucune frontière n'avait alors été franchie et l'humanité consommait moins d'une planète. Mais la dynamique était lancée. Au début des années 1970, la situation s'est aggravée, les alertes se sont multipliées et les données scientifiques se sont accumulées. En ces deux occasions, une bifurcation historique aurait été possible. Elle est devenue bien plus difficile aujourd'hui.

Un déni collectif

Pourquoi refusons-nous de voir cela ? On peut citer plusieurs raisons : une foi aveugle dans le progrès et le développement, autrement dit dans un système qui augmente indéfiniment la quantité de richesses disponibles, et la croyance dans la capacité de la science et de la technologie à résoudre tous les problèmes et les externalités négatives (comme la pollution, par exemple) ; des intérêts puissants qui profitent de cette dynamique et se livrent à un lobbying intense ; la colonisation de l'imaginaire des consommateurs par les médias, qui créent une soif de consommation individuelle, tant à des fins de confort que pour se distinguer et être reconnu.

Il est surprenant que les sciences humaines et sociales se soient si longtemps tenues éloignées de cette problématique, qui détermine pourtant l'avenir de l'humanité. En plus d'être anthropocentriques par définition, elles ont estimé que le domaine était par excellence celui des recherches en sciences naturelles.

L'émergence du concept d'Anthropocène leur confère la responsabilité d'examiner et d'expliquer comment les sociétés humaines ont été capables de provoquer des transformations d'une telle ampleur dans le *modus operandi* de la planète, et quel impact différencié elles exercent sur la carte du monde. Les sciences humaines et sociales devront développer et s'approprier des objets et savoirs nouveaux pour répondre aux questions soulevées par la nouvelle ère : catastrophes naturelles, énergies renouvelables, épuisement des ressources naturelles, désertifications, écocide, pollution généralisée, migrations, injustice sociale et environnementale...

On ne peut que s'étonner, également, de la lenteur et de la faiblesse des réactions des responsables politiques, et des sociétés en général. Une analyse mathématique des réseaux de citations montre que dans les articles scientifiques consacrés aux changements climatiques, le consensus s'est fait dès le début des années 1990. Compte tenu de l'aggravation de la crise, on comprend mal que les efforts de réduction des GES soient aussi timides. Quels obstacles empêchent les négociations internationales d'être plus efficaces ? Outre l'intentionnalité desdits obstacles, il y a sans doute une communication entre la science et la société qui manque de fluidité, du moins pour ce qui est de la question climatique. Aussi le GIEC a-t-il adopté une nouvelle approche pour son sixième Rapport d'évaluation (AR6), conçu de façon à sensibiliser les citoyens, non plus seulement les décideurs.

Quelles solutions ?

Une des principales pierres d'achoppement de l'Anthropocène est que, pour y faire face, il faut résoudre le délicat problème de la justice environnementale. Le changement climatique va amplifier les risques existants et en créer de nouveaux pour les systèmes naturels et humains. Or ces risques sont distribués de façon inégale et touchent généralement davantage les individus et les groupes défavorisés.



Mais il n'est pas facile de trouver la bonne solution à ce problème, compte tenu de l'hétérogénéité des pays en termes de niveau de développement, de taille, de population, de capital naturel et autres. De plus, l'empreinte écologique humaine dépasse déjà de 50 % la capacité de régénération et d'absorption de la planète, et 80 % de sa population vit dans des pays dont la biocapacité est déjà inférieure à son empreinte écologique. Un pays comme le Brésil (et d'autres pays du continent américain) possède encore un large excédent de biocapacité, bien qu'il consomme 1,8 planète. Mais 26 % de ses émissions de GES sont dues à la déforestation. Une part importante de son empreinte écologique provient de l'exportation de produits primaires à l'origine d'une bonne part de cette déforestation. Le système concurrentiel mondialisé cherche à s'approvisionner au moindre coût, encourageant l'extractivisme dans de nombreux pays et l'accaparement des terres dans d'autres.

Si l'on pouvait supprimer dès maintenant la totalité des émissions de CO₂ des pays à haut revenu, cela ne réduirait pas suffisamment l'empreinte carbone mondiale pour rester dans les limites imposées par la biosphère jusqu'en 2050.

Autrement dit, en dépit de leurs grandes différences de niveau économique et de dotation en ressources naturelles, tous les pays devront s'efforcer de remédier au problème le plus urgent de l'Anthropocène et opérer une réduction drastique de leurs émissions de GES.

Mais on tombe cette fois dans l'impasse qui ressurgit dans toutes les négociations internationales : cette « chasse aux coupables », qui fait que les pays répugnent à s'engager pour ne pas compromettre leur croissance économique et leurs emplois ni contrarier des intérêts puissants. La solution trouvée lors de l'accord de Paris, signé le 22 avril 2016, a été de demander aux pays des engagements volontaires, plutôt que d'imposer des critères établis à l'échelle de la planète. C'est-à-dire que chaque pays s'engage à atteindre des objectifs de réduction de ses émissions conformes à ce qu'il considère comme viable. Cette approche a contribué à surmonter les impasses et à rendre les actions possibles, mais elle a aussi créé un enchevêtrement de critères d'évaluation qui complique la comparaison des efforts nationaux. Par ailleurs, en dépit de son caractère universel, ce traité international ne prévoit pas de sanctions contre les pays qui failliraient à leurs engagements. C'est un signe de la faible gouvernance de la question climatique qui, privée d'une institution mandatée pour ce faire, ne parvient pas à prendre le pas sur les intérêts économiques des pays et des entreprises.

OÙ ? – Personne ne porte de montre, une interprétation visuelle des distances que parcourt le plastique et du temps qu'il met à se dégrader, réalisée avec des débris plastiques collectés au large de la côte ouest de l'Écosse (Royaume-Uni).

Enfouis sous les contradictions, les dilemmes et l'ignorance, les problèmes environnementaux gravissimes de l'Anthropocène ne reçoivent pas dans les agendas des sociétés toute la priorité requise. Tout se passe comme si l'humanité, léthargique, attendait la fin du film et le moment où les héros viendront tout arranger et où nous serons tous heureux pour toujours.

Liz-Rejane Issberner (Brésil) est économiste, chercheuse principale à l'Institut brésilien d'information en science et technologie (IBICT) et professeure au programme de troisième cycle des sciences de l'information (IBICT et Université fédérale de Rio de Janeiro).

Philippe Léna (France), géographe et sociologue, est chercheur émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD-France) et au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN-Paris, France).



L'humanité est une force géologique

**Dipesh Chakrabarty répond
aux questions de Shiraz Sidhva**

Les progrès technologiques modernes nous ont permis de nous épanouir en tant qu'espèce, mais ils nous ont expulsés hors de la scène évolutionnaire darwinienne. L'humanité est devenue une véritable force géologique, capable de retarder l'ère glaciaire et de conduire à une autre grande extinction dans les 300 à 600 ans à venir. Peut-on changer le cours des choses? Oui, quoique difficilement, estime l'historien Dipesh Chakrabarty.

Plus je progresse dans mes lectures scientifiques concernant le changement climatique, y compris la géologie et la biologie, plus je réalise à quel point nous sommes une apparition tardive dans l'histoire de l'évolution.

Ce qui n'est pas accidentel, car des créatures complexes comme les êtres humains ne pouvaient qu'y apparaître très tardivement. La planète a produit la vie et s'est modifiée pour accueillir des formes de vie complexes et multicellulaires. Cette constatation a ébranlé mes habitudes d'historien de l'époque moderne, de l'Asie du Sud et de la période coloniale en particulier. J'étais habitué à étudier un monde vieux de 500 ans, tout au plus. L'annonce du changement climatique a tout changé.

Comme beaucoup d'historiens, je voyais la nature comme la toile de fond d'un théâtre dont les principaux acteurs étaient humains. Le postulat sur lequel nombre d'entre nous appuient leurs recherches – que ce qui compte dans l'histoire des hommes, c'est ce qu'ils se font les uns aux autres – ne semblait pas faux, mais à coup sûr limité.



Francisca Chagas dos Santos à Rio Branco, Brésil, en mars 2015. Photo de la série Portraits submergés, l'un des quatre volets du projet Un monde qui se noie lancé en 2007 par le photographe sud-africain Gideon Mendel qui évoque notre vulnérabilité face au réchauffement climatique à travers les expériences personnelles des victimes.

Vous dites que les explications anthropogéniques du changement climatique sonnent le glas de la vieille distinction humaniste entre histoire humaine et histoire naturelle. Qu'entendez-vous par là ?

Jusqu'à une époque récente, nous pensions l'histoire de l'humanité uniquement en termes d'histoire documentée, laquelle remonte à quelque millénaires, voire à quelques-uns de plus, si l'on compte la préhistoire. Mais la science du changement climatique nous a obligés à réfléchir à la place que les humains occupent, depuis leur apparition, dans l'histoire de la planète. En effet, il nous fallait comprendre comment elle a évolué en réussissant, pendant près de 600 millions d'années, à préserver non seulement le climat, qui nous convient, mais aussi une atmosphère composée à 21 % d'oxygène.

L'histoire, en gros, raconte deux récits : comment les hommes se sont libérés des contraintes imposées par la nature et les causes naturelles, et comment ils ont compris qu'ils devaient se libérer de l'oppression exercée par d'autres hommes.

J'ai réalisé, finalement, que l'histoire de notre évolution jouait un rôle clé, y compris dans nos histoires récentes. Ainsi, aucun humain ne peut confectionner un objet qu'il va manier sans faire l'hypothèse que nous avons un pouce opposable. Or ce pouce opposable, fruit d'une très lente évolution, est généralement considéré comme allant de soi. Nous évoquons le type d'épées qu'ont produites les Moghols, ou le type de poignards utilisés à Bagdad, comme s'il y avait toujours eu une main humaine capable de les brandir ou de les manier. Cette main est pourtant elle aussi l'aboutissement d'une longue histoire, qui est l'histoire de l'évolution.

Que voulez-vous dire quand vous déclarez que les humains constituent désormais une « force géologique » ?

Aujourd'hui, les actions des hommes modifient le climat de la planète tout entière. Tous ensemble, nous sommes donc devenus une force suffisamment puissante pour modifier le cycle habituel des périodes glaciaires et interglaciaires, qui se perpétuait depuis, disons, 130 000 ans. Nous avons en quelque sorte, grâce à nos progrès technologiques, notre croissance démographique et notre capacité à nous diffuser partout sur la planète, acquis le statut d'une force géologique.

Jusqu'à présent, nous considérons les êtres humains comme des agents biologiques, dans la mesure où nous avons un effet sur notre environnement et sur nous-mêmes, nous transmettons des maladies, etc. Mais il nous faut désormais adopter une perspective beaucoup plus large, car nous sommes en train de changer la face du monde. Et pas seulement sa face : les littoraux maritimes constituent un des endroits de la planète que les humains ont transformé, et où ces transformations laisseront des traces durables – avec la pêche en eau profonde, l'extraction minière, etc. Nous ne pouvons plus séparer l'action biologique des hommes de leur action géologique.



© Gideon Mendel

Joseph et Endurance Edem avec leurs enfants, État de Bayelsa, Nigeria, en novembre 2012.

Plusieurs historiens de la longue durée ont suggéré que, ayant développé un grand cerveau et des moyens technologiques, nous nous sommes mis à croître à une vitesse bien supérieure à celle de l'évolution. L'idée est que, si nous avions acquis les techniques de pêche en eau profonde au rythme habituel des modifications évolutives, les poissons auraient eu le temps d'apprendre à éviter nos filets traînants. Mais nous nous sommes développés si rapidement que notre écosystème n'a pas eu le temps de se mettre à jour. Il est fascinant de penser qu'une seule espèce s'est en quelque sorte expulsée elle-même du théâtre de l'évolution darwinienne. Et cela a un tel impact sur l'histoire de la vie que de nombreux biologistes pensent que nous allons causer la sixième grande extinction dans les 300 à 600 ans qui viennent.

Pouvez-vous expliquer votre théorie selon laquelle il convient de recouper l'histoire du capital avec celle de l'espèce humaine ?

Les chercheurs qui s'intéressent au capitalisme ne s'occupent pas de biologie évolutionnaire. S'ils le faisaient, ils découvriraient peut-être une espèce appelée *Homo sapiens* qui a été un jour capable d'inventer une société industrielle moderne ou le capitalisme, appelez cela comme vous voulez, dont elle a fait sa stratégie pour prendre le contrôle de l'ensemble de la planète, et dominer la vie qui s'y trouve.

La diffusion des êtres humains sur la surface de la Terre n'a été possible qu'au cours des quelques derniers millénaires. Le capitalisme n'est pas aussi vieux que nous, mais si on regarde ce qui s'est passé avec l'arrivée des grands voiliers, puis des bateaux à vapeur, on réalise que c'est le continent européen qui a envoyé sa population à travers le monde. Ne pourrait-on pas dire, par conséquent, que le capitalisme a été une stratégie employée pour prendre le contrôle de la planète ? Cela signifie, j'en conviens, qu'il faut distinguer les riches des pauvres, mais les deux groupes appartiennent à la même espèce.



© Gideon Mendel

Votre remarque, que « les pauvres participent tout autant que les riches à cette histoire partagée de l'évolution humaine », a été critiquée par certains de vos collègues. Que leur répondez-vous ?

Je suis aussi perplexe devant la réaction d'Andreas Malm (voir p. 24) à certaines propositions dont je n'imaginai pas qu'elles puissent poser problème, qu'il l'est devant mes déclarations. Je pense que la façon dont il interprète ma citation dans son article a quelque chose qui peut prêter à confusion, car il donne l'impression que je suggérais que les pauvres sont aussi directement responsables des émissions de CO₂ que les riches.

Je n'ai jamais prétendu cela, car chacun sait qu'un pauvre n'émet pas autant de gaz à effet de serre qu'un riche, et qu'une poignée de pays seulement sont responsables de la majeure partie des émissions anthropogéniques de ces gaz. Pour moi, la question n'est pas là.

Anchalee Koyama dans le quartier de Taweewattana, Bangkok, Thaïlande, en novembre 2011.

Le point que je veux plutôt souligner est le suivant : lorsque les Indiens et les Chinois défendent l'utilisation du charbon et d'autres combustibles fossiles (même si cette tendance est un peu atténuée par la baisse des prix des sources d'énergie renouvelables) dans le but de sortir les gens de la pauvreté, leur raisonnement n'est pas dénué de sens, si on tient compte du fait que ce sont des pays extrêmement peuplés et que le nombre des pauvres concernés est effectivement très élevé.

L'histoire des populations, ai-je suggéré, appartient à deux histoires simultanées : l'histoire de la modernisation, des programmes de santé publique, des remèdes modernes comme les antibiotiques (en partie tributaires de la production de combustibles fossiles), l'éradication des pandémies, des épidémies, des famines, etc., et l'histoire de l'espèce humaine. Comment nier que les pauvres appartiennent eux aussi à l'espèce *Homo sapiens* ? Les pauvres n'auraient-ils pas de pouce opposable ? N'ont-ils pas leur place dans l'histoire de l'évolution ?

À part celle des humains, il n'a jamais existé dans l'histoire de la vie biologique sur Terre d'autre espèce qui se soit montrée capable de coloniser la planète tout entière (je parle ici de la colonisation qui s'est produite il y a des milliers d'années, bien avant l'apparition de la pauvreté de masse) et de se hisser au sommet de la chaîne alimentaire en si peu de temps (au regard de l'histoire de l'évolution). Si nous parvenons à améliorer le sort des sept – et demain neuf – milliards d'individus peuplant la planète, la pression exercée sur la biosphère augmentera, c'est certain. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas améliorer l'existence des pauvres.

Je me suis efforcé de montrer dans mes travaux les conséquences des désirs d'industrialisation et de modernisation de la plupart des humains. Prenons l'exemple de Jawaharlal Nehru (Inde), Gamal Abdel Nasser (Égypte), Julius Nyerere (Tanzanie) ou d'autres dirigeants du tiers-monde des années 1950 et 1960. Tous voulaient moderniser leurs pays, non par pure fascination pour la technologie, mais dans un esprit éthique. Si Nehru voulait construire des barrages, c'était surtout pour pouvoir produire davantage de denrées alimentaires et empêcher les gens de mourir de faim.

Depuis les années 1970, la pensée politique est axée sur les droits de l'homme et sur l'épanouissement des individus, quel que soit leur nombre. Le changement climatique et les propositions scientifiques associées sont arrivés à un moment où nous étions précisément en train d'apprécier ces choses qui, nous disent les climatologues, pourraient mettre en péril notre existence à long terme.

Dans quelles proportions la mondialisation est-elle responsable de tout cela ?

Cela fait trente ou quarante ans que nous nous sommes mondialisés, grâce au développement des technologies de la connectivité. Nous apprécions tous de pouvoir communiquer quotidiennement avec ceux que nous aimons à travers le globe, ou de pouvoir, d'un coup d'aile d'avion, nous rendre en quelques heures à l'autre bout du monde pour explorer d'autres pays, faire des affaires ou rendre visite à nos proches ou nos amis.

Mais l'histoire de la mondialisation nous montre que nous en sommes venus à réellement aimer ce qui s'avère être une cause possible de notre fin géologique, à savoir notre capacité d'affecter la planète à grande échelle. Or au niveau de notre vécu quotidien, nous y voyons l'une des conditions de l'épanouissement humain.

D'une part, il y a en nous une inertie naturelle, née d'attachements historiques aux institutions, aux structures familiales, à la mondialisation. D'autre part, nous ne sommes capables de penser qu'à notre avenir immédiat : les humains le pensent sur soixante-dix à quatre-vingt ans, c'est-à-dire sur deux ou à trois génération tout au plus. C'est pourquoi nous avons beaucoup de difficulté à nous rassembler et à organiser des actions synchronisées contre le changement climatique.

Lucas Williams sur le terrain de chasse Lawshe Plantation en Caroline du Sud, États-Unis, en octobre 2015.



© Gideon Mendel

Nous voyons à quel point piétinent les négociations concernant le changement climatique – sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). À cela s'ajoute que chaque pays est aussi impliqué dans son propre programme de développement.

Maintenant que nous sommes conscients de ne pas être maîtres et possesseurs de la nature, que nous reste-t-il à imaginer ?

Nous devrions avant tout renoncer aux mythes qui vantent la supériorité humaine : le temps où nous imaginions que l'homme maîtrisait la nature est révolu. Nous savons maintenant qu'il y a là une planète, qui, heureusement pour nous, a permis à des formes de vie complexes de se développer.

Nous connaissons maintenant l'existence d'un système climatique planétaire, et savons que les processus planétaires, géobiologiques et chimiques, sont indispensables à notre survie et à la survie de la vie complexe. Lorsque vous détruisez les sols, par exemple, il leur faut des millions d'années pour se régénérer.

Donc, nous devons impérativement être moins dépensiers, nous devons trouver une façon de vivre là où nous sommes qui soit rationnelle et intelligente, et cesser de consommer autant.

Et nous devons trouver des moyens de réduire notre population qui soient à la fois rationnels et démocratiques, non violents, adaptés aux besoins des pauvres.

La question est maintenant de savoir comment on y parvient. Il est très difficile dans le monde actuel de dire aux gens de cesser de voyager, ou de ne pas utiliser les avantages offerts par des nouvelles technologies comme les smartphones, qui, nous le savons, épuisent des terres rares. Il est important que nous reconnaissons l'existence de contradictions entre nos envies immédiates et nos connaissances sur le changement climatique.

Il nous faut un autre type de société : nous ne pouvons maintenir la forme actuelle du capitalisme pendant encore 100 ou 200 ans. La bonne démarche serait de nous rééduquer sur le plan du consumérisme et sur celui de nos désirs. Et il est de notre responsabilité de faire passer ce message, dans les universités et les écoles.

Vous avez déclaré qu'une crise était aussi une bonne occasion de retrouver sa créativité.

Plus la crise s'aggravera, plus elle suscitera de réponses créatives. Je pense qu'on verra s'élever des dirigeants charismatiques qui briseront les chaînes du consumérisme et nous inspireront, comme jadis le Mahatma Gandhi.

Dipesh Chakrabarty est un historien australien et américain d'origine indienne. Il est titulaire de la chaire d'histoire Lawrence A. Kimpton de l'université de Chicago, aux États-Unis. Il a publié, entre autres, *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique* (2000, trad. française 2009) et « The Climate of History: Four Thesis », *Critical Inquiry* (2009).



L'insoutenable poids de la technosphère

Jan Zalasiewicz

En un clignement d'œil géologique, une nouvelle sphère est apparue, qui évolue à vive allure. Elle pèse 30 000 milliards de tonnes. Son nom : la technosphère. Elle comprend aussi la masse de CO₂ émise par l'industrie dans l'atmosphère qui équivaut, à elle seule, à quelque 150 000 pyramides d'Égypte !



On peut envisager la Terre sous l'angle des différentes sphères qui la composent. Il y a la lithosphère, formée des soubassements rocheux de la planète, l'hydrosphère – l'étendue d'eau qui la recouvre –, et la cryosphère, composée des régions polaires et des sommets glacés des montagnes. L'atmosphère est l'air que nous respirons, et nous appartenons aussi à la biosphère, aux organismes vivants terrestres. Toutes sont présentes sous une forme ou une autre depuis, disons, les 4,6 milliards d'années que la Terre existe. Mais voilà qu'une nouvelle sphère a fait tout récemment son apparition : la technosphère.

La technosphère, au sens où nous l'entendons, est un concept imaginé par le géologue et ingénieur américain Peter Haff, professeur émérite à Duke University, aux États-Unis. Comme l'Anthropocène, il gagne rapidement en reconnaissance, se trouvant, par exemple, au cœur d'un grand projet récent de la Haus der Kulturen der Welt (Maison des cultures du monde), le centre international des arts contemporains de Berlin, en Allemagne.

Et comme l'Anthropocène, la technosphère est une notion controversée, ne serait-ce qu'à cause du rôle – et des contraintes – qu'elle impose aux humains. Elle suggère que nous sommes collectivement bien moins libres de piloter le système Terre que nous ne l'imaginons.

La technosphère englobe tous les objets technologiques produits par les hommes, mais pas uniquement. Loin d'être une simple collection de plus en plus fournie d'appareils technologiques, elle est un système. Distinction cruciale, qu'on peut expliquer en la comparant au concept plus établi de biosphère. Forgé au XIX^e siècle par le géologue autrichien Eduard Suess, le terme de biosphère a été érigé en concept au XX^e siècle par le scientifique russe Vladimir Vernadsky. Celui-ci a proposé d'y voir non seulement la masse des organismes vivants terrestres, mais aussi ses interactions avec l'air, l'eau et le sol qui alimentent la vie organique, et le soleil où elle puise une bonne part de son énergie. Plus que la somme de ses parties, la biosphère est intimement liée à d'autres sphères terrestres, tout en ayant ses propres dynamiques et propriétés émergentes.

Technofossile (Samsung E570), téléphone prétendument fossilisé sculpté dans la roche de malachite par l'artiste belge Maarten Vanden Eynde en République démocratique du Congo, en 2015.

© Maarten Vanden Eynde (Courtesy of the artist and Meessen De Clercq)

Manipuler la nature

La technosphère, elle aussi, est non seulement faite de nos machines, mais aussi de nous autres, humains, et de tous les systèmes sociaux et professionnels grâce auxquels nous interagissons avec la technologie : usines, écoles, universités, syndicats, banques, partis politiques, Internet. Elle contient les animaux domestiques que nous élevons en nombre pour nous nourrir, les plantes que nous cultivons pour notre alimentation et celle de nos animaux, et les terres agricoles dont l'état naturel a été profondément modifié à cette fin.

La technosphère englobe aussi les routes, voies de chemin de fer, aéroports, mines et carrières, champs pétroliers et gaziers, villes, ouvrages fluviaux et bassins de retenue. Elle a généré des quantités phénoménales de déchets – des centres d'enfouissement à la pollution de l'air, des sols et de l'eau. Il a certes existé une forme de proto-technosphère au cours de l'histoire humaine, mais pendant longtemps, il ne s'est agi que de bribes isolées, éparées, sans grande importance planétaire. Aujourd'hui, elle s'est muée en un système mondialement interconnecté, évolution nouvelle et décisive pour notre planète.

Quelle est la taille de la technosphère ? On peut la mesurer grossièrement en calculant la masse de ses parties physiques, depuis les villes et les mètres cubes de terre excavés et déplacés pour établir leurs fondations, jusqu'aux terres agricoles, routes, voies de chemin de fer, etc. Un ordre de grandeur estimatif évaluait à quelque 30 000 milliards de tonnes les matériaux que nous utilisons, ou avons utilisés et jetés, sur l'ensemble de la planète.

Les éléments physiques de la technosphère sont aussi très variés. Des outils simples comme les haches en pierre ont été confectionnés par nos ancêtres il y a des millions d'années. Mais depuis la révolution industrielle, et en particulier la grande accélération de la croissance démographique, de l'industrialisation et de la mondialisation au milieu du XX^e siècle, on assiste à une incroyable prolifération de machines et d'objets manufacturés de toute sorte. La technologie évolue elle aussi toujours plus vite. Nos ancêtres pré-industriels ont vu peu de changement technologique d'une génération sur l'autre. Aujourd'hui, en l'espace d'à peine plus d'une génération humaine, l'usage du téléphone portable – pour ne prendre qu'un exemple – s'est généralisé au point de coloniser tous les âges.

© Jean-Pierre Brazz 2015 (jpbrazz.com)



Plastiglomérats, fac-similés des futures matières géologiques réalisés dans le cadre de La Manufacture des roches du futur, fondée en 2013 par l'artiste français Jean-Pierre Brazz.

Les fossiles de demain

Une analogie peut nous aider ici à révéler la nature étonnante de ce nouveau venu planétaire. On peut en effet considérer les objets technologiques, téléphones mobiles en tête, comme des technofossiles sur le plan géologique, dans la mesure où il s'agit d'artefacts d'origine biologique robustes et résistants à la décomposition. Ils formeront les futurs fossiles, appelés à définir les strates de l'Anthropocène.

Nul ne sait combien il existe de types de technofossiles, mais on estime que leur nombre est déjà plus élevé que celui des fossiles connus, tout comme la technodiversité moderne, ainsi considérée, excède la diversité biologique moderne. Le nombre d'espèces de technofossiles est également en continuelle augmentation, car l'évolution technologique a déjà largement pris de vitesse l'évolution biologique.



Si l'énergie nécessaire à la biosphère provient quasi exclusivement du Soleil, une partie de la technosphère dépend elle aussi de l'énergie solaire – et d'autres ressources renouvelables comme l'éolien –, mais elle est surtout tributaire de la combustion d'hydrocarbures comme le pétrole, le charbon ou le gaz. Ces sources d'énergie non renouvelables sont en effet des rayons de soleil fossilisés, accumulés dans les profondeurs de la Terre pendant des centaines de millions d'années, et gaspillés en l'espace de quelques siècles.

Pendant des millénaires, les hommes ont produit de l'énergie en faisant tourner des moulins à eau, mais l'apport d'énergie aujourd'hui nécessaire pour faire tourner la technosphère se situe à une tout autre échelle : les humains, dit-on, auraient collectivement dépensé plus d'énergie depuis le milieu du XX^e siècle qu'au cours des onze millénaires de l'Holocène.

Une véritable marée de déchets

La technosphère se distingue toutefois de la biosphère par un aspect crucial : cette dernière sait parfaitement recycler les matériaux qui la composent, et c'est ce qui lui a permis de survivre sur Terre pendant des milliards d'années. La technosphère, elle, est nulle en recyclage. Certains exemples sautent aux yeux, comme ces montagnes de plastique qui s'accumulent dans les océans et sur les plages, partout dans le monde. D'autres déchets sont invisibles, comme le dioxyde de carbone produit par les combustibles fossiles : incolore et inodore, la masse de CO₂ émise par l'industrie dans l'atmosphère a pris des proportions colossales, près de 1 000 milliards de tonnes, l'équivalent, peu ou prou, de 150 000 pyramides d'Égypte. Cette rapide croissance des déchets, si elle n'est pas maîtrisée, sera une menace pour l'avenir de la technosphère – et des humains qui en dépendent.

Émanation de la biosphère, la technosphère est comme elle un système complexe, avec sa dynamique propre. Parmi les importants facteurs qui ont présidé à son émergence figure l'aptitude de notre espèce à former des structures sociales élaborées et à forger et utiliser des outils. Cela dit, Haff souligne que les humains ne sont pas tant les créateurs et les directeurs de la technosphère que l'une de ses composantes, qui doit donc travailler à la maintenir à flot – ne serait-ce que parce que la technosphère assure la survie d'une bonne partie de l'humanité, grâce à la nourriture, aux abris et autres ressources qu'elle lui procure. Son développement a permis à la population humaine de passer de quelques dizaines de millions de chasseurs-cueilleurs – nos lointains ancêtres – aux 7,3 milliards d'humains peuplant aujourd'hui la planète. Une innovation technologique, les engrais artificiels produits grâce au procédé Haber-Bosch, assure à elle seule l'existence de la moitié environ de la population humaine.

Aujourd'hui, si la technosphère poursuit son développement, ce n'est pas parce que l'humanité choisit et contrôle cette évolution, mais parce que de nouvelles innovations technologiques utiles font leur apparition. On assiste désormais à une co-évolution des systèmes humains et technologiques.

Des conditions planétaires modifiées

On pourrait donc considérer la technosphère comme un parasite de la biosphère, qui bouleverse l'habitabilité planétaire. Avec d'évidentes conséquences : des rythmes déjà élevés d'extinction d'espèces végétales et animales qui s'accroissent, et des modifications du climat et de la chimie des océans largement délétères pour les communautés biologiques existantes. Ces changements peuvent à leur tour endommager à la fois le fonctionnement de la biosphère et les populations humaines. Idéalement, les humains devraient donc essayer d'orienter le développement de la technosphère vers des lendemains plus durables. Néanmoins, ils n'ont pas d'autre choix que de la maintenir en état de marche, parce qu'elle est devenue indispensable à leur existence collective.

Calculer la marge de manœuvre disponible, dans ce contexte, pour une action socio-économique et politique efficace est l'un des défis auxquels nous confronte la technosphère en cours de transformation. Une première étape à cette égard serait de mieux comprendre le fonctionnement de cette nouvelle et extraordinaire phase de l'évolution planétaire. Sur ce sujet, il reste encore beaucoup à faire.

Géologue britannique d'origine polonaise, **Jan Zalasiewicz** est professeur de paléobiologie à l'Université de Leicester (Royaume-Uni). Il a travaillé comme géologue et paléontologue à l'Institut britannique d'études géologiques, et dirige depuis 2009 le Groupe de travail sur l'Anthropocène de la Commission internationale de stratigraphie.

La petite grenouille

qui voudrait retrouver son lustre

Karla Jiménez Comrie

De nombreux scientifiques voient dans la disparition massive de plusieurs variétés d'anoures centraméricains l'emblème de la sixième extinction. C'est l'une des manifestations de notre entrée dans l'Anthropocène qui, selon certains, rayera de la carte du monde un pourcentage conséquent de mammifères, d'amphibiens, de coraux et de bien d'autres espèces. Au Panama, scientifiques et responsables nationaux sont engagés dans une course contre la montre pour empêcher qu'une espèce mythique, la grenouille dorée, ne s'éteigne pour toujours. Après enquête, ce sont bien les hommes qui se révèlent coupables, puisqu'ils ont introduit en Amérique du Sud un champignon envahissant extrêmement nocif pour les batraciens.

Une légende précolombienne, née au cœur des terres centrales du Panama, dit que la grenouille dorée porte bonheur : quiconque l'apercevra ou parviendra à la capturer bénéficiera d'un heureux destin. Sa livrée jaune vif, mouchetée de taches couleur café, était un objet de ravissement pour les tribus autochtones, qui pensaient qu'à la mort de l'amphibien, son corps minuscule se changeait en or massif.



Découverte aux environs de la bourgade d'El Valle de Antón et du Parc national Altos de Campana, endémique de la zone centrale de l'isthme, la grenouille dorée – de son nom scientifique *Atelopus zeteki* – a longtemps fréquenté et orné les ruisseaux et les rivières de la jungle panaméenne. Le Panama a fait de la grenouille dorée un symbole écologique et culturel, au point de lui consacrer une journée nationale, le 14 août. La grenouille est si populaire qu'elle orne des objets artisanaux, des bijoux, des affiches de festivals, des billets de loterie, donnant aussi son nom à des hôtels, des bières artisanales ou des boutiques. Elle n'en a pas moins disparu des forêts isthmiques.

Selon l'herpétologiste panaméen Roberto Ibáñez, chercheur associé au Smithsonian Tropical Research Institute (STRI) au Panama, les premiers signes de régression remontent aux années 1993-1996. Le biologiste panaméen Edgardo Griffith se souvient quant à lui d'avoir découvert des grenouilles moribondes à la fin 2005, lors d'une expédition dans les environs d'El Valle de Antón. On ignorait alors les causes de leur décès, mais son cri d'alarme coïncidait avec d'autres recherches qui s'interrogeaient sur le statut de l'amphibien.

Femelle de la grenouille dorée du Panama
– de son nom scientifique *Atelopus zeteki*.

CC BY 2.0 photo de Brian Gratwicke

C'est en 2007 qu'*Atelopus zeteki* a été aperçu pour la dernière fois à l'état sauvage, brève vision lors d'une séquence tournée par la BBC pour l'un de ses documentaires de la série consacrée aux reptiles et aux amphibiens « Life in Cold Blood » (La vie de sang froid).

Le coupable de cette hécatombe serait le champignon *Batrachochytrium dendrobatidis* (Bd), un chytride qui menace la population mondiale des amphibiens en leur transmettant la chytridiomycose, maladie qui, comme l'explique Roberto Ibáñez, « infecte la peau des grenouilles, altérant ses fonctions ». Chez les grenouilles, un des rôles de l'épiderme consiste à maintenir l'équilibre de l'eau et des sels entre le corps et son milieu. Chez les grenouilles victimes du champignon Bd, on note une perturbation du transport d'électrolytes, ce qui a pour principal effet de réduire les concentrations de sodium et de potassium dans le sang de l'animal, provoquant un arrêt cardiaque.



Le champignon envahisseur

D'où provient le Bd ? Vraisemblablement d'Afrique. C'est du moins l'hypothèse la plus largement acceptée parmi les biologistes panaméens. Le chytride Bd est en effet présent naturellement dans l'épiderme de l'amphibien sud-africain *Xenopus laevis*, qui fut utilisé intensivement dans les tests de grossesse à partir des années 1930. L'exportation de cette méthode vers d'autres latitudes, alors qu'on ignorait que le *Xenopus laevis* était un vecteur de la maladie, serait à l'origine de sa propagation.

Au Panama, on suppose que le champignon s'est diffusé au contact de ces mêmes amphibiens, poursuit Roberto Ibáñez, qui signale que le chytride est déjà répandu dans tout le pays et menace maintenant d'autres espèces d'amphibiens.

Au regard de son « *impact désastreux sur la diversité biologique* », l'Union internationale pour la conservation de la nature classe le Bd parmi les 100 espèces exotiques envahissantes les plus néfastes au monde. Edgardo Griffith le décrit comme un organisme « *très efficace, qui réduit la biodiversité, modifie la dynamique démographique et la reproduction, et anéantit 100 % des individus chez certaines espèces* ». Il est présent partout, au Panama comme dans d'autres pays d'Amérique latine.



© Courtesy of Diario La Prensa, Panama

L'arche de Noé des amphibiens

Au Panama, il n'existe pas pour le moment de traitement efficace contre la maladie. Pourtant, on garde l'espoir de pouvoir un jour réintroduire la grenouille dorée dans son habitat naturel. En 2011, le gouvernement a lancé un Plan d'action pour la conservation des amphibiens du Panama en trois volets – recherche, conservation, éducation –, premier pas vers une solution au problème. La Fondation-Centre de conservation des amphibiens d'El Valle (Fundación EVACC), présidée par Edgardo Griffith, œuvre, elle aussi, à la préservation de la grenouille dorée, bien qu'à ce stade elle soit encore gardée en captivité. Son zoo abrite près de 4 500 grenouilles, dont un millier de la variété dorée.

À l'autre extrémité du pays, à Gamboa, à l'orée d'une forêt tropicale humide située dans l'ancienne zone du canal de Panama, Roberto Ibáñez dirige le Projet de conservation et de sauvetage des amphibiens.

Lors du Festival de la grenouille dorée du Panama, organisé chaque année dans la capitale par Punta Culebra Nature Center (Smithsonian), les enfants découvrent l'amphibien, symbole écologique et culturel du pays.

Créé *ex situ* en 2009, le projet vise à assurer la reproduction des espèces mises en péril, notamment par le chytride : c'est une sorte d'arche de Noé, qui s'efforce de reconstituer, à partir de ces spécimens captifs, les populations d'espèces les plus menacées jusqu'à ce qu'on ait trouvé un traitement contre le champignon Bd. Implanté à trente-deux kilomètres de la capitale panaméenne, le centre abrite quelque 1 200 exemplaires de grenouilles appartenant à neuf espèces, à l'exception de la grenouille dorée. Mais celle-ci, espère Roberto Ibáñez, devrait leur être envoyée par la Fondation EVACC d'ici à la fin de 2018.

La grenouille dorée retrouvera-t-elle son lustre d'antan ? Les scientifiques misent sur un « oui » catégorique. En attendant, il faut espérer que la grenouille dorée connaîtra l'heureux destin dont elle est le symbole dans l'imaginaire panaméen.

“ On garde l'espoir de pouvoir un jour réintroduire la grenouille dorée dans son habitat naturel ”

Karla Jiménez Comrie (Panama) est une journaliste indépendante spécialisée dans l'environnement et la culture. Elle a travaillé pour le système des Nations Unies et comme reporter au quotidien *La Prensa*.

Avec le changement climatique, la menace de nouveaux conflits

Caitlin E. Werrell et Francesco Femia

Les effets du changement climatique sur le paysage physique mondial modifient la donne géopolitique et déstabilisent des régions vulnérables comme la Corne de l'Afrique. Il peut entamer la capacité des pays à se gouverner eux-mêmes et générer des conflits insoupçonnés. Contrairement à d'autres facteurs de risques sécuritaires internationaux, le changement climatique peut être modélisé avec un degré de certitude relativement élevé. Mais entre prédire et se préparer, il reste un grand pas à franchir.

Le rythme actuel du changement climatique – hausse du niveau de la mer, recul de la banquise arctique, fonte des glaciers, extrême variabilité des précipitations, fréquence et intensité accrues des tempêtes – confronte les sociétés humaines à des scénarios inédits. Ces dynamiques auront un impact sur les ressources, notamment l'eau et les denrées alimentaires, dont dépendent la survie, la sécurité et la prospérité des populations et des pays – ainsi que sur l'ordre mondial bâti sur ces derniers.

On constate déjà une aggravation de la fragilité des États et des problèmes sécuritaires dans plusieurs régions clés – conflits au Moyen-Orient et en Afrique, tensions dans les zones de pêche en mer de Chine méridionale, sans compter le nouveau champ de bataille politique et économique de l'océan Arctique, désormais libéré des glaces. Alors qu'il remodèle le paysage physique du monde, le changement climatique modifie aussi son paysage géopolitique.

© UNphoto/Tim McKulka



En cas d'incapacité des gouvernements à atténuer cet effet, les risques de conflit et d'instabilité vont augmenter et devenir plus difficiles à contrôler. De nombreuses régions sont concernées, mais, du fait de la combinaison de fragilités structurelles et d'une forte exposition aux risques de changement climatique, la Corne de l'Afrique est particulièrement vulnérable, faisant craindre plus qu'ailleurs la survenue des conflits et de l'instabilité dans la péninsule.

Un fragile épicode

Avec le temps, l'impact du changement climatique sur les ressources naturelles – qui s'ajoute aux pressions démographiques, économiques et politiques existantes – peut entamer la capacité d'un pays à se gouverner lui-même.

Laquelle comprend la capacité à répondre aux besoins de ses citoyens en ressources de base – telles que les denrées alimentaires, l'eau, l'énergie ou l'emploi –, ce que l'on appelle sa « légitimité produite ». Or cette menace sur la légitimité produite d'un État peut le fragiliser, susciter des conflits internes, voire aboutir à son effondrement. Ainsi considéré, le changement climatique peut constituer un grave défi pour la stabilité et la légitimité des États de la Corne de l'Afrique, région déjà en butte à d'innombrables difficultés avant que ne surviennent celles posées par le changement climatique. Ces défis ont été récemment confirmés par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans une Déclaration de son Président en janvier 2018 :

Selon l'Indice des États fragiles du Fonds pour la paix, c'est dans la Corne de l'Afrique qu'on trouve quelques-uns des États les plus vulnérables de la planète : Somalie, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Soudan et Soudan du Sud. On y relève aussi plusieurs indices flagrants d'un lien entre changement climatique et conflits – à savoir, des affrontements entre communautés agricoles et pastorales, provoqués par les sécheresses et la variabilité des ressources en eau, elles-mêmes exacerbées par la situation climatique actuelle.

Ainsi, un épisode de sécheresse extrême et prolongée, comme en a connu la Somalie en 2011 sous l'effet du changement climatique, peut ajouter un stress supplémentaire, dans une situation déjà tendue de rareté des ressources. Ces pressions peuvent accroître les tensions et les conflits entre communautés, et contribuer à inciter les populations à l'exode – avec des répercussions sur les prix du bétail et d'autres biens. Cela pourrait aggraver la malnutrition, les épidémies et l'insécurité alimentaire (pour plus de détails : *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 96, n° 4, 1^{er} juillet 2014, pp. 1157-1182).

Les tensions locales générées par les problèmes d'accès aux ressources alimentaires et aquatiques peuvent se répercuter dans les pays voisins, où les populations iront chercher les denrées et la sécurité qui leur manquent – ce qui accroît la pression sur les ressources de ces pays, et pourrait amplifier plus encore les tensions. En diminuant l'accès à l'eau, par exemple, le changement climatique ne constitue pas la cause directe des conflits, mais il multiplie les tensions autour des ressources naturelles, faisant augmenter les risques de conflit. Sans une amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles, ces scénarios vont de développer de plus en plus dans le futur.

Le paysage géopolitique redessiné

De récentes études, combinées à différents modèles et projections, indiquent avec une précision croissante que le changement des conditions climatiques peut menacer la sécurité d'un pays – si rien n'est fait pour en atténuer les effets – et augmenter la probabilité des conflits. Du reste, de nombreuses recherches ont souligné les liens entre changement climatique, variabilité croissante des précipitations et conflits. Plusieurs autres scénarios montrent comment l'imbrication des effets du climat et de la situation sécuritaire aboutissent à la formation d'un nouveau paysage géopolitique :

• Élévation du niveau de la mer et villes côtières

L'urbanisation progresse rapidement dans la Corne de l'Afrique, y compris sur le littoral. Des villes côtières en pleine expansion comme Mogadiscio (Somalie), Djibouti ou Mombasa (Kenya) sont vulnérables à la hausse du niveau marin. La mer pourrait inonder des infrastructures urbaines cruciales, contaminer les ressources en eau douce par l'irruption d'eau salée et réduire les surfaces arables, poussant des populations entières à l'exil.

• Voies maritimes redoutables

Le golfe d'Aden est un passage maritime crucial longeant la Corne de l'Afrique. Le changement climatique réduisant encore les maigres débouchés économiques de la région, on peut s'attendre à une augmentation des actes de piraterie le long des côtes. Les recherches ont révélé qu'il existe un recoupement significatif entre les pays possédant une forte incidence des attaques de pirates (au large des côtes somaliennes et érythréennes) et ceux victimes de la vulnérabilité climatique la plus élevée d'Afrique. Cela dresse un tableau inquiétant de la façon dont la superposition des risques peut prolonger la défaillance des États de la Corne.

• Ressources halieutiques et sécurité alimentaire

L'acidification et le réchauffement des océans contribuent à la migration et à l'épuisement des stocks halieutiques dans le monde, notamment le long des côtes de la Corne de l'Afrique – même si l'absence de suivi suffisant empêche d'en apprécier l'ampleur. La modification de la chimie et des températures océaniques peut accroître la probabilité des tensions entre pays et acteurs sous-nationaux de la Corne partageant le même littoral – ce qui inclut une probabilité accrue de conflit liés à l'activité de pêche, quand les flottes opèrent dans des eaux limitrophes ou se disputent des stocks décroissants dans les eaux internationales.

• Migrations

Les épisodes de sécheresse, couplés à d'autres facteurs, augmentent déjà l'incitation à la migration, en Afrique comme ailleurs. Ceux qui n'ont pas les moyens de partir risquent aussi d'être « piégés », ou de ne pas pouvoir migrer vers des lieux plus sûrs. La probabilité d'une baisse des précipitations et d'une augmentation des événements météorologiques extrêmes dans la Corne risque fort d'accélérer et d'amplifier les mouvements migratoires. Selon Robert McLeman, de l'université Wilfrid Laurier (Canada), « *les États aujourd'hui politiquement fragiles seront très probablement les futurs épices d'épisodes de violences et de migrations forcées liés au climat* » (*Epicenters of Climate and Security*, juin 2017).



Victime d'un conflit au Soudan en 2008, cette femme attend sa ration d'aide alimentaire d'urgence.

« Le Conseil de sécurité a conscience des effets néfastes des changements climatiques et écologiques, entre autres facteurs, sur la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et de la région [du Sahel], et notamment de la sécheresse, la désertification, la dégradation des sols et l'insécurité alimentaire, et souligne que face à ces facteurs, il importe que les gouvernements et les organismes des Nations Unies adoptent des stratégies appropriées d'évaluation et de gestion des risques. »

De fait, sur les 20 pays les plus fragiles, 12 sont situés au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Afrique, où l'on s'attend à ce que le changement climatique intensifie fortement le niveau de rareté de l'eau. Cinq d'entre eux – Érythrée, Kenya, Somalie, Soudan et Soudan du Sud – se trouvent dans la Corne.

• Militarisation de l'eau

La modification de la disponibilité des ressources en eau – raréfaction, problèmes d'accès – sous l'effet du changement climatique a également permis aux États et aux acteurs non étatiques d'utiliser l'eau comme une arme. Selon une étude récente de Marcus King, de l'université George Washington (États-Unis), la Somalie est particulièrement exposée à cette conjonction entre climat, conflit et militarisation des ressources aquatiques (*Epicenters of Climate and Security*, juin 2017). Les sécheresses régionales subies par la Somalie en 2011 ont été associées au changement climatique. À cet instant, constate Marcus King, le groupe djihadiste fondamentaliste « Al-Chabab a changé sa tactique de guérilla et commencé à couper les vannes des villes libérées pour faire au moins acte de pouvoir et de présence. Le changement climatique, la pénurie alimentaire et la poursuite du conflit avec la militarisation de l'eau ont été lourds de conséquences pour les populations : la difficulté d'accès de l'aide humanitaire à cause des actions d'Al-Chabab s'est soldée par plus de 250 000 morts et des centaines de milliers de déplacés. »

Une lueur d'espoir

Si les sécheresses et les événements météorologiques extrêmes ne sont pas nouveaux dans la région, la vitesse du changement et la réduction du temps de récupération entre deux événements accentueront les pressions sur des gouvernements déjà pris à la gorge. Le risque d'instabilité étatique et de conflits durables augmente d'autant. Il reste néanmoins une petite lueur d'espoir : le changement climatique, contrairement à d'autres facteurs de risques sécuritaires internationaux, peut être modélisé avec un degré de certitude relativement élevé.

Malgré le caractère très incertain des prévisions à l'échelon local, les projections des modèles climatiques donnent une idée précise de ce que l'avenir nous réserve, permettant aux gouvernements et aux sociétés d'élaborer des plans.

Toutefois, l'amélioration de notre capacité prédictive n'équivaut pas à une préparation. La combinaison de « *risques sans précédent* » et d'une « *prévisibilité sans précédent* » nous pousse vers une « *Obligation d'adaptation* » (rapport présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies, décembre 2017). La responsabilité incombe aux institutions sous-nationales, nationales et intergouvernementales de renforcer la résilience climatique au niveau régional de la Corne de l'Afrique. Dans le cas contraire, la stabilité de cette région, et du reste du monde, se verrait grandement compromise.

Caitlin E. Werrell et Francesco Femia

sont les co-fondateurs et présidents du Center for Climate and Security. Ce centre d'études politiques non partisan basé à Washington DC, qui réunit une équipe et un conseil consultatif d'éminents experts sécuritaires et militaires, est la seule institution à se consacrer exclusivement à l'analyse des risques sécuritaires induits par le changement climatique.



© UNESCO

Changer les esprits, pas le climat

Pour répondre aux défis posés par le changement climatique, l'UNESCO dispose de plus d'une trentaine de programmes qui contribuent à l'apport de connaissances, à la communication et à la compréhension des implications éthiques de ce grand enjeu de notre époque.

En définissant les principes éthiques mondiaux relatifs au changement climatique, l'Organisation fournit des lignes directrices pour les prises de décision et l'élaboration des politiques, qui visent à contrecarrer les dommages et des injustices moralement inacceptables. La prévention des nuisances, l'approche de précaution, l'équité et la justice, le développement durable, la solidarité, les connaissances scientifiques et l'intégrité dans la prise de décisions sont autant de piliers de la « Déclaration de principes éthiques » adoptée en novembre 2017.

Par ailleurs, l'UNESCO aide les États membres à s'adapter au changement climatique, à en atténuer les effets, à éduquer les sociétés au développement durable (EDD) ou encore à évaluer les risques de catastrophes naturelles. Par l'intermédiaire de son Programme hydrologique international (PHI), elle favorise la coopération scientifique pour l'évaluation et le suivi des changements qui touchent les ressources en eau. Son Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) vise à améliorer les moyens de subsistance des populations tout en préservant les écosystèmes. Les réserves de biosphère gérées par le MAB, au même titre que les sites du patrimoine mondial ou le réseau mondial de géoparcs, jouent aujourd'hui un rôle d'observatoires sur le changement climatique.

L'Organisation est particulièrement attentive à la bonne santé des océans qui régulent le climat et captent près d'un tiers des émissions de carbone. En raison de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution côtière, de la surpêche ou de la pression démographique, les côtes et les écosystèmes marins subissent actuellement de grands changements. Ceux-ci affectent tout particulièrement les petits États insulaires en développement (PEID), pour lesquels l'UNESCO a élaboré un plan d'action.

La stratégie de l'UNESCO s'inscrit dans une démarche globale définie dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Depuis la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP 21), l'UNESCO est présente à chacune de ces conférences annuelles, lors desquelles elle expose ses différentes initiatives. Ses stands sont des lieux de rencontre qui favorisent le débat et l'interaction avec le public et la société civile. La nécessité de changer les mentalités n'est plus à prouver. Pour relever ce défi planétaire, une profonde compréhension du problème est indispensable. Elle passe par la sensibilisation et l'éducation au développement durable. « *Changeons les esprits, pas le climat* », tel est le message central de l'UNESCO sur la question.

Vu de Dominique : Anthropocène ou Capitalocène ?

Andreas Malm

Pour Andreas Malm, le changement climatique n'est pas imputable à la simple existence des milliards d'êtres humains peuplant la planète, mais au petit nombre qui contrôle les moyens de production et décide de l'utilisation de l'énergie. L'époque s'apparente plus à un Capitalocène qu'à un Anthropocène, et pour prévenir les événements climatiques extrêmes, comme ces ouragans qui dévastent la Dominique, il faut s'en prendre directement au capital fossile.

Hier encore, la Dominique dressait ses collines émeraude au-dessus de la mer des Caraïbes. Quand j'ai visité l'île en août 2017, elle était encore recouverte de forêts d'un vert à nul autre pareil, chaque sommet, chaque ravin débordant de végétation. L'île la plus montagneuse de la région, au couvert forestier le mieux préservé, elle était une merveille de splendeur naturelle, mais pauvre. La plupart de ses 70 000 habitants – majoritairement d'ascendance africaine – vivaient chichement sur de petites exploitations, ajoutant aux bananes, plantains et ignames, un peu de pêche et de tourisme.

L'île avait déjà subi une première tempête. En 2015, la tempête tropicale Erika avait déversé des torrents d'eau sur les collines, dont certaines s'étaient effondrées. Quand j'y débarquai, le pays pensait encore les plaies laissées par cette catastrophe, clairement visibles dans le sud-est de l'île, aux pentes balafrées par les glissements de terrain qui avaient emporté sols, arbres et habitations.



© Jason DeCaires Taylor (www.underwatersculpture.com)

Marée montante, installation de l'artiste britannique Jason DeCaires Taylor sur la Tamise, à Londres, 2015

On reconstruisait les routes, on installait des baraquements pour abriter les survivants.

Le 18 septembre 2017, six semaines après mon départ, l'ouragan Maria est soudain passé en catégorie 5 – niveau extrême encore rarement atteint – et a frappé de plein fouet la Dominique. En une nuit, l'île verte est devenue marron. Des vents d'une extraordinaire férocité avaient purement et simplement soufflé le couvert forestier.

Un sentiment de perte incommensurable

La mer charriait des feuilles et des branches d'arbres, des troncs nus gisaient au milieu des terres défrichées comme après un déboisement géant : si Erika n'avait fait qu'égratigner l'île, Maria l'avait littéralement écorchée. Cette fois, la totalité des infrastructures – maisons, routes, ponts, hôpitaux, écoles – avaient été pulvérisées et le secteur agricole réduit à néant.

Le coût financier était estimé à deux fois le produit intérieur brut (PIB) du pays, mais, comme le nota l'agence d'information IRIN, « le sentiment de perte dépasse le chiffrable ».

Dans le mois qui a suivi le passage de Maria, un cinquième de la population a réuni le peu de biens qu'elle avait pu sauver et a quitté l'île. Ceux qui restent parlent d'eux-mêmes comme de soldats sur un champ de bataille : un discours martial a envahi le pays. Cinq jours après l'ouragan, le Premier ministre Roosevelt Skerrit, sans-abri lui aussi, s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies : « *Je reviens de la ligne de front. (...) Alors que les Dominicains font les frais du changement climatique, nous subissons les conséquences des actions des autres, qui mettent en péril notre existence même, tout cela pour l'enrichissement de quelques-uns, ailleurs dans le monde* ».

Les descendants d'esclaves qui peuplent la Dominique n'ont pourtant rien fait pour réchauffer la planète, pas plus que les rares Indiens qui y survivent. Les agriculteurs pauvres qui améliorent leurs fins de mois comme chauffeurs de taxi ou vendeurs de rue ne produisent que des empreintes carbone négligeables, et n'ont aucun pouvoir sur la fourniture mondiale d'énergie. Or, ce sont précisément eux qui ont péri sous les coups de boutoir de l'hypercyclone. Ils ont vu leurs vies saccagées et la terre sous leurs pieds ravagée.

L'humanité tout entière responsable ?

Mais c'est un autre scénario que nous conte le discours sur le changement climatique, tel qu'il s'est construit depuis une dizaine d'années dans les milieux de la recherche, les médias et les cercles décisionnaires occidentaux. Ce qu'il nous dit, c'est que nous sommes tous responsables, que le réchauffement climatique est la faute de l'espèce humaine tout entière. Nous vivons dans l'Anthropocène, une époque dans laquelle notre espèce particulière tient désormais les rênes des forces de la nature et décide de la trajectoire de la planète, comme cela se voit surtout dans le domaine climatique. L'humanité dans son ensemble serait donc responsable des catastrophes qui en découlent.

On trouve une expression explicite de cette logique dans l'un des ouvrages sur le sujet les plus applaudis de ces dernières années, *The Great Derangement : Climate Change and the Unthinkable*, de l'écrivain indien Amitav Ghosh, où l'on apprend que le réchauffement mondial « *est une conséquence involontaire de l'existence même des êtres humains en tant qu'espèce* ». On y lit même qu'il est « *le produit de la totalité des actions des hommes au fil du temps. Tout être humain ayant vécu a contribué à faire de nous l'espèce dominante sur cette planète, et, en ce sens, tout être humain, passé ou présent, a sa part dans le cycle actuel du changement climatique* ». De ce point de vue, la planteuse de café lambda de la Dominique a contribué à Maria du seul fait qu'elle appartient à *Homo sapiens*. Tout comme ses ancêtres esclaves amenés sur l'île. Tout comme les Kalinagos qui y vivaient en paix jusqu'à ce que l'Europe n'y débarque en 1492.

Une lecture faussée

Il est bien difficile d'imaginer sur quels arguments scientifiques fonder un tel scénario, mais nombre d'intellectuels commentateurs de l'Anthropocène se sont exprimés dans le même sens. Pour ne prendre qu'un autre exemple, l'historien Dipesh Chakrabarty (voir page 13), qui est sans doute l'interprète le plus influent de ce concept au sein des sciences humaines et sociales, estime qu'en ce qui concerne la production du changement climatique, « *les pauvres participent tout autant que les riches à cette histoire partagée de l'évolution humaine* » (*Climate and Capital : On Conjoined Histories, Critical Inquiry*, 2014).

Vue sous cet angle, Maria ressemble plus à un suicide qu'à un blitzkrieg. Cela revient à dire : c'est celui qui casse qui paie, et ce n'est que justice. Mais, vue des collines dépouillées de la Dominique, la réalité est tout autre. Le scénario de l'Anthropocène est faussé, parce qu'il déforme et brouille cette réalité, non pas en déclarant que ce sont les actions des hommes qui ont provoqué le changement climatique – ce qui est un fait incontestable –, mais en glissant de ce constat vers un récit de l'espèce humaine comme un tout, qui serait responsable de cette transformation. Alors qu'il n'en est rien.



Suivez les leaders, installation de l'artiste espagnol Isaac Cordal à l'exposition *Fragil* (Bruxelles, 2015). La miniature représente des hommes d'affaires immergés dans un mélange d'eau et de pétrole.

Depuis les derniers millénaires et l'existence de sociétés de classes, *Homo sapiens* est une entité profondément fracturée, et ne l'a jamais été autant que dans ce monde qui se réchauffe à vive allure : où, selon l'organisation humanitaire Oxfam (janvier 2017), les huit individus les plus riches possèdent autant (426 milliards de dollars) que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (409 milliards de dollars). Et la richesse, on le sait, est étroitement corrélée aux émissions de CO₂. Elle est le signe des profits tirés de la poursuite du statu quo, et la meilleure preuve de ses conséquences. Enfouie au cœur des combustibles fossiles, elle est la force motrice de l'ouragan.



© Isaac Cordal (cementclipses.com)

Une épidémie de plastique

On nous dit que le changement climatique est le produit d'une masse anonyme de millions ou de milliards d'êtres humains, alors que, comme l'a récemment souligné le géographe américain Matt Huber, c'est en réalité un infime segment de l'espèce humaine qui détient les moyens de production et prend les grandes décisions en matière d'utilisation des sources d'énergie. Ce segment n'a qu'un seul but : devenir encore plus riche. Un processus appelé « accumulation de capital », qui se poursuit inexorablement, indifférent au sort des Dominicains et aux signaux toujours plus désespérés de la science climatique.

Pour ne prendre qu'un exemple, en décembre 2017, le *Guardian* a indiqué que la production de plastique aux États-Unis allait progresser de 40% au cours des dix prochaines années, ExxonMobil, Shell et d'autres producteurs de combustibles fossiles ayant profité de l'actuel essor du gaz de schiste pour investir massivement dans de nouvelles usines de plastique. Cette décision va enfermer encore davantage les Américains et, partant, l'économie mondiale, dans leur addiction aux produits plastiques. Ces derniers finiront sur les plages du monde entier, donnant lieu à d'autres combustions fossiles, dont la chaleur trouvera de nouvelles îles à dévaster. Du point de vue du capital, c'est exactement ce qu'il faut faire : investir dans la production et la consommation de combustibles fossiles afin de générer du profit. Un tel processus est à l'origine du réchauffement climatique mondial.

Les habitants de la Dominique et leurs nombreux compagnons d'infortune à travers le monde, appelés chaque année à se multiplier, à moins d'un affrontement direct, dès maintenant, avec le capital fossile, n'ont jamais vécu dans ce que certains appellent l'Anthropocène. Ils subissent les effets d'une époque qu'il conviendrait mieux d'appeler Capitalocène. Même s'il s'agit d'une guerre structurelle et systématique, on peut s'attendre à ce que des attaques brutales provoquant chocs et effroi se multiplient à l'avenir. Reste à savoir quand – ou si – la riposte aura lieu. Mais accuser le genre humain ne l'encouragera pas à se produire.

Andreas Malm (Suède) enseigne l'écologie humaine à l'université de Lund, en Suède. Il a signé plusieurs ouvrages, dont, parmi les plus récents, *The Progress of This Storm : Nature and Society in a Warming World* (2018), sur les dangers du réchauffement climatique.

Halte au discours catastrophiste !

Francis Chateauraynaud répond aux questions de Régis Meyran

Les débats autour de l'Anthropocène ont de réels enjeux scientifiques puisqu'il s'agit de forger un modèle global de l'évolution des équilibres planétaire. Mais les interprétations sont brouillées par des auteurs qui l'utilisent pour prophétiser la fin du monde – une démarche contre-productive.

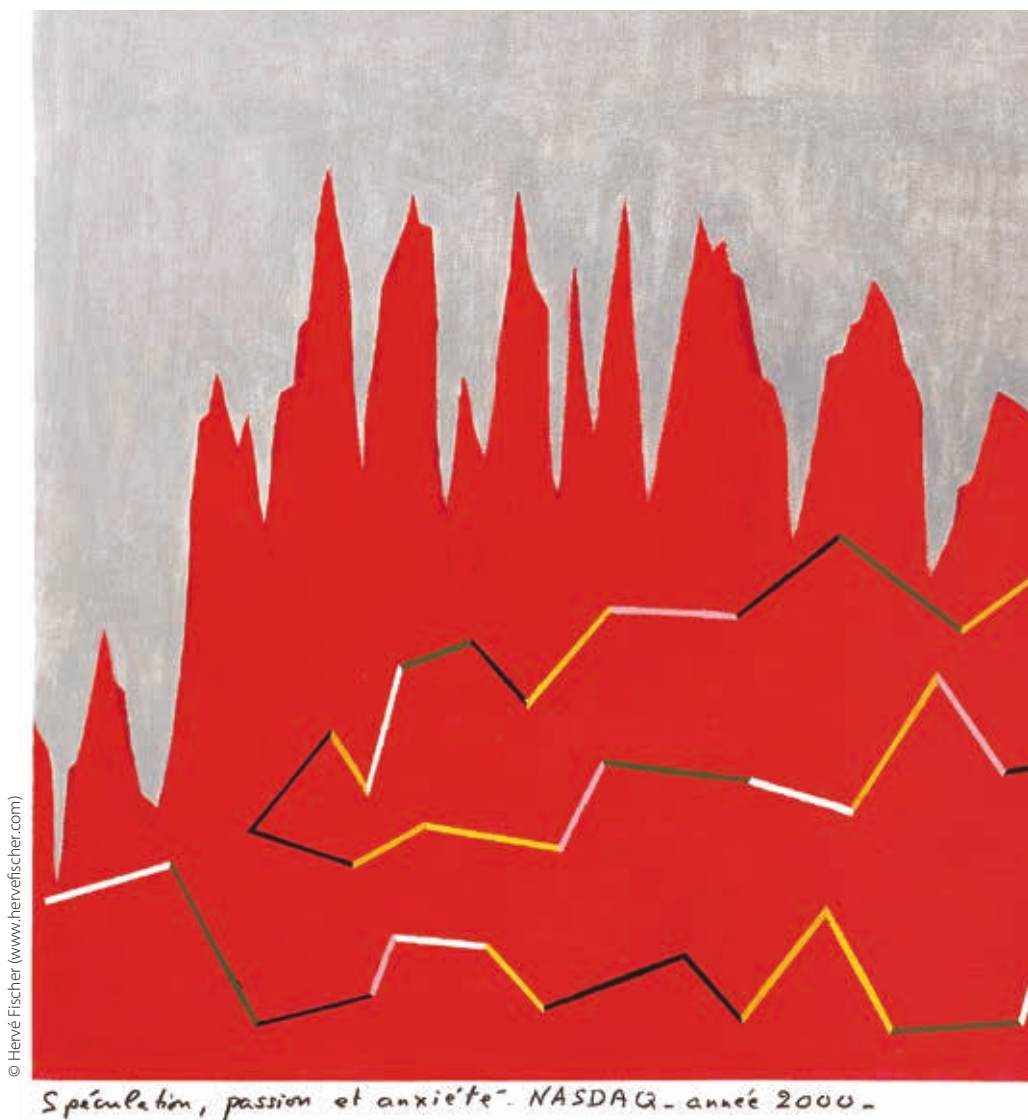
Vous étudiez depuis longtemps les controverses scientifiques, que pensez-vous du débat sur l'Anthropocène ?

C'est un débat important : les scientifiques sont en quête d'un modèle global, qui pour l'heure n'est pas stabilisé. Il s'agit d'établir un système formel fixant les lois de fonctionnement de la planète Terre, en raisonnant à l'échelle globale et en intégrant de nombreuses variables jusqu'alors déconnectées. Aujourd'hui, les capacités de calcul rendent possibles des simulations informatiques et l'élaboration graduelle d'un modèle de la biosphère, dont on étudie les variations en changeant des paramètres, comme la température ou l'acidité des océans.

L'Anthropocène est une hypothèse qui intéresse aussi bien les géologues que les archéologues, confrontés à la présence de résidus radioactifs ou chimiques dans les sols. La question reste posée de savoir s'il faut réellement parler d'une nouvelle époque géologique, qui ferait suite à l'Holocène. La pertinence du terme d'Anthropocène se précisera certainement sur le temps long, et il est normal qu'il soit sujet à débat.

Certains auteurs, comme l'Américain Jason Moore ou le Suédois Andreas Malm, préfèrent parler de Capitalocène. Cette requalification est discutable, au vu de l'empreinte écologique élevée de l'URSS au XX^e siècle...

En fait, ce n'est pas tant le mot Anthropocène qui pose problème que la valeur de prédictibilité du modèle, d'une part, et la tentation du catastrophisme ou du déterminisme, d'autre part.

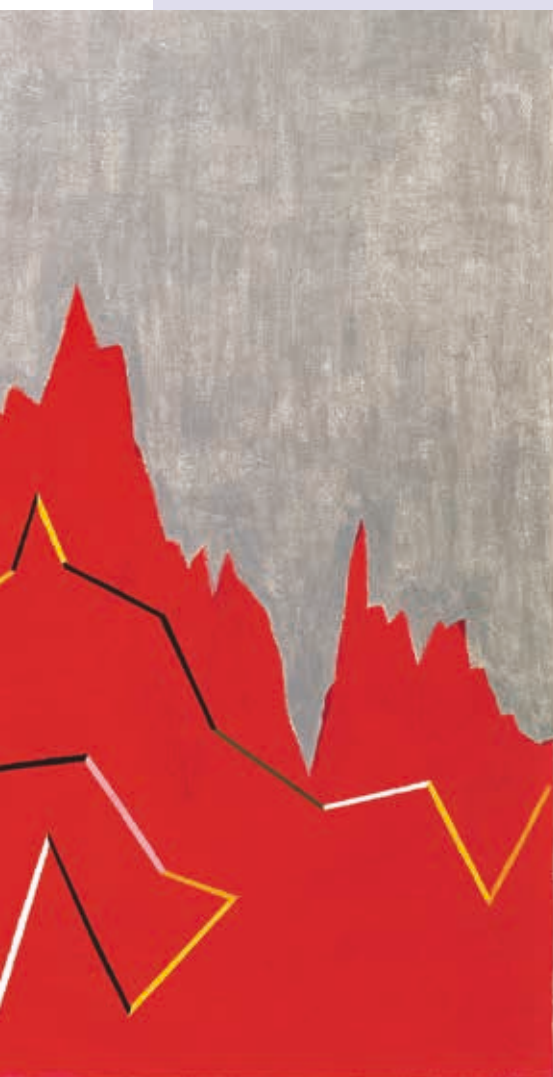


Pouvez-vous nous en dire davantage sur la tentation du catastrophisme ?

Un premier problème vient de la manière dont beaucoup d'experts parlent au nom de toute l'humanité, à travers le sujet collectif « nous ». L'historien Dipesh Chakrabarty (voir pp. 11-14) s'est interrogé sur la fonction de ce « nous » : attribuer des phénomènes à l'humanité dans son ensemble, c'est oublier ou masquer le fait que de nombreux humains, en situation de pauvreté ou de minorité, n'ont guère de responsabilité dans l'avènement de l'Anthropocène.

L'autre problème concerne l'idée que « nous » sommes déjà entrés dans une trajectoire fatale. Pour vous donner un exemple, le quotidien français *Le Monde* a relayé en novembre 2017 une tribune signée par 15 000 scientifiques, intitulée « Il sera bientôt trop tard ».

Spéculation, passion et anxiété,
acrylique sur toile acrylique sur toile, 2001,
de l'artiste et philosophe franco-canadien
Hervé Fischer.



Hervé Fischer 01.01.01.

Si une dose de réversibilité est sous-entendue dans l'adverbe « bientôt », un marqueur comme « trop tard », et la répétition de formules comme « nous avons échoué » ou « nous n'avons pas réussi à », engagent sur une pente catastrophiste. Le *global wthinker* (l'intellectuel qui pense le monde dans sa dimension globale) y trouve une forme de légitimation de ses envolées et peut dérouler un grand récit, embrassant en quelques formules toute la complexité du monde. Même le sociologue français Bruno Latour, dans *Face à Gaïa* (2015), s'est aventuré sur ce terrain de jeu. La tentation prophétique alimente les ouvrages de « collapsologie », comme celui des chercheurs français Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer* (2015). Si les auteurs s'appuient sur des données peu contestables, la manière de les assembler dans un récit de fin du monde est problématique.

La principale critique que l'on peut faire au discours catastrophiste, c'est qu'il est inefficace. L'« heuristique de la peur », développée jadis par le philosophe allemand Hans Jonas – pour qui seule la crainte du pire peut éveiller les consciences – n'est plus adaptée au contexte contemporain. De grands esprits ont beau signer des tribunes inquiétantes, les solutions ne viennent pas pour autant. L'enjeu n'est pas d'annoncer l'inéluctabilité de la catastrophe, mais de se saisir des problèmes aux différentes échelles d'action.

Les discours catastrophistes sont peut-être vains, mais ils ont du succès...

Non seulement ils ont du succès, mais ils provoquent des réactions hostiles. L'écologie finit par être confondue avec le catastrophisme. Des groupes d'acteurs, comme, en France, l'Association française pour l'information scientifique (AFIS), vont renverser la vapeur et proclamer qu'on n'a jamais été aussi heureux sur cette planète. Dans ces polémiques, les discours comme celui de l'AFIS ont d'autant plus de succès qu'ils ne demandent pas aux publics de s'impliquer.

Concrètement, peut-on éviter la catastrophe ?

D'abord il y a des catastrophes de toutes sortes. Annoncer une catastrophe globale finale, c'est se détourner des réalités. Il convient d'éviter de cautionner une vision fermée du futur, même quand elle est portée par des institutions, et de rouvrir les futurs. Il y a toujours des personnes, des groupes, des villes, des régions qui inventent des alternatives, de nouveaux possibles.

L'ouvrage que j'ai co-écrit avec Josquin Debaz, *Aux bords de l'irréversible* (2017) retrace l'émergence d'une pluralité de « contre-anthropocènes » : dans les interstices se forgent d'autres mondes possibles. S'ils apparaissent souvent en mode « résistance », ils créent d'autres modalités d'action et de perception du monde.

Prenons comme exemple le projet d'aéroport international sur les terres de la commune Notre-Dame-des-Landes en France. Ce projet initié dès les années 1960, puis relancé au début des années 2000, qui était contradictoire avec les déclarations de la COP 21 de 2015 sur la lutte contre le changement climatique, a été définitivement abandonné en janvier 2018 sous la pression des militants. Ce qui avait fondé le noyau de la résistance citoyenne de Notre-Dame-des-Landes, c'était la capacité collective d'inverser l'ordre des priorités.

Les mouvements autour des semences paysannes ou de la permaculture s'inspirent du fonctionnement des écosystèmes et des savoir-faire traditionnels, en visant l'autosuffisance. Comme dans les villes en transition, de multiples expériences collectives œuvrent à la redéfinition et la gestion de biens communs, alimentant de nouveaux imaginaires dont peuvent se saisir les politiques.

L'avenir reste ouvert. Tout humaniste se doit de donner tort aux prophètes du catastrophisme. Indénombrables sont les endroits de cette planète où des gens luttent pour contrer les effets dévastateurs de l'*hubris* techno-industriel.

Francis Chateauraynaud (France) est sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Il a récemment publié, avec Josquin Debaz, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations* (Paris, Pétra, 2017).

Lexique de l'Anthropocène

Pour comprendre le débat sur l'Anthropocène, il ne suffit pas de connaître le mot proposé dans les années 1980 par le biologiste américain Eugene F. Stoermer et popularisé au début du millénaire par le météorologue néerlandais Paul Crutzen. Tour d'horizon de quelques termes techniques incontournables.

Biocapacité : Le concept a été lancé au début des années 1990 par le polytechnicien suisse Mathis Wackernagel et l'écologiste canadien William Rees. Leurs recherches sur la capacité biologique de la planète requise pour une activité humaine donnée les ont conduits à définir deux indicateurs : la biocapacité et l'empreinte écologique (voir ci-dessous). Depuis 2003, ces deux indicateurs sont calculés et développées par l'ONG Global Footprint Network, qui définit la biocapacité comme « *la capacité des écosystèmes de fournir des matières biologiques utiles et d'assimiler des déchets générés par les hommes en utilisant les modes de gestion et les technologies d'extraction existantes* ».

Capitalocène : Le terme a été forgé par le sociologue et historien américain Jason Moore qui préfère parler de Capitalocène plutôt que d'Anthropocène. Selon lui, c'est le capitalisme qui a fabriqué la crise écologique globale qui mène à un changement d'ère géologique. Variante du Capitalocène, la notion d'Occidentocène, défendue notamment par l'historien français Christophe Bonneuil, suppose que la responsabilité du changement climatique incombe aux pays occidentaux industrialisés et non aux pays les plus pauvres.

Co-évolution entre gènes et culture : Selon le sociobiologiste américain Edward O. Wilson, les gènes ont permis l'apparition de l'esprit humain et de la culture humaine (le langage, la parenté, la religion, etc.) et, réciproquement, les traits culturels pourraient favoriser en retour l'évolution génétique, grâce à la stabilisation de certains gènes qui procurent un avantage sélectif aux membres du groupe dans lequel ce comportement culturel est observé. Plusieurs anthropologues et biologistes ont critiqué cette idée de « co-évolution » entre gènes et culture, au motif que la transmission de traits culturels est un phénomène volatile qui n'obéit pas aux lois de l'évolution darwinienne. Ils avancent aussi que, sur les 50 000 dernières années, l'humanité a vécu des transformations culturelles importantes, alors que le patrimoine génétique humain est resté inchangé (à quelques exceptions près).

Empreinte écologique : Selon l'ONG Global Footprint Network ce terme désigne « *la surface biologiquement productive de terre et d'eau dont un individu, une population humaine ou une activité a besoin pour produire les ressources qu'elle consomme et absorber les déchets qu'elle génère en utilisant les technologies et les pratiques de gestion des ressources existantes* ».

Époque géologique : L'échelle des temps géologiques est caractérisée par différents types d'unités temporelles : éons, ères, périodes, époques, âges. Pour être reconnue comme telle, chaque subdivision doit comprendre des conditions paléo-environnementales (caractéristiques climatiques), paléontologiques (types de fossiles) ou sédimentologiques (issus de l'érosion des êtres vivants, des sols, des roches, alluvions...) similaires et homogènes. Ce sont la Commission internationale de stratigraphie et l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) qui établissent les normes mondiales pour l'échelle des temps géologiques. Nous vivons actuellement à l'époque de l'Holocène, cette dernière étant associée à la sédentarisation des humains et à l'agriculture. Si les conditions précitées sont réunies, l'Anthropocène pourra être prochainement défini comme une nouvelle époque géologique.





Vertigo, lithographie de l'artiste français
Antonin Malchiodi, 2018.

© Antonin Malchiodi (antoninmalchiodi.fr)

Grande accélération : Les scientifiques s'accordent pour admettre que depuis les années 1950, les écosystèmes ont été altérés plus rapidement et plus profondément que jamais, sous l'effet du développement sans précédent de la consommation de masse (dans les pays de l'OCDE), d'une hausse démographique impressionnante, de la croissance économique et de l'urbanisation. Le chimiste américain Will Steffen a baptisée ce phénomène « la grande accélération ».

Planète (unité de mesure) : L'empreinte écologique a un « équivalent planète », c'est-à-dire qu'elle peut être exprimée en nombre de planètes nécessaires pour satisfaire les besoins de l'humanité à un moment donné. Afin de rendre compte de l'empreinte écologique d'un pays, on mesure le nombre de planètes qui auraient été nécessaires à la population mondiale si elle consommait autant que la population de ce pays. Selon l'organisation écologiste World Wildlife Fund (WWF), chaque année, l'humanité consomme l'équivalent de 1,7 planète pour subvenir à ses besoins.

Grande divergence :

L'expression « grande divergence », due à l'historien américain Kenneth Pomeranz, désigne le décollage industriel qui a séparé l'Europe de la Chine à partir du XIX^e siècle. Selon l'historien, c'est l'inégale allocation géographique des ressources en charbon et la conquête du Nouveau Monde qui ont donné l'impulsion finale à l'économie européenne.

Sixième extinction : On appelle grande extinction un événement bref à l'échelle des temps géologiques (quelques millions d'années) au cours duquel au moins 75 % des espèces animales et végétales disparaissent de la surface de la Terre et des océans. Parmi les cinq recensées, la plus connue est celle du Crétacé-Tertiaire, incluant la disparition des dinosaures, il y a 66 millions d'années. Aujourd'hui, le biologiste américain Paul Ehrlich estime que nous sommes entrés dans la sixième grande extinction (bien que pour le moment ses dégâts en nombre d'espèces soient considérablement inférieurs aux cinq autres) : 40 % des mammifères de la planète auraient vu leur aire de répartition baisser de 80 % entre 1900 et 2015.

Technodiversité : Le mot biodiversité désigne la diversité des écosystèmes, des espèces et des gènes, ainsi que l'interaction entre ces trois niveaux, dans un milieu donné. Par analogie, la technodiversité désigne la diversité des objets technologiques et des matériaux utilisés pour les fabriquer.

Technofossiles : Les fossiles sont des restes minéralisés d'individus ayant vécu dans le passé. Par analogie, les technofossiles sont les restes des objets technologiques.

Technosphère : La technosphère désigne la partie physique de l'environnement affecté par les modifications d'origine humaine : c'est un système mondialement interconnecté, qui comprend les humains, les animaux domestiques, les terres agricoles, les machines, les villes, usines, routes et réseaux, aéroports...

Sphères : Pour le minéralogiste russe Vladimir Vernadsky, inventeur du concept de biosphère en 1926, la planète Terre est constituée de l'intrication de cinq différentes sphères : la lithosphère, enveloppe terrestre rigide de la surface de la planète, la biosphère, constituée par l'ensemble des êtres vivants ; l'atmosphère, enveloppe gazeuse constituant l'air ; la technosphère résultant de l'activité humaine ; la noosphère, faite de l'ensemble des pensées. D'autres auteurs ont postérieurement ajouté à la liste les notions d'hydrosphère (ensemble de l'eau présente sur la planète) et de cryosphère (glaces).



Le jour se lève à Dodota Denbel, Qello va chercher du bois dans la forêt. Elle a treize ans. Deuxième des quatre enfants d'une famille éthiopienne, elle a la charge de la majorité des tâches ménagères, surtout depuis que sa sœur aînée de dix-neuf ans s'est mariée et a eu un bébé.

© Ignacio Marín



Une journée ordinaire dans la vie de Qello



De retour à la maison, Qello prépare le café.

Texte : Katerina Markelova

Photos : Ignacio Marín

Si Qello, l'héroïne de ce photoreportage réalisé en novembre 2017, va à l'école aujourd'hui, c'est qu'elle a de la chance. Seules 30,4 % de jeunes filles éthiopiennes en âge de fréquenter un établissement du secondaire sont scolarisées (Institut des statistiques de l'UNESCO, 2015).

Qello, adolescente de 13 ans, a déjà franchi la première étape sur le chemin de la réalisation de son droit fondamental à l'éducation : elle n'a pas abandonné le primaire en cours de route comme 61 % de ses jeunes compatriotes (ISU, 2014). Parviendra-t-elle à intégrer le deuxième cycle du secondaire ? Quelque 17 % de jeunes filles (taux brut de scolarisation*) ont passé ce cap en 2015.

Dans son pays, malgré le taux relativement fort de scolarisation des filles dans le primaire – 82 % en 2015 – seule une jeune fille sur deux entre 15 à 24 ans (47 % en 2007) peut à la fois lire, écrire et comprendre un texte simple et court relatif à sa vie quotidienne. C'est la conséquence logique d'une pénurie aiguë d'enseignants : un enseignant pour 55 élèves en 2011 dans le primaire.

Le petit frère de Qello, aura-t-il autant d'obstacles à braver pendant son parcours scolaire ? Il aura un peu plus de chances d'intégrer le primaire (le taux de scolarisation était de 88,5 % en 2015), mais aussi le secondaire (31,4 % en 2015).

Il passera sans doute une année de plus à l'école : l'espérance de vie scolaire** des garçons s'élevant à 8,9 ans en 2012, contre 7,9 pour les filles.

Bien qu'en termes d'accès à la scolarité obligatoire (de 7 à 14 ans), la parité soit quasiment acquise, la situation en Éthiopie est toutefois assez peu réconfortante, car environ 2,2 millions d'enfants et 4,6 millions d'adolescents (2015) ne sont pas scolarisés dans ce pays d'Afrique subsaharienne qui compte 102 millions d'habitants.

Aujourd'hui, dans le monde, 59 millions d'enfants ne vont pas à l'école, soit 9% de la population d'âge scolaire du primaire. Un peu plus de la moitié de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne, région qui enregistre les taux les plus élevés d'exclusion de l'éducation.

Quelque 17 millions d'entre eux sont des filles. Dans la région, 9 millions de filles âgées d'environ 6 à 11 ans n'iront jamais à l'école, contre 6 millions de garçons (ISU).

L'égalité des sexes constitue la cible n°1 de l'Objectif de développement durable 4, qui vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie à l'horizon 2030.

L'UNESCO, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour l'éducation, a été chargée de diriger le Cadre d'action Éducation 2030, adopté en novembre 2015. La responsabilité première de la mise en œuvre de cet agenda incombe aux gouvernements.

L'UNESCO et ses partenaires apportent un soutien par des conseils en matière de formulation de politiques coordonnées, d'assistance technique, de renforcement des capacités et de suivi des progrès accomplis aux niveaux mondial, régional et national.

*Taux brut de scolarisation : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement.

**Espérance de vie scolaire : nombre probable d'années qu'un enfant est appelé à passer dans le système scolaire et universitaire.

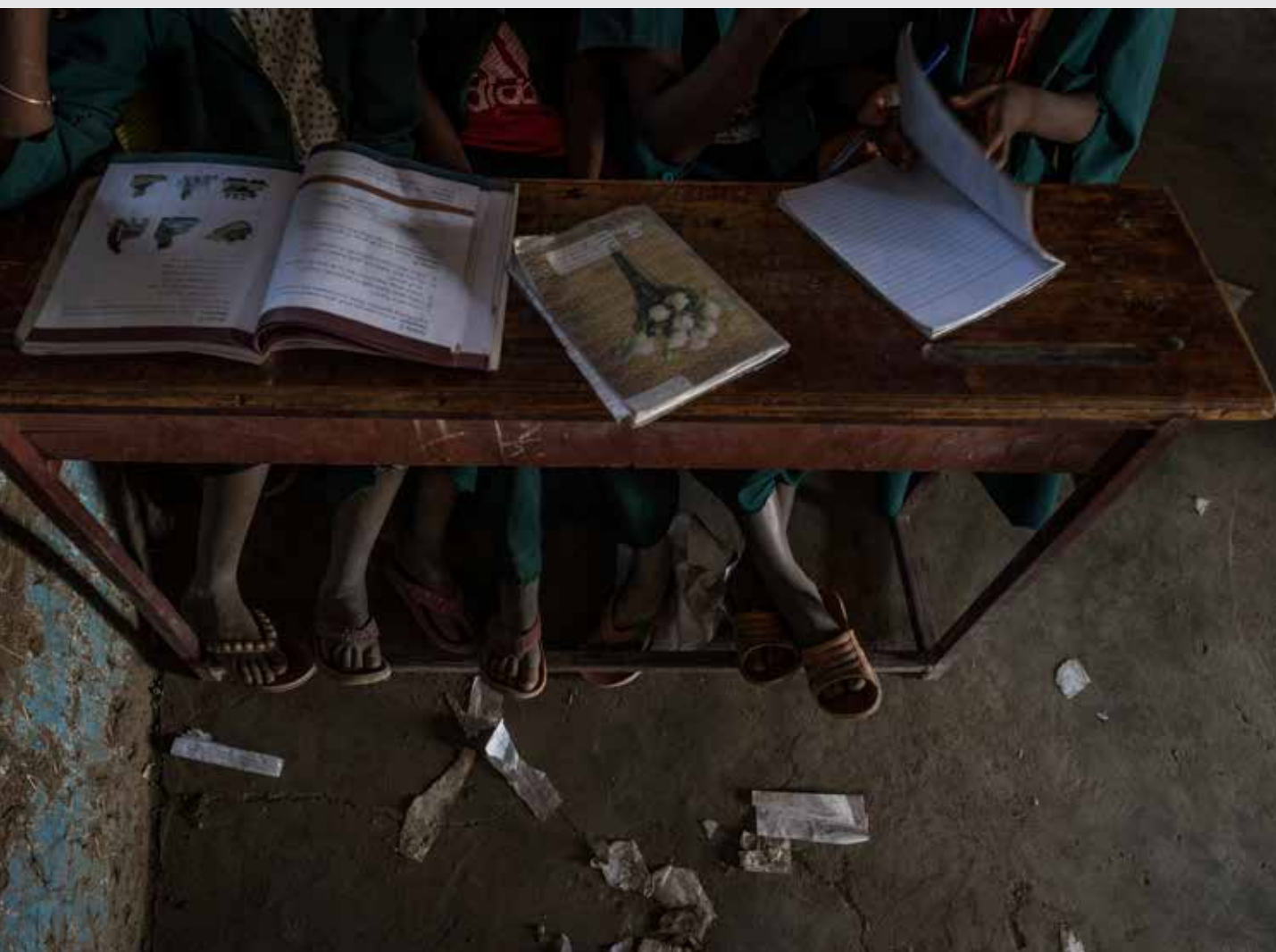
Toilette matinale.





*Qello a déjà préparé le petit déjeuner et nettoyé la maison.
Maintenant elle va aller à l'école, où elle arrive parfois en retard
en raison des obligations qui la retiennent à la maison.*

Trois à cinq filles partagent le même banc dans sa classe.





« Les deux tiers des amies de Qello seront obligées de se marier à un très jeune âge et la grande majorité d'entre elles abandonneront l'école juste après », explique Ana Sendagorta, directrice de la Fondation Pablo Horstmann.

De retour à la maison, Qello fait à manger pour la famille. Traditionnellement, les tâches ménagères sont considérées comme une « formation » des jeunes filles, indispensable à leur vie de futures mères de famille.





Qello attend que son père termine le repas pour qu'elle puisse faire la vaisselle.

Une fois la vaisselle faite, elle va chercher de l'eau au puits. Il n'y a en qu'un seul pour tout le village. L'attente est souvent longue.





Le retour est long, lui aussi. Ces parcours exposent de nombreuses filles au risque de violence physique ou sexuelle.



Le moment est venu de faire la lessive.



*Finies les corvées ! Il se fait tard.
Qello peut enfin faire ses devoirs à la lueur de sa petite lampe.*



*La nuit enveloppe la maison de Qello
de son voile de ténèbres et de promesses d'étoiles.
Demain est un autre jour.*



Frontispice d'un manuscrit du XVII^e siècle. Le lecteur tient une safina, manuscrit au format réservé à la poésie. Dans le manuscrit original, sur la page opposée, une jeune femme lui faisait face, qui l'écoutait et lui tendait sa coupe d'or.

© RMN-Grand Palais (Musée du Louvre) / Hervé Lewandowski

Nous, serviteurs et locataires de la Terre

Souleymane Bachir Diagne

Pour répondre au défi posé par la crise écologique mondiale, il est urgent de puiser dans le répertoire philosophique et spirituel de l'humanité, car celui-ci nous donne de belles leçons sur la nécessité de veiller sur la vie sous toutes ses formes. Ce que fait ici Souleymane Bachir Diagne, en croisant le roman philosophique d'un lettré andalou du XII^e siècle, une parole de sagesse africaine et des réflexions de philosophes occidentaux. Nous ne sommes pas maîtres et possesseurs de la Terre, avertit le philosophe sénégalais.

Avec la rubrique Idées, ce numéro du *Courrier* s'associe à la célébration de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et pour le développement (21 mai) et de la Journée internationale de la diversité biologique (22 mai).

Mon propos sera de penser une crise majeure, la crise écologique, dont on conviendra qu'elle définit l'époque que nous vivons, en montrant comment l'histoire de la philosophie lui apporte un éclairage et nous donne une orientation concernant les actions à entreprendre pour y faire face. Plus précisément, je voudrais dire ici en quoi il existe une continuité entre la manière dont la philosophie nous aide à penser une politique de l'humanité et celle dont elle éclaire une politique d'« humanisation de la Terre », pour parler comme le philosophe et théologien français Pierre Teilhard de Chardin (1881-1955). J'entends ici cette expression comme signifiant le devoir et la responsabilité qu'a l'humain d'agir en conséquence, à partir du moment où il comprend que la nature lui est confiée, à lui et à l'humanité à venir. Cela m'interdit par conséquent de me considérer comme « son maître et son possesseur », pour citer la phrase bien connue du philosophe français du XVII^e siècle René Descartes.

Sur ce point d'une philosophie à la fois spirituelle et écologique, je voudrais évoquer la pensée du lettré andalou Abou Bakr Ibn Tufayl (1105-1185), magistralement exprimée dans son *opus magnum*, le roman philosophique *Hayy Ibn Yaqzān*. Il y présente cette idée que, pour l'humain, réaliser pleinement son humanité, c'est parvenir à la conscience écologique, qui lui permet de comprendre à la fois le mouvement de son propre devenir et la responsabilité qui lui incombe de protéger la vie sur Terre.

Homo perfectus

Hayy Ibn Yaqzān, après sa traduction en latin en 1671 sous le titre *Philosophus autodidactus*, et plus tard en anglais, fut une source d'inspiration pour de nombreux écrivains, comme l'Anglais Daniel Defoe, l'auteur de *Robinson Crusoé*. En effet, le roman du philosophe andalou est le récit de la survie de Hayy, un enfant abandonné sur une île n'ayant jamais connu présence humaine, et qui est recueilli, protégé et nourri par une biche. À la mort de celle-ci, il apprend à se servir de sa main, de son intelligence pratique, puis théorique, dans une *ontogenèse* (développement de l'individu depuis sa conception jusqu'à la mort) qui récapitule la *phylogenèse* (évolution de l'espèce au cours des âges) : l'enfant se développe comme *homo perfectus*, l'*insān kāmīl* du mysticisme islamique.

En d'autres termes il devient un humain accompli qui retrouve non seulement l'essentiel de la civilisation (et notamment le feu), mais aussi le sens de la transcendance qui le mène à l'idée, puis à l'expérience, du divin. Du *Philosophus autodidactus*, on trouve écho dans le débat philosophique à propos de la table rase que serait notre faculté de connaître avant que l'expérience ne commence d'y inscrire nos savoirs. Ainsi a-t-on souligné la continuité entre l'idée qu'illustre le roman de Hayy et l'*Essai sur l'entendement humain* du philosophe anglais du XVII^e siècle John Locke.

On notera, au passage, que l'enseignement de l'histoire de la philosophie telle qu'elle est présentée dans la plupart des manuels ne fait guère place à un ouvrage de l'importance de celui d'Ibn Tufayl, ni à la tradition intellectuelle dans laquelle il s'inscrit : cela appelle une autre manière d'enseigner l'histoire de la philosophie, qui n'en fasse pas une affaire uniquement européenne.

Le calife de Dieu sur Terre

Le premier ébranlement qui met en mouvement l'intelligence pratique puis théorique de l'enfant est la question à laquelle il est confronté, lorsqu'il est plongé dans la souffrance et l'incompréhension, au moment de la mort de sa mère la biche : qu'est-ce que cette chose, la vie, qui a quitté le corps de la mère et l'a rendue à jamais sourde aux appels de son enfant ?

Œuvre de la série Wilder Mann du photographe français Charles Fréger qui s'est lancé, en 2011, à travers dix-huit pays européens, à la quête de « l'homme sauvage ». Ici : la tradition des Caretos dans le village de Lazarim, au Portugal.

Pour répondre à cette question, Hayy se livre à la pratique de la dissection des animaux morts avant d'essayer de surprendre le principe vital chez des animaux encore vivants, effectuant sur eux des vivisections dont il ne voit pas alors, dans son ignorance et son innocence, la cruauté. Il abandonne ces recherches, là encore sur un constat d'échec. Plus tard, quand il accède à la pleine conscience de soi, de Dieu, de la Création, de sa place propre au sein de celle-ci et de sa responsabilité vis-à-vis d'elle, Hayy comprendra sa responsabilité de veiller sur la vie, sous toutes ses formes. Il ne prendra plus de la nature que ce qui est nécessaire à sa subsistance en s'assurant que la capacité de renouvellement de la vie est parfaitement préservée, et que la nature reconstitue ce qu'elle lui donne.

L'insistance d'Ibn Tufayl sur la conscience écologique de Hayy Ibn Yaqzān est une illustration philosophique de l'anthropologie coranique qui définit l'humain comme « le calife de Dieu sur terre ». Le mot *calife*, qui signifie *remplaçant*, et dont la meilleure traduction est sans doute *lieutenant*, ou plus précisément *lieu-tenant* si l'on prête attention à l'étymologie, enseigne à l'humain ce qu'il a à être et la responsabilité qui est la sienne de veiller sur son environnement, à savoir la Terre. Du reste, ce mot de calife, malgré ce qu'on peut entendre aujourd'hui, n'a, dans le Coran, que cette seule signification de dire la destination de l'humain. Un message important du livre du philosophe Ibn Tufayl est donc que l'humain est gardien de la Terre pour elle-même et pour les générations à venir, parce qu'il est originellement dépositaire de ce qui le fait *lieu-tenant* de Dieu sur Terre. Aujourd'hui, nous avons besoin plus que jamais d'entendre cette responsabilité, sans qu'elle soit nécessairement liée à une signification religieuse.



© Charles Fréger (www.charlesfrerger.com)



Homme nature //

à k. Lundangi 2016

Faire humanité ensemble

Je récapitulerais mon propos en un mot : *ubuntu*. Ce mot bantou, ayant acquis une renommée mondiale grâce aux Sud-Africains Desmond Tutu et Nelson Mandela, se traduit littéralement par : « faire humanité ensemble », c'est-à-dire réaliser, grâce aux autres, l'humain que j'ai à devenir, et en même temps créer avec les autres « l'humanité une ».

Homme nature (2016), aquarelle
de Franck Lundangi.

© Franck Lundangi/avec l'aimable autorisation
de la Galerie Anne de Villepoix

D'être ainsi dépositaire de ce qui fait de moi un *lieu-tenant* de Dieu sur Terre me fait comprendre que « faire humanité ensemble » est le contraire de la prédation : cela me donne le devoir de veiller sur la vie en général, de penser que si les animaux en particulier ne formulent pas eux-mêmes des droits qui exigent d'être reconnus comme déclarés, ceux-ci n'en sont pas moins réels pour moi, du fait de mon humanité qui m'oblige envers eux.

Je ne suis pas de ceux qui à mon sens en font trop en voulant mettre à bas l'anthropocentrisme, et pour qui les différents règnes devraient être auto-représentés dans une sorte de « contrat naturel » venant remplacer le contrat social. Il n'est pas nécessaire de *dissoudre* l'humanité pour lui interdire de se comporter, comme l'écrivait un autre philosophe du XVII^e siècle, Baruch Spinoza, « *comme un empire dans un empire* », c'est-à-dire pour lui faire comprendre qu'elle n'est pas libre, ni séparée des nécessités naturelles. Il faut au contraire affirmer son humanité, mais l'affirmer comme *ubuntu*. *Ubuntu* est un concept philosophique à portée universelle et il me semble qu'il ramasse en lui la signification et le rôle des humanités, en particulier des humanités philosophiques. En montrant comment celles-ci peuvent nous éclairer, j'ai voulu bien entendu souligner leur contribution, voire leur « utilité ». Mais il ne s'agit ni d'exagérer ce que peut la philosophie, ni de se rendre à l'impératif de la rentabilité de savoirs considérés uniquement sous l'angle de leur mise en œuvre technique en forçant sur l'*utilisation* qui pourrait en être faite.

J'ai voulu plutôt montrer que s'agissant de la pensée et de l'action que commandent les crises majeures de notre temps, nous pouvons, nous devons, prendre appui aussi bien sur un roman philosophique écrit au XII^e siècle dans l'Espagne musulmane, que sur la pensée philosophique occidentale ou encore sur une parole de sagesse africaine. Pour répondre aux défis des temps qui changent, nous devons nous ressourcer dans ce que les humains ont pensé partout dans le monde et à des périodes différentes.

Autrement dit, j'ai voulu rappeler que la philosophie et les humanités en général font tout le sens d'une éducation dont la finalité est l'humain total, achevé, l'*homo perfectus*, qui sait s'appuyer sur la connaissance de l'histoire pour s'inventer un avenir que tous ensemble nous avons à construire.

Souleymane Bachir Diagne (Sénégal) est philosophe et historien de la logique mathématique. Professeur à l'université de Columbia (New York), il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire de la logique et de la philosophie, à l'islam, aux sociétés et cultures africaines. En 2011, il a reçu le prix Édouard Glissant pour l'ensemble de son œuvre.

Créoliser

la notion d'humanité

Mireille Delmas-Marty

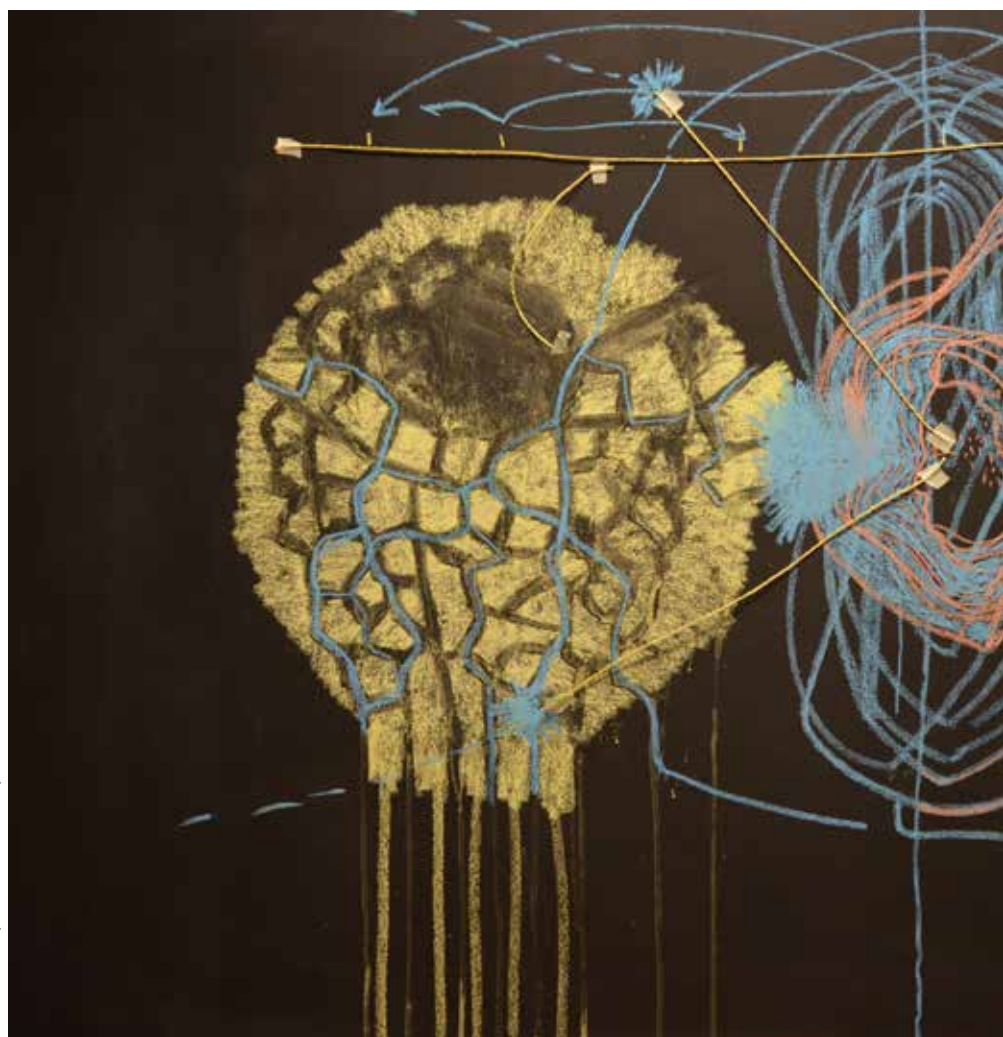
Comment protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles, tout en résistant au relativisme et à l'impérialisme, et en conciliant l'universalisme des droits de l'homme et le pluralisme des cultures ?

Mireille Delmas-Marty, membre de l'Institut de France, pose sur la question un regard de juriste, spécialisée dans l'étude de l'internationalisation du droit. Elle préconise une « créolisation par transformation réciproque », un processus dynamique et évolutif, consistant à coordonner, harmoniser et, parfois, unifier les différences.

Protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles est l'une des priorités que les États membres de l'UNESCO se sont fixées à l'aube du troisième millénaire. En signant la Convention de 2005, ils ont défini la diversité culturelle comme *patrimoine commun de l'humanité* qu'il faut non seulement protéger – comme un trésor, qui serait figé, immobile – mais aussi promouvoir, car il s'agit d'un trésor vivant, et par conséquent renouvelable et évolutif.

La diversité culturelle avait été érigée au rang de *patrimoine commun de l'humanité* déjà dans la Déclaration universelle de 2001, adoptée à l'unanimité par la Conférence générale de l'UNESCO, en novembre de la même année.

© Minia Biabiany (www.miniabiany.com)

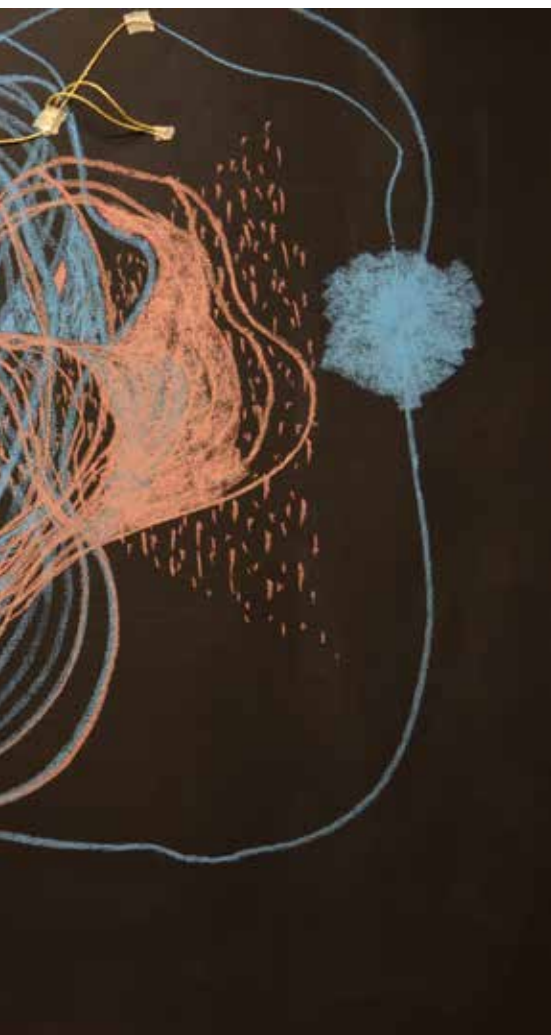


Capture d'image de la vidéo Blue Spelling, un changement de perspective est un changement de temporalité, de l'artiste guadeloupéenne Minia Biabiany.

Le texte affirme que la diversité culturelle est, pour le genre humain, « aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant ». C'était la première grande réunion intergouvernementale qui se tenait juste après les attentats du 11 septembre aux États-Unis et l'UNESCO tenait à proclamer tout haut le rejet de la thèse du choc des civilisations et le refus de sacraliser les différences.

Rappeler ce contexte me semble plus que nécessaire, car nous sommes engagés, depuis 2001, dans une sorte de guerre civile mondiale et permanente, qui entretient de véritables fureurs sacrées et terrorise des populations entières.

Il en résulte notamment l'exode massif de populations que nous connaissons actuellement, de même que les crispations identitaires des pays d'immigration qui se referment sur leurs différences au nom d'une identité nationale qui serait menacée. Autant de faits d'actualité qui nous pressent de développer des outils de plus en plus performants du pluralisme culturel.



Pluralisme et universalisme sont-ils incompatibles?

Il faut reconnaître néanmoins que le texte de la Convention de 2005 contient une contradiction sous-jacente, qu'il n'est pas facile de résoudre, entre le *pluralisme*, que la Déclaration de 2001 qualifie de « *réponse politique au fait de la diversité* » et l'*universalisme*, qui est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et, plus largement, dans le droit des droits de l'homme.

Le risque de contradiction est double, parce qu'en posant le principe d'« *égale dignité de toutes les cultures* » (Art. 2 de la Convention de 2005), le pluralisme culturel, s'il se limite à juxtaposer les différences les unes à côté des autres, pourrait conduire à un certain relativisme des valeurs et, par conséquent, à une sorte de négation de l'universalisme.

À l'inverse, l'universalisme des droits de l'homme risquerait d'aboutir à la négation du pluralisme, s'il devait imposer la fusion de toutes les cultures et la disparition de toutes les différences. Dans ce cas, cet universalisme serait le nouvel habit d'un impérialisme qui ne dit pas son nom.

Les rédacteurs de la Convention de 2005 ont très bien perçu la difficulté. Ils ont posé la règle fondamentale à l'article 2 : « *Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Convention pour porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme ou garantis par le droit international, ni pour en limiter la portée* ».

Autrement dit, les différences ne sont admises que si elles sont compatibles avec les droits de l'homme. La difficulté est que la garantie n'est pas la même pour tous les droits. Pour les « *droits indérogeables* », comme l'égalité de dignité humaine (interdiction de la torture et autres traitements inhumains ou dégradants), la protection est absolue et s'applique même en cas de guerre ou de terrorisme, marquant en principe une limite commune à la diversité des cultures. D'autres droits (vie privée, liberté religieuse) sont assortis de restrictions quand le but est légitime et les restrictions proportionnées.

Il est permis d'estimer que les rédacteurs de la Convention de 2005 ont posé un objectif, mais qu'ils n'ont pas donné de « *mode d'emploi* » permettant d'éviter que pluralisme rime avec relativisme et universalisme avec impérialisme.

En ma qualité de juriste, ma contribution dans la réflexion sur les outils du pluralisme culturel serait de proposer, sinon un mode d'emploi, du moins quelques voies à suivre pour tenter de concilier pluralisme et universalisme, et quelques moyens pour tenter de rapprocher les cultures.

Nous savons que nombre de conflits sont le résultat de l'ignorance de l'Autre, mais nous oublions souvent de chercher leur origine dans l'ignorance de sa propre culture, qui est pourtant un facteur clé. Ouvrir des voies pour élargir nos connaissances des différentes cultures, y compris la nôtre, me paraît essentiel, car cela permet d'éviter que chacun conçoive l'universel comme le prolongement de sa propre culture. En d'autres termes, il est nécessaire de *pluraliser l'universel*.

Mais où devraient mener ces voies ouvertes à l'élargissement de nos connaissances des différentes cultures ? Ma réponse est : au rapprochement des cultures.

C'est un cran de plus, qui ne se réduit pas à fusionner les cultures, mais à les rendre plus compatibles les unes avec les autres. J'appellerais cela *ordonner le pluralisme*.

Pluraliser l'universel

Les *perceptions sensorielles* – l'ouïe, la vue, l'odorat, le goût et le toucher – constituent le premier outil pour une véritable connaissance des différentes cultures. Nous savons dans quelle mesure les concerts ou les festivals, par exemple, contribuent à élargir nos connaissances par le truchement des perceptions sensorielles.

Le deuxième outil est formé par les *représentations cognitives*, c'est-à-dire l'acquisition des connaissances qui passe par la raison, et pas forcément par les sens, à savoir le discours éducatif, philosophique, économique, sociologique, éthique, juridique. Nous pouvons prendre comme exemple le rôle des bibliothèques, des instituts culturels ou des universités populaires d'ATD Quart Monde.

Celles-ci reposent sur le croisement des savoirs, une notion sur laquelle je souhaiterais m'arrêter un instant. Depuis 1972, les Universités Quart Monde misent sur le partage des connaissances entre les *savants* et les *sachants*, c'est-à-dire entre le savoir des érudits et le savoir du vécu. La coopération entre instituts culturels relève, elle aussi, de l'idée de croiser plusieurs voies cognitives. Dans le domaine de l'art, l'on trouve également un grand nombre d'exemples de ce genre de croisement et je citerai le compositeur français Pierre Boulez qui, pour éclairer le processus de composition musicale, à la fin des années 1980, évoque les leçons du peintre suisse Paul Klee à l'école du Bauhaus, à Weimar, entre 1921 et 1931.

La combinaison du sensoriel et du rationnel – et l'on sait que ces deux capacités sont liées – est sans doute celle qui ouvre les perspectives les plus larges à nos connaissances des différentes cultures. De nos jours, cette combinaison est facilitée par les nouvelles technologies, comme l'illustrent admirablement le Musée des cultures du monde de Göteborg (Suède), inauguré en 2004, ou le musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), inauguré à Marseille (France) en 2013.

Quelle que soit la voie que l'on emprunte – sensorielle, cognitive ou combinée – plusieurs moyens se présentent à nous pour ordonner le pluralisme, sans le supprimer.

Ordonner le pluralisme

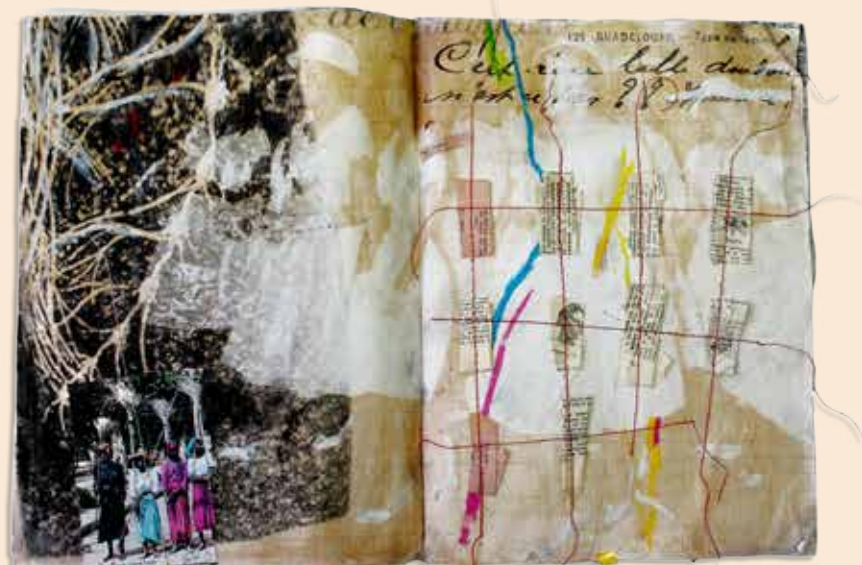
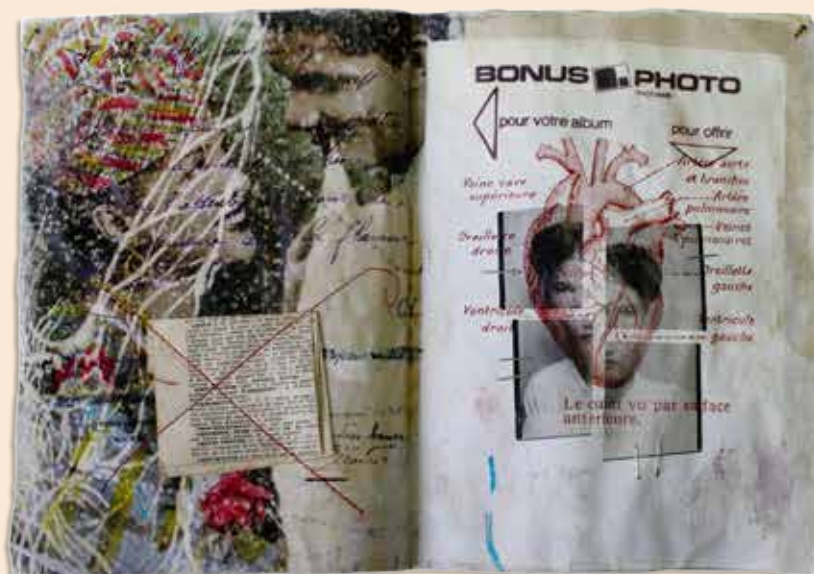
Pour éviter à la fois le relativisme et l'impérialisme des valeurs, une dynamique interactive et évolutive est nécessaire. Le rapprochement des cultures doit être compris comme un processus, un mouvement qui incite à dépasser les métaphores fixistes (les droits de l'homme vus comme fondations, socles, piliers ou encore racines des diverses cultures) et privilégier la métaphore qui présente les droits de l'homme comme *langage commun de l'humanité*. Elle suggère trois processus dont l'effet dynamique est croissant : de l'échange interculturel (dialogue) à la recherche d'équivalences (traduction) et même à la transformation réciproque (créolisation).

Le *dialogue*, c'est-à-dire l'échange interculturel, permet d'améliorer la compréhension et la connaissance de l'autre et faciliter ainsi le rapprochement, mais sans le garantir. À titre d'exemple, je résumerais ici le dialogue des juges sur la peine de mort, déclenché en 1989 par une interprétation audacieuse de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Celle-ci avait jugé l'extradition d'un condamné à mort vers les États-Unis contraire à l'interdiction des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Par ses applications potentielles à divers pays tiers, cette jurisprudence devait avoir une influence dans le monde entier. Elle semble avoir favorisé en 2001 un revirement de la Cour suprême du Canada, qui se fonde très largement sur la décision de la CEDH, ainsi qu'en Afrique du Sud, où elle fut invoquée à l'appui de l'arrêt jugeant la peine de mort contraire à l'interdiction des traitements cruels, inhumains ou dégradants (Cour suprême, 1995).



© Gilles Elie-Dit-Cosaque (www.lamaisongarage.fr)

Lambeaux est une « mémoire créole, créole au sens géographique et spirituel », selon son auteur, l'artiste et cinéaste martiniquais Gilles Elie-Dit-Cosaque. Une mémoire née « des données du monde absolument hétérogènes les unes par rapport aux autres, se rencontrant dans un lieu



et dans un temps donné et qui, à une vitesse foudroyante, fabriquent une nouvelle donnée culturelle complexe et multiple », pour reprendre les paroles d'Édouard Glissant. Lambeaux est aussi un journal intime fantasmé, où l'individuel et le collectif s'entremêlent dans des pages éclatées.

Mais le *dialogue* reste soumis au bon vouloir des acteurs et, en ce sens, sa contribution au rapprochement des cultures se limite à *coordonner les différences*.

Le deuxième moyen, qui va plus loin dans la reconnaissance de valeurs communes est la *traduction*. Véritable « *miracle* », selon le philosophe français Paul Ricoeur, elle « *crée de la ressemblance là où il ne semblait y avoir que de la pluralité* ». J'ajouterais que la traduction a ceci de « *miraculeux* » qu'elle respecte les différences, tout en cherchant les équivalences qui peuvent rendre ces différences compatibles. La traduction est un moyen d'*harmoniser les différences*, une démarche qui participe au rapprochement sur le principe de l'harmonie musicale, telle que la définit Platon dans *Le banquet* : « *à partir d'éléments d'abord contraires, comme le grave et l'aigu, l'art de la musique, en les faisant s'accorder ensemble, produit l'harmonie* ».

Cela dit, il arrive souvent de buter sur les intraduisibles et les malentendus qu'ils provoquent. Le droit international en est un véritable florilège. Je me contenterai de donner un exemple. Dans le premier article de la Déclaration universelle des droits de l'homme, on peut lire « *les hommes sont doués de conscience et de raison* ». Au départ, seule la « *raison* » était évoquée. Mais l'un des rédacteurs de la Déclaration, le délégué chinois, Peng Chun Chang, a remarqué que si l'on voulait que la déclaration soit universelle, la seule notion de raison ne suffisait pas. Il a proposé d'ajouter le terme chinois *liangxin*, qui a été traduit par *conscience*. En réalité, l'équivalence entre *liangxin* et *conscience* est faible, parce que le terme chinois, issu des caractères *liang* et *xin*, évoque la conscience morale dans le sens confucéen, c'est-à-dire une conscience qui privilégie l'altérité.

Pour résoudre ce type de difficulté, il faudrait aller encore plus loin, en mettant en œuvre le troisième moyen évoqué plus haut : l'*hybridation* ou, pour éviter d'éventuels malentendus, la *créolisation*. J'emploie le mot *créolisation* dans le sens où l'employait le poète Édouard Glissant (1928-2011), quand il suggérait d'ouvrir nos poétiques particulières les unes par les autres.

Autrement dit, la créolisation permet d'unifier les différences en les intégrant dans une définition commune.

Dans *La Cohée du Lamentin* (2004), Édouard Glissant écrivait : « *La créolisation n'est pas une simple mécanique du métissage. C'est un métissage qui produit de l'inattendu* ». Produire de l'inattendu, c'est trouver, au-delà du dialogue et de la traduction, mais grâce à eux, une nouvelle signification vraiment commune. C'est un moyen de dépasser les différences.

Un glissement, du domaine poétique au domaine juridique, me permettra de me pencher sur l'exemple d'une notion à vocation universelle, dont la signification juridique est en pleine évolution : le crime contre l'humanité.

Vers une transformation réciproque

La notion de crime contre l'humanité comporte une dimension collective – « *attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile* » – et implique une dépersonnalisation de la victime.

Employé pour la première fois dans le statut du Tribunal militaire de Nuremberg, en 1945, ce concept s'inscrit implicitement dans la perception occidentale de l'humanité, qui repose sur la singularité de chaque être humain et son égale appartenance à la communauté humaine.

Mais le concept s'est progressivement élargi aux destructions des biens culturels. En 2001, les juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ont considéré que lorsque l'acte de destruction et de dégradation d'édifices consacrés à la religion ou à l'éducation est perpétré avec une intention discriminatoire, il équivaut à « *une attaque contre l'identité religieuse même d'un peuple. En tant que tel, il illustre de manière quasi exemplaire la notion de crime contre l'humanité, car de fait, c'est l'humanité dans son ensemble qui est affectée par la destruction d'une culture religieuse spécifique et des objets culturels qui s'y rattachent* ». [TPIY, *Le Procureur c. Dario Kordic et Mario Cerkez*, IT-95-14/2, Jugement, 26 février 2001].

La question se pose aussi pour l'Irak. « *La destruction d'objets retraçant l'histoire d'un peuple est une manière éloquente de le déraciner, de le priver de ses origines et de le détruire dans son âme* », estime le juriste d'origine iranienne Pejman Pourzand [Radio Notre-Dame, 6 mars 2015]. D'autres commentateurs ont évoqué un « *crime contre l'histoire de l'humanité* ».

Pour assurer une véritable créolisation par transformation réciproque, il faudrait intégrer des cultures qui valorisent les liens entre individus d'une même communauté nationale, comme le suggèrent l'*ubuntu* venu d'Afrique du Sud, le terme japonais d'*uchi-soto* (les membres du groupe et les autres), ou le terme confucéen précité de *liangxin*.

Il faudrait aussi associer les cultures qui imposent à l'homme des devoirs envers la nature, comme celles qui protègent la *Pachamama* (Terre-mère), par exemple, inscrite dans les Constitutions de l'Équateur et de la Bolivie. C'est ainsi que l'on devrait peut-être comprendre la proposition qui circule à l'heure actuelle d'étendre la notion de crime contre l'humanité et du génocide à l'*écocide*, c'est-à-dire à l'atteinte irréversible et grave de l'équilibre de l'écosystème.

Afin de doter la notion de crime contre l'humanité d'une véritable vocation universelle, d'autres traditions devraient venir enrichir la vision occidentale de l'humanité elle-même.

Le rapprochement des cultures, thème de la Décennie internationale en cours (2013-2022) passe par de multiples voies qui permettent de résister à la fois au relativisme et à l'impérialisme, et de concilier l'universalisme des droits de l'homme et le pluralisme des cultures. Ce sont les voies qui mènent vers l'humanisation réciproque.

Errance (2012) de l'artiste haïtienne
Sergine André.



© Sergine André / Collection privée de Maurice Depestre

Mireille Delmas-Marty (France) est membre de l'Institut de France et professeure honoraire au Collège de France. Elle est la fondatrice de l'Association de recherches pénales européennes (ARPE), présidente d'honneur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions, membre du Haut Conseil de la science et de la technologie, et administratrice de la Bibliothèque nationale de France.

Elle a publié de nombreux ouvrages sur le droit pénal, la législation des droits de l'homme et la mondialisation du droit, parmi lesquels : *Les forces imaginantes du droit*, en quatre volumes (2004-2011), *Résister, responsabiliser, anticiper* (2013), *Aux quatre vents du monde. Petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation* (2016), *De la grande accélération à la grande métamorphose* (2017).

Une leçon d'humanité



© Magule Wango

Qui ne sait pas par où il est venu, ne saura pas par où aller, du peintre mozambicain Magule Wango.

De part et d'autre du Sahara, une grande partie de la jeunesse africaine ne connaît que la vie précaire. Démunie et désorientée, elle se lance dans l'aventure, à corps perdu. Affronter le désert, les passeurs, les barbelés, les flots de la Méditerranée lui semble plus supportable que le sentiment de gamberger dans le bas-côté de la vie, de pourrir sur pied. Que faire ? Se mettre en mouvement, prendre la fuite, opter pour la migration et périr dans la mer s'il le faut. Interrogés, les rescapés des naufrages mettent en avant l'absence des moyens de subsistance. Traverser le Sahara pour être vendu comme esclave en Libye ou rejoindre Boko Haram n'est ni une option ni un projet de vie.

Abdourahman A. Waberi

« Un vieux maître d'Afrique disait : il y a ma vérité et ta vérité, or la vérité se trouve au milieu. Pour s'en approcher, chacun doit se dégager un peu de sa vérité pour faire un pas vers l'autre ». C'est une des leçons qu'Amadou Hampâté Bâ souhaitait transmettre aux jeunes de son continent et d'ailleurs, dans une lettre écrite dans les années 1980. Elle prend aujourd'hui des allures prophétiques.

Éclore dans les bidonvilles, cette jeunesse n'a pas eu l'heur de goûter le legs des anciens qui n'étaient pas avares en conseils et autres leçons de vie. Parmi eux, une figure emblématique pour le continent africain tout entier : le Malien Amadou Hampâté Bâ (1901-1991), celui à qui on attribue la phrase désormais célèbre « *En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle* » et qui a dit en réalité ceci : « *Je considère la mort de chacun de ces traditionalistes comme l'incendie d'un fond culturel non exploité* ». C'était le 1^{er} décembre 1960. Amadou Hampâté Bâ était alors le représentant, à la Conférence générale de l'UNESCO, de la délégation du Mali qui venait d'adhérer à l'Organisation en tant que pays indépendant.

“

De même que la beauté d'un tapis tient à la variété de ses couleurs, la diversité des hommes, des cultures et des civilisations fait la beauté et la richesse du monde. Combien ennuyeux et monotone serait un monde uniforme où tous les hommes, calqués sur un même modèle, penseraient et vivraient de la même façon ! N'ayant plus rien à découvrir chez les autres, comment s'enrichirait-on soi-même ? ”

Dans son discours, il plaidait en faveur du « gigantesque monument oral à sauver de la destruction par la mort des traditionalistes qui en sont les seuls dépositaires [et qui] sont, hélas, au déclin de leurs jours ».

Je me dis qu'adolescent j'aurais aimé avoir pour grand-père Amadou Hampâté Bâ. L'honnêteté m'oblige à reconnaître que je n'aurais sans doute pas eu les oreilles pour entendre ses conseils. Les vieux boubous, les têtes chenues et leurs valeurs traditionnelles ne m'attiraient pas. Je condamnais par avance ce monde qui me paraissait passif et désuet, j'en rejetais les règles par principe. J'avais terriblement tort.

Si le monde d'aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs, a cruellement besoin de figures tutélaires comme celle de l'auteur de *l'Étrange destin de Wangrin*, c'est que la rupture entre les générations semble consommée. Le cercle familial s'est réduit considérablement. Pis, il n'est plus un socle solide d'éveil et de transmission comme il le fut hier.

Mes chers cadets...

Six ans avant sa disparition survenue en 1991, le grand Malien écrivit une lettre dédiée à « la jeunesse » qui a des allures de testament : « Celui qui vous parle est l'un des premiers nés du vingtième siècle », dit-il, avant de lancer une alerte : « Jeunes gens, derniers-nés du vingtième siècle, vous vivez à une époque à la fois effrayante par les menaces qu'elle fait peser sur l'humanité et passionnante par les possibilités qu'elle ouvre dans le domaine des connaissances et de la communication entre les hommes.

La génération du vingt-et-unième siècle connaîtra une fantastique rencontre de races et d'idées. Selon la façon dont elle assimilera ce phénomène, elle assurera sa survie ou provoquera sa destruction par des conflits meurtriers. Dans ce monde moderne, personne ne peut plus se réfugier dans sa tour d'ivoire.

Macho Nne | Paon des Caraïbes, 2014, œuvre de la série de lunettes sculpturales de l'artiste kenyan Cyrus Kabiru.

© Courtesy of the artist and SIMAC Gallery

Tous les États, qu'ils soient forts ou faibles, riches ou pauvres, sont désormais interdépendants, ne serait-ce que sur le plan économique ou face aux dangers d'une guerre internationale. Qu'ils le veuillent ou non, les hommes sont embarqués sur un même radeau : qu'un ouragan se lève, et tout le monde sera menacé à la fois. Ne vaut-il pas mieux essayer de se comprendre et de s'entraider mutuellement avant qu'il ne soit trop tard ? ».

Et le sage de Bandiagara d'encourager cette jeunesse qui grandit et se forme dans un monde bipolaire où les blocs d'intérêt s'affrontent et se déchirent, à « faire émerger peu à peu un nouvel état d'esprit, davantage orienté vers la complémentarité et la solidarité, tant individuelle qu'internationale ». Car, on ne le rappellera jamais assez souvent, « à notre époque si grosse de menaces de toutes sortes, les hommes doivent mettre l'accent non plus sur ce qui les sépare, mais sur ce qu'ils ont de commun, dans le respect de l'identité de chacun.



“

Qu'il s'agisse des individus, des nations, des races ou des cultures, nous sommes tous différents les uns des autres ; mais nous avons tous quelque chose de semblable aussi, et c'est cela qu'il faut chercher pour pouvoir se reconnaître en l'autre et dialoguer avec lui.

Alors nos différences, au lieu de nous séparer, deviendront complémentarité et source d'enrichissement mutuel”

”

La rencontre et l'écoute de l'autre est toujours plus enrichissante, même pour l'épanouissement de sa propre identité, que les conflits ou les discussions stériles pour imposer son propre point de vue ».

Disert et précis, l'écrivain malien use de cet art d'images frappantes qui font mouche : « *La vie humaine est comme un grand arbre et chaque génération est comme un jardinier* », dit-il, avant d'ajouter « *Le bon jardinier n'est pas celui qui déracine, mais celui qui, le moment venu, sait élaguer les branches mortes et, au besoin, procéder judicieusement à des greffes utiles. Couper le tronc serait se suicider, renoncer à sa personnalité propre pour endosser artificiellement celle des autres, sans y parvenir jamais tout à fait. Là encore, souvenons-nous de l'adage : "Le morceau de bois a beaucoup séjourné dans l'eau, il flottera peut-être, mais jamais il ne deviendra caïman !" ».* Ainsi, « *bien enracinés en vous-mêmes, vous pourrez sans crainte et sans dommage vous ouvrir vers l'extérieur, à la fois pour donner et pour recevoir* ».

Défenseur de la société africaine traditionnelle, qui reconnaît qu'elle avait « *ses tares, ses excès et ses faiblesses* », Amadou Hampâté Bâ attire notre attention sur le fait qu'elle « *était avant tout une civilisation de responsabilité et de solidarité à tous les niveaux* », y compris à celui de l'environnement : « *L'homme était également considéré comme responsable de l'équilibre du monde naturel environnant.*

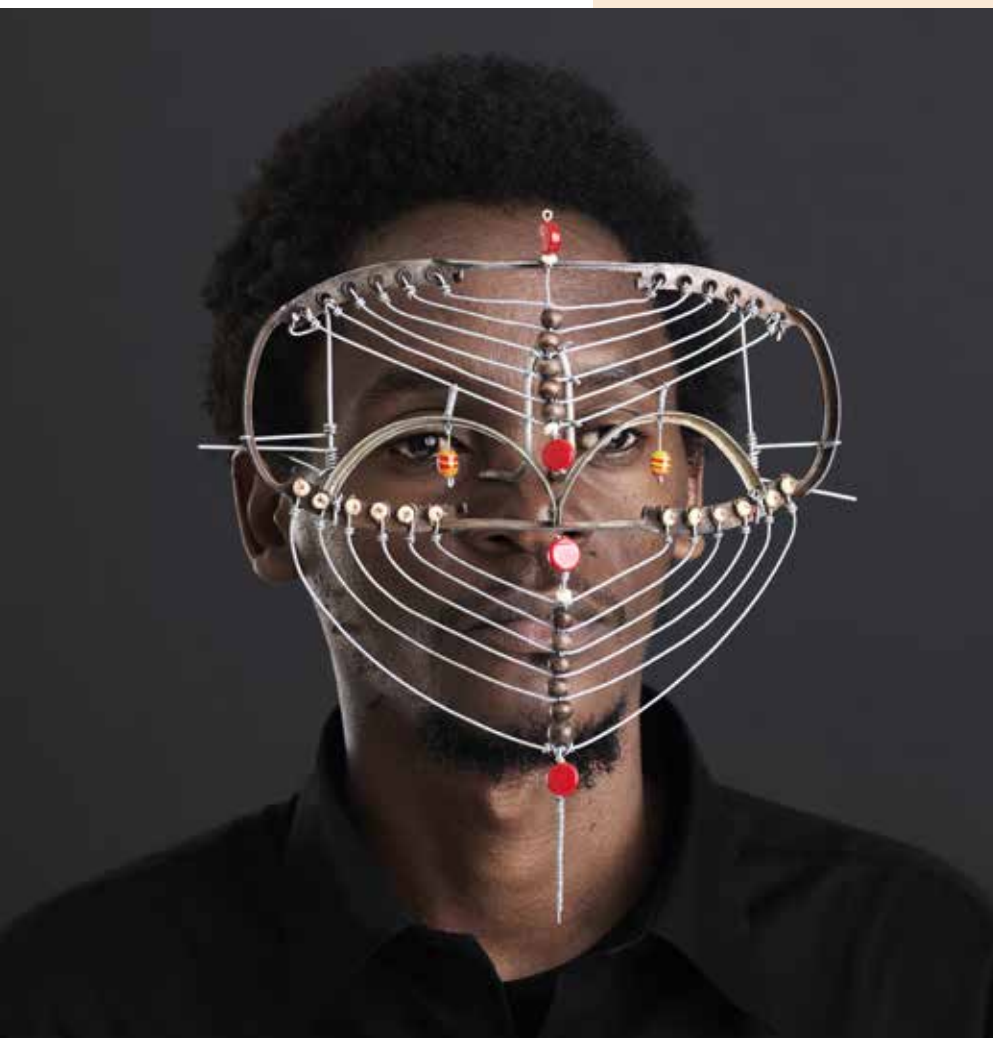
Mali Ya Mfalme, Macho Nne | Nubia Kale (Ancienne Nubie), 2016, œuvre du plasticien autodidacte Cyrus Kabiru (Kenya).

Il lui était interdit de couper un arbre sans raison, de tuer un animal sans motif valable. La terre n'était pas sa propriété, mais un dépôt sacré confié par le Créateur et dont il n'était que le gérant ». À l'ère de l'Anthropocène, fruit du divorce entre l'homme et la nature, cette leçon de nos ancêtres nous invite à nous interroger sérieusement sur le mode de vie que nous avons adopté et qui est destructeur aussi bien des traditions que de l'environnement.

Ouverture d'esprit, diversité, dialogue et compréhension mutuelle - voici les quatre piliers qui portent haut et fort le message de cette précieuse lettre d'Amadou Hampâté Bâ qu'il est temps de remettre entre toutes les mains, jeunes et moins jeunes, en Afrique, comme ailleurs.

Conteur, écrivain, poète, ethnologue, chef spirituel, numérologue, diplomate, Amadou Hampâté Bâ se définissait comme le « *diplômé de la grande université de la Parole enseignée à l'ombre des baobabs* ». Ayant traversé des chemins peu habituels pour accéder aux sphères élevées de la connaissance, il s'est chargé de passer son relai à nous autres, quels que soient nos croyances, notre couleur de peau ou notre âge.

Abdourahman A. Waberi est né dans l'actuelle République de Djibouti. Il vit entre la France et les États-Unis, où il est professeur à la George-Washington University. Auteur de plusieurs romans, dont *Aux États-Unis d'Afrique* (2006) et *La Divine Chanson* (2015), il tient une chronique bimensuelle pour le journal français *Le Monde*. Traduite en plus de douze langues, son œuvre interroge le monde avec colère, tendresse et compassion.



© Courtesy of the artist and SMAC Gallery



Notre invitée



*Bibi Russell, styliste
du Bangladesh, consacre
sa vie à la mode au service
du développement.*

© Séverine Desmarest



“ Bibi Russell ou la magie au bout des doigts ”

Propos recueillis par Krista Pikkat (UNESCO) et Jasmina Šopova

Artiste de l'UNESCO pour la paix et styliste de renommée mondiale, Bibi Russell a réussi un tour de force : grâce à elle, les modestes *gamuchas*, serviettes de toilette en coton traditionnel que les gens des pays d'Asie du Sud utilisent généralement pour s'essuyer les mains et le visage, rivalisent aujourd'hui avec les pièces les plus prestigieuses dans les défilés de mode du monde entier. Mais son véritable succès se trouve, loin du faste des podiums, dans des centaines d'ateliers de tissage au Bangladesh, son pays natal, ainsi qu'en Ouzbékistan, en Colombie, en Inde...

En décembre 2017, elle a pris part à la Semaine du patrimoine du Rajasthan en Inde, mettant en vedette sa collection de *khadis*. Le show fut un hommage au Mahatma Gandhi et aux tisserands du Rajasthan qui ont fabriqué le tissu à la main.

Bibi Russell a également participé au *Commonwealth Fashion Exchange* de février 2018, avec un défilé de mode soutenable issue des pays du Commonwealth. L'événement a été lancé à Buckingham Palace, avec le soutien de la reine et de la duchesse de Cambridge.

Bibi Russell s'occupe actuellement d'un projet qu'elle qualifie de « *difficile et très engageant sur le plan émotionnel* ». Avec l'appui direct de Mamata Banerjee, ministre-en-chef du Bengale-Occidental, elle travaille depuis septembre 2017 à la Liluah Home, le plus grand refuge pour filles du Bengale-Occidental. Là, elle forme des filles, dont certaines sont victimes du trafic d'enfants, et les aide à développer des compétences génératrices de revenus.

« Je ne peux pas croire qu'au XXI^e siècle, alors que tout le monde parle de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des droits, nous en soyons encore à vendre nos filles! », dit-elle, soulignant le fait que les filles démunies de l'État sont vendues pour moins de 100 dollars. « Si je trouve la force de finir ce travail difficile, j'espère que cela ouvrira des portes à ces filles, afin qu'elles commencent une nouvelle vie, dans la dignité et l'amour. »

Ses efforts portent leurs fruits. Le 7 mars 2018, trente-trois filles du refuge, dont six enfants réfugiés rohingyas, ont marché sur le podium lors d'un défilé de mode organisé par le gouvernement à Kolkata et conçu par Bibi Russell. Elles ont porté des vêtements conçus par leurs amies du refuge qui ont été formées par la styliste.

Depuis les années 1990, Bibi Russell travaille au développement du textile et de l'artisanat traditionnels, donnant à des milliers de personnes la possibilité de sortir de la pauvreté grâce à leurs doigts « magiques ».

Votre passion et vocation véritable, c'était la mode, mais vous vous êtes d'abord fait connaître comme mannequin. Comment une jeune fille née au Bangladesh s'est-elle retrouvée dans une école de mode londonienne ?

À la maison, c'était ma mère qui cousait tous nos vêtements. Mes sœurs ne s'en sont jamais plaintes, quant à moi, je n'ai jamais été réellement satisfaite. Si bien que dès mes dix ans, mon père m'a acheté une machine à coudre. À cet âge, on ne sait même pas se servir correctement d'une paire de ciseaux, mais je me suis jetée à l'eau.



© Bibi Productions

Scène d'un atelier animé par Bibi Russell en Ouzbékistan.

À quinze ou seize ans, mon père m'a offert un livre sur Chanel. J'ai ainsi découvert la haute couture française et j'ai compris qu'il existait une grammaire de la mode. J'ai voulu m'y former. Entre six et douze ans, j'avais reçu plusieurs récompenses artistiques, mais le dessin ne m'intéressait pas. J'avais une autre idée en tête, je voulais m'installer à Londres. Pendant six mois, le London College of Fashion a rejeté ma candidature, puis ils ont fini par m'accepter, à bien des conditions.

Avec cet entretien, *Le Courier de l'UNESCO* s'associe à la célébration de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement (21 mai).



Vous êtes rentrée au Bangladesh en 1994, après un séjour de vingt ans en Occident, où vous avez mené une brillante carrière de top model. Pourquoi ce retour ?

Depuis l'enfance, j'avais un rêve... je ne comprenais pas pourquoi les gens pensaient que les habitants du Bangladesh étaient pauvres : le pays me semblait si riche en couleurs et en musiques ! J'ai emporté ce rêve avec moi en Europe. Et un jour, j'ai su que j'étais mentalement et physiquement prête à y retourner.

J'ai pensé que les Bangladais avaient besoin de moi tout comme j'avais besoin d'eux : pour faire du bruit, il faut frapper avec les deux mains. Aujourd'hui, après plus de vingt ans d'expérience, je sais que j'ai fait le bon choix. Ils savent que je les respecte et je les aide à retrouver leur dignité. Il n'y a rien de plus important. De leur côté, ils me prodiguent tellement d'affection et d'amour ! Cela me donne la force d'aller de l'avant. Rien au monde ne pourrait m'arracher à ce travail.

Je n'ai jamais tourné le dos à mon pays. Mes parents y sont restés, je suis donc retournée régulièrement les voir quand je vivais à l'étranger. Je suis née au Bangladesh et j'y ai passé mon enfance. Or l'enfance est la période décisive de la vie.

J'ai eu une famille formidable. Mes parents m'ont appris à apprécier notre culture autant que celle des autres. Le Bangladesh a fait autrefois partie de l'Inde sous les empires britannique et moghol. Grâce à l'éducation que m'ont donnée mes parents, j'ai appris beaucoup sur elle, et sur les cultures d'autres pays.

Je pense que les parents devraient s'efforcer davantage de transmettre leur culture et leurs traditions à leurs enfants pour qu'elles ne meurent pas.

De retour au Bangladesh, vous avez ouvert un petit atelier de confection, qui s'est transformé en une société en 1995 :

Bibi Productions. La plupart des tisserands exercent dans les villages. Pourquoi avoir décidé d'implanter votre société à Dhaka, la capitale ?

À Dhaka, j'ai juste un bureau. J'en avais besoin pour rester connectée au monde. Mais je passe 99,99 % de mon temps dans les villages. Nous travaillons avec des artisans de différentes régions du Bangladesh. Ce ne sont pas des privilégiés, mais chacun, depuis la personne qui prépare le thé dans mon bureau, se sent chez lui dans les locaux de Bibi Productions.

J'ai créé cette société pour les Bangladais et elle appartient à ce pays.

Comment définiriez-vous la philosophie de Bibi Productions ?

Bibi Productions n'est pas une entreprise non lucrative, mais nous faisons très peu de bénéfices. Notre but est de sauver et de revitaliser l'artisanat, de soutenir les artisans et de les sensibiliser à l'importance de l'éducation et de la santé.

Depuis la création de Bibi Productions en 1994, les progrès sont visibles à l'œil nu. Tous ceux et celles qui y travaillent, que ce soit au siège ou dans les villages, ont deux ou trois enfants, pas plus. Ils ont appris à mieux gérer leurs revenus et leur niveau de vie s'est amélioré. Maintenant qu'ils sont sortis de la pauvreté, ils comprennent qu'il est important de scolariser leurs enfants. L'éducation et la santé sont la base de toute économie, dans tous les pays.

Combien de personnes employez-vous ?

Au siège, nous employons une trentaine de personnes venues de différents coins du Bangladesh. Certains pensaient qu'ils n'auraient jamais les compétences et les connaissances nécessaires pour y travailler. Mais je sais reconnaître les personnes qui ont l'esprit ouvert.

Nous collaborons aussi avec des milliers d'artisans : je ne saurais vous dire leur nombre exact, mais cela tourne autour de 100 000. Vous trouvez que c'est beaucoup ? Eh bien, sachez que cela ne représente même pas 1 % des tisserands de ce pays ! J'aimerais pouvoir me dire que j'ai atteint le premier barreau de l'échelle avant de mourir – il y a encore tellement à faire.

Dans des pays comme l'Inde, le Bangladesh ou l'Asie centrale, l'agriculture est le premier secteur de l'économie. Agriculteurs et artisans vivent côte à côte. Je collabore avec des travailleurs manuels. La mode au service du développement, voilà mon objectif.

Justement, comment est né le concept de « mode au service du développement » ?

C'était en 1996, quand j'ai organisé ma première exposition à l'UNESCO. Il est très rare que les agences des Nations Unies soutiennent des stylistes, mais l'UNESCO a reconnu le lien entre la mode et le développement, l'éducation et la santé. L'exposition au Siège de l'Organisation a été couverte par vingt-neuf chaînes de télévision à travers le monde. Elle a reçu le soutien de Federico Mayor, alors Directeur général, et de la reine d'Espagne. Si les médias avaient fait de moi un top model, ces deux personnes, qui ont cru en moi dès le début, m'ont apporté leur inestimable appui dans ma carrière de styliste. J'ai reçu quantité de soutiens internationaux. Depuis, j'ai été invitée dans des universités mondiales prestigieuses, qui travaillent désormais sur le thème de la mode au service du développement, de même qu'au Forum économique mondial, qui a compris l'importance de l'économie créative et de l'économie sociale.

Bibi Russell avec des artisanes du Rajasthan, en Inde.





Bibi Russell présente au public les artisanes qui ont cousu les vêtements du défilé de mode organisé en mars 2017, à l'occasion de la célébration de la Journée du Rajasthan, en Inde.

En 1999, vous avez été désignée Styliste pour le développement par l'UNESCO. Puis, en 2001, Artiste pour la paix. Que représente à vos yeux cette reconnaissance de l'UNESCO ?

Ce que je suis aujourd'hui, je le dois à l'UNESCO. Mais, grâce à ce que je fais, les gens comprennent aussi que le Bangladesh n'a pas que des problèmes, que c'est aussi un pays merveilleux.

Après avoir été nommée Styliste pour le développement, je suis rentrée chez moi et j'ai montré mon certificat aux tisserands. Je leur ai dit qu'il n'était pas que pour moi, qu'il leur revenait aussi à eux. Si vous voulez changer la mentalité des gens, vous devez commencer par les respecter.

Toute reconnaissance vous renforce. J'ai été nommée membre honoraire de la University of the Arts London pour ma contribution aux efforts de promotion du tissage. J'ai reçu un grand prix de la Bangla Academy, l'institution nationale bangladaise fondée en 1955 pour défendre notre langue sur le modèle de l'Académie française. Les plus grands stylistes mondiaux ont aussi salué mes efforts en faveur du développement.

Cette reconnaissance internationale m'aide beaucoup dans mon travail de promotion de la mode au service du développement.

Qu'est-ce qui fait votre spécificité en tant que styliste ?

Tout ce qui est confectionné chez Bibi Productions est naturel et fait main. Je n'ai jamais utilisé de tissus synthétiques ou de couleurs artificielles. Non qu'il faille que les gens portent tout le temps des vêtements faits main en matières naturelles ! Mais si vous n'en avez que trois ou quatre, portez-les autant que vous pouvez.

Mes modèles s'inspirent des formes et motifs traditionnels. Bien sûr, je modifie les couleurs, je simplifie la coupe, mais je ne touche pas aux techniques traditionnelles de tissage du coton et de la soie.

Les accessoires et les étoles sont parmi mes meilleures ventes. Mes bracelets sont faits en jacinthe d'eau, une plante très commune au Bangladesh. Je les fais actuellement produire par les femmes de six villages. Quant à mes *gamuchas* (serviettes de coton des pauvres), le célèbre acteur espagnol Antonio Banderas en a fait la promotion, je n'ai donc pas besoin de dépenser en publicité. Je ne le ferai jamais car Bibi Productions est un projet auto-financé et des centaines de gens dépendent de moi pour vivre.

Comment a évolué votre travail ?

Quand j'ai commencé à travailler au Cambodge, je me suis lancée dans le recyclage et je suis aujourd'hui experte en la matière ! Au Bangladesh, je crée à partir de ce que les gens jettent.

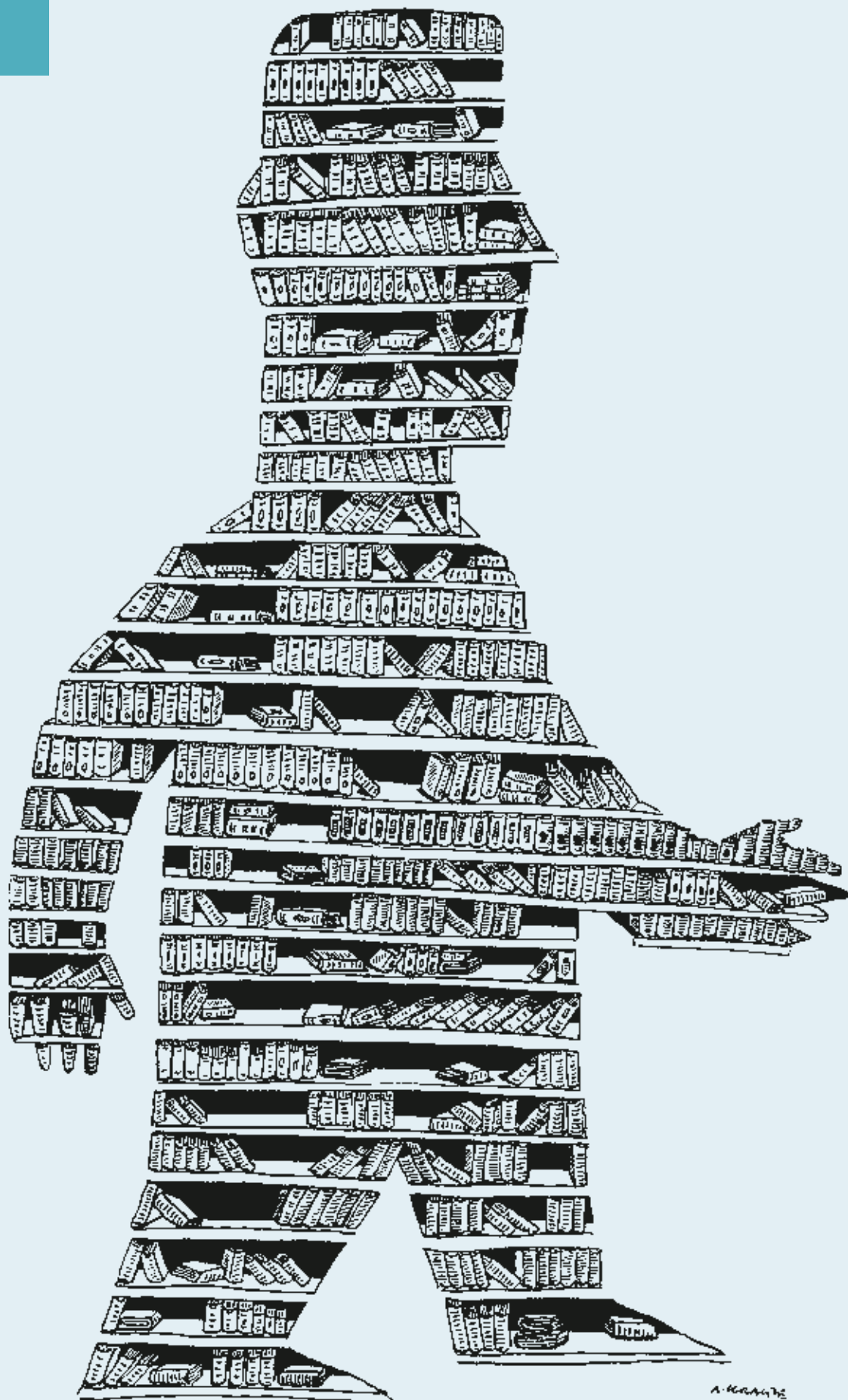
Je me suis également inspirée de l'« art des rickshaws » bangladais pour fabriquer des montures de lunettes que je porte très souvent.

Mais la vraie « révolution », ce sont nos modèles pour les jeunes. Nous fabriquons des jeans de différentes couleurs, des saris d'un nouveau genre, des chemisiers tendance...

Comment conciliez-vous vie de famille et activités professionnelles ?

Je sais ce que c'est que d'être mariée, j'ai deux enfants. Lorsqu'ils avaient neuf ou dix ans, j'ai dû leur expliquer que j'avais un rêve et que si je ne le réalisais pas, ce serait une frustration. Aujourd'hui, mes parents sont décédés, mes enfants vivent à l'étranger, mais grâce aux artisans qui m'entourent, je ne me sens jamais seule. Ce sont des gens simples, qui ont besoin que leur salaire tombe le premier du mois pour payer leur loyer. Nous ne formons pas une famille, mais ils comptent pour moi plus que tout.

Depuis mon retour au Bangladesh, j'ai recueilli des enfants de la rue, que j'ai soutenus financièrement à la condition qu'ils prennent le chemin de l'école. Je suis devenue leur garante au sein des écoles tenues par des ONG, où les mendiants ne sont pas acceptés. J'ai commencé par recueillir un enfant, puis deux... Ils sont plus d'une centaine, à ce jour. Ils font ma joie quand je suis à Dhaka.





Athènes : des livres partout

Anna Routsis

Le 23 avril, la capitale grecque donne le coup d'envoi d'une année de célébration de la lecture, de la culture et de la connaissance, comme Capitale mondiale du livre 2018 de l'UNESCO. « Des livres partout » est le mot d'ordre de cette manifestation dont le programme compte de nombreuses activités ouvertes à tous, jusque dans les recoins les plus inattendus de la cité historique et dans ses environs.

Les Athéniens et leurs hôtes de passage amoureux des livres vont se régaler. Car la cité antique, consacrée Capitale mondiale du livre 2018, célèbre les livres de mille et une façons entre avril 2018 et avril 2019.

D'importants efforts ont été déployés à cette occasion par la Ville d'Athènes afin de concrétiser la vision du maire d'Athènes, Georgios Kaminis. Son objectif – et celui de son équipe de sept personnes, constituée à cette occasion – est d'associer les citoyens de tous âges et toutes origines sociales et ethniques à la diffusion d'une culture du livre et de l'apprentissage dans les divers quartiers d'Athènes, grâce à une myriade de petites activités localisées. Il s'agit de renforcer l'estime de soi des habitants et de promouvoir l'intégration et la cohésion sociales. Et de rassembler les forces créatrices de la ville vers un but culturel commun : la constitution d'un solide héritage, à la fois physique et spirituel, qui ancre durablement l'amour et la pratique de la lecture dans le quotidien des habitants.

Pour y parvenir, la Ville s'est associée à plus de cent cinquante institutions d'éducation, à des écrivains et à l'industrie du livre.



© Jean-Claude Beaujouan

Le refuge, installation des artistes français Dominique Jalu, Christophe Lalanne et Lorraine Beaujouan. Exposition Ivresse livresque, Amboise, France, 2015.

Des centres culturels, musées, groupes de la société civile, start-up, organisations non gouvernementales (ONG), ambassades et organisations internationales ont répondu présents à l'appel. Rejoints, comme il se doit, par quelque cent cinquante bibliothèques à travers le pays, qui proposent, sous l'égide de la Bibliothèque nationale de Grèce, des programmes spéciaux dans le cadre d'une campagne de lecture estivale.

Différents programmes et organismes municipaux sont également de la partie, comme le réseau culturel de la capitale Athens Culture Net et l'initiative Écoles ouvertes – tous deux financés par la Fondation Stavros Niarchos –, le musée de l'industrie et complexe culturel Technopolis, l'Organisation pour la jeunesse, la culture et les sports OPANDA, la plateforme de la société civile SynAthina et les programmes d'aide aux réfugiés.

Un million de visiteurs attendus

Au programme, un patchwork vivifiant de plus de deux cent cinquante manifestations et activités, toutes tournant autour des livres, de l'apprentissage et du partage des connaissances. Avec un million de visiteurs attendus, la ville aspire à offrir une scène littéraire adaptée à tous les goûts et tous les âges.

En plus de diffuser l'amour des livres et de l'apprentissage, elle espère favoriser un dialogue ouvert, non seulement entre les créateurs, les parties prenantes et l'élite intellectuelle, mais aussi et surtout, au sein de la société tout entière.

Livres et lecture sont associés à art et créativité, et l'accent est mis sur l'apprentissage, mais aussi sur les aspects divertissants et plaisants de la lecture.

Compte tenu des difficultés financières que traverse le pays et de la crise de l'industrie du livre, le financement de cet événement a connu son lot de défis. La Ville d'Athènes ne lui a pas moins alloué un budget de communication de 500 000 € et contribue aux activités d'OPANDA. Les dons des institutions, des sponsors et des ambassades soutenant directement le projet avaient atteint à la fin de février 2018 la même somme de 500 000 €, qui devrait augmenter encore. Nous avons été surpris et motivés par l'intérêt et le désir manifestés par la plupart des participants de s'engager à nos côtés et de mettre leurs moyens au service de cette manifestation si importante pour notre ville.

Anna Routsis (Grèce) est conseillère du maire d'Athènes pour le programme et la communication de la manifestation Capitale mondiale du livre 2018.

Comblers

le vide culturel

Lucy Mushita

Les jeunes d'Afrique australe sont tout aussi talentueux que ceux du reste du monde. Mais la disparition des traditions locales et le manque de lieux pour canaliser leur créativité les enferment dans un vide culturel. Consommer des contenus à la pelle sur Internet ne leur suffira pas : il leur faut pouvoir accéder aux outils et aux moyens adéquats, et être guidés et encouragés afin qu'ils puissent forger leurs propres histoires.

Le continent africain déborde de talents : musiciens, écrivains, poètes, philosophes, danseurs et autres... Ces artistes et leurs créations sont les vecteurs par lesquels les cultures se transmettent d'une génération à l'autre. Mais beaucoup vivent ou ont vécu en exil : l'écrivain kenyan Ngugi wa Thiong'o, le dramaturge nigérian Wole Soyinka, le romancier et chimiste congolais Emmanuel Dongala, l'auteur franco-congolais Alain Mabanckou et le musicien zimbabwéen Thomas Mapfumo, pour ne citer qu'eux. Certains de ces exilés africains enseignent dans des universités étrangères prestigieuses où ils sont appréciés à leur juste valeur, tandis que leurs étudiants restés au pays sont privés de ce savoir.

Pendant ce temps, la littérature orale traditionnelle disparaît de notre scène culturelle. Quand j'étais jeune – dans le petit village de Rhodésie du Sud, l'actuel Zimbabwe, où j'ai grandi au temps de l'apartheid –, j'ai vu mon identité et mes besoins culturels être nourris de la littérature transmise par les anciens à travers les histoires qu'ils nous contaient à la nuit tombée. Mêlant théâtre, chant et danse communautaires, ces « cours » ont complété notre éducation formelle.

© Kudzanai Chiurai/Courtesy of the artist and Goodman Gallery



Nous vivons dans le silence VIII,
œuvre de l'artiste plasticien zimbabwéen
Kudzanai Chiurai (2017).

C'est à l'école que j'ai lu les grands classiques de la littérature anglaise, française et américaine. Ils étaient très éloignés de notre réalité quotidienne, et dépourvus de toute idée pouvant nous inciter à croire que nous étions égaux aux Blancs. Mais, en dépit de la censure, ces lectures m'ont révélé un univers insoupçonné, m'ouvrant à d'autres cultures, à la pensée et à la réflexion philosophiques, ce qui m'a conduite à remettre en question le *statu quo*.

Les jeunes Africains d'aujourd'hui savent très peu de choses de leur patrimoine traditionnel, préférant passer leur temps à explorer le cinéma hollywoodien ou à jouer sur Internet.

Au lieu de transmettre leur propre culture à leurs enfants et petits-enfants, et de les inciter à créer leurs propres travaux artistiques en prenant appui sur elle, ils paient pour un divertissement importé de l'étranger. Il s'ensuit que notre jeunesse est déconnectée à la fois de notre tradition et des œuvres des auteurs et penseurs contemporains africains.



Un manque d'argent, vraiment ?

Quelles politiques les États d'Afrique australe pourraient-ils adopter afin de remplir ce vide culturel de contenus pertinents ? Comment aider les jeunes d'Afrique à réfléchir, au lieu de régurgiter tout ce qui leur passe sous le nez ? Comment faire pour que la région rejette les produits toxiques et fournisse à leur créativité une nourriture authentique ?

On invoquera comme toujours l'argument financier, dans bien des cas recevable. Mais je ferai remarquer que tous les pays d'Afrique australe, ou presque, dépensent des millions dans les stades de football et pour les salaires mirifiques des footballeurs. Il est vrai que le sport doit être encouragé et que les stades sont un investissement qui rapporte. Alors inventons une stratégie consistant à marier sport et culture : les recettes des stades serviraient, par exemple, à financer des bibliothèques, des cinémas, des théâtres ou des centres de pratique musicale.

Un autre argument politique fréquemment invoqué est que tout investissement devrait créer des emplois. Prenez l'exemple d'Hollywood, qui emploie des milliers, voire de millions de personnes, directement ou indirectement – ce qui profite économiquement aux États-Unis, outre le fait que cela lui permet d'utiliser son *soft power*. Maintenant que la technologie nous est devenue accessible, nous voici nous aussi en mesure de forger nos propres récits, à travers la littérature, le cinéma et l'art.



Notre jeunesse est pourtant aussi talentueuse que celle du reste du monde. J'ai rencontré des jeunes filles et des jeunes garçons qui produisent la plus belle des musiques avec les instruments les plus rudimentaires, ou qui réalisent d'excellents courts métrages à l'aide de leurs smartphones, sans avoir jamais bénéficié d'aucune formation spécifique. Ils tireraient grand avantage des ressources offertes par les livres téléchargeables. Il en est de même des artistes visuels, qui auraient besoin de galeries pour exposer leur génie. Et il nous faudrait aussi des politiques de propriété intellectuelle pour protéger leurs travaux.

Une réussite africaine

La créativité n'a pas besoin d'être hors de prix. La maison d'édition italienne 66thand2nd a publié en 2016 *La felicità degli uomini semplici* (Le bonheur des hommes simples), recueil de nouvelles d'écrivains africains sur le football continental. Écrit en italien, vendu à 18 euros, il est inaccessible à la plupart des Africains. Par contre, *Neria*, un film d'auteur narrant le combat d'une femme, scénarisé par l'écrivaine et cinéaste zimbabwéenne Tsitsi Dangarembga et réalisé au Zimbabwe par son compatriote Godwin Mawuru en 1993, plus accessible, reste le plus gros succès commercial de l'histoire du cinéma zimbabwéen.

Alors qu'il était presque impossible à quelqu'un de ma génération d'embrasser le métier de romancière, la jeunesse africaine actuelle dispose à la fois des moyens et des outils pour le faire. Des femmes écrivaines et philosophes – comme Ken Bugul (Sénégal), Kidi Bebey (France et Cameroun), Nadia Yala Kisukidi (née en Belgique d'un père congolais et d'une mère franco-italienne), Virginia Phiri (Zimbabwe), Chimamanda Ngozi Adichie (Nigéria) – ont pris la plume, et l'Afrique doit les écouter et les soutenir. L'image de l'Afrique dans le monde reste encore trop souvent imprégnée d'esprit colonial. Une situation que les voix africaines, pourvu qu'on leur fournisse les bonnes plateformes, pourraient changer.

Lucy Mushita (Zimbabwe) est romancière et essayiste. Née dans un village de la Rhodésie du Sud, elle a grandi à l'époque de l'apartheid. Son roman *Chinongwa* (paru en 2008 en Afrique du Sud, puis en France en 2012 chez Actes Sud) retrace cette période de sa vie, avant qu'elle ne quitte son pays en 1986, pour séjourner en France, aux États-Unis et en Australie. Elle s'est finalement installée à Paris.

Avec cet article, *Le Courrier* s'associe à la célébration, au mois de mai, de la Semaine africaine à l'UNESCO.

“ Les recettes des stades peuvent servir à financer des bibliothèques, des cinémas, des théâtres ou des centres de pratique musicale ”

Quand les jeunes Africains réinventent la politique

Hamidou Anne

Bon nombre de jeunes se montrent défiants vis-à-vis des politiques actuelles en Afrique. Militants de la société civile, actifs sur les réseaux sociaux, ils contestent le pouvoir établi, en mobilisant le rap et les graffiti ou en réactualisant des codes culturels traditionnels. Adeptes d'une forme de démocratie directe, ils préparent l'avènement d'une société moins hiérarchisée et enfin décolonisée.

Nonobstant un certain nombre d'avancées qu'il faut souligner et saluer, il faut reconnaître que la classe politique africaine a failli dans sa mission de construire des nations de justice et de progrès. Et, si l'on ajoute à cela l'inexistence d'alternatives crédibles dans les oppositions, il faut bien convenir d'un affaissement général de la politique. Cette impasse amène les jeunes à tenir massivement un discours de défiance qu'on peut résumer dans la formule : « *ils sont tous pareils* ».

Ils préfèrent maintenant opter pour de nouveaux leviers d'engagement, comme la création de start-up, le choix de l'activisme numérique ou encore le militantisme dans la société civile associative. Or, tout cela ne peut pas remplacer la politique. Elle seule peut changer le cours de l'histoire dans un pays, briser la reproduction des inégalités et ainsi rendre leur dignité à des millions de gens. Il existe beaucoup de chantiers urgents en Afrique, mais il est nécessaire avant tout d'accompagner l'émergence, au sein de la jeunesse, d'un discours de type nouveau, avec d'autres méthodes et d'autres acteurs, qui vise la prise démocratique du pouvoir.

Une alternative est en train de se dessiner timidement et mérite une oreille attentive. De nouveaux mouvements politiques émergent, portés par des jeunes issus notamment de la culture urbaine et des quartiers périphériques. Ils se nomment, entre autres : Y'en a marre, au Sénégal ; Balai citoyen, au Burkina Faso ; Filimbi et Lucha, en République démocratique du Congo (RDC). Ces mouvements apportent un souffle nouveau si on les compare à une classe politique terne dont les éléments sont interchangeable. Le message de ces nouvelles élites rompt avec le classicisme politicien : il est cru, direct et délivré dans une langue compréhensible pour les personnes auxquelles il s'adresse, d'où son succès.

Ainsi, les campagnes d'incitation aux inscriptions sur les listes électorales de Y'en a Marre ont-elles suscité une mobilisation sans précédent en 2011. Il en est allé de même pour l'opération symbolique de nettoyage des rues de Ouagadougou au lendemain du soulèvement populaire d'octobre 2014 contre la révision de la Constitution qui aurait permis à Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987, de se présenter à nouveau comme candidat à la présidence de l'État.

© Sophie Garcia/Hans Lucas





Un projet politique décolonial

Ces nouvelles icônes africaines déroutent tant par leur discours et leur façon de faire, que par leur allure, qui tranche avec le traditionnel costume-cravate de la classe politique. Doté d'une dimension *décoloniale*, leur projet constitue un défi adressé à la classe politique et même à la société civile, du fait de son aspect transversal – puisqu'il allie une action politique réelle à un positionnement citoyen. Ces mouvements de jeunesse sont profondément politiques, même s'ils se réfugient de façon tactique ou inconsciente derrière l'étiquette citoyenne et ne souhaitent pas participer directement aux compétitions électorales.

Y'en a marre, Balai citoyen, Filimbi, Lucha... tentent de réaliser un exercice de décolonisation de la politique. Ils la remettent sur la place publique, entre les mains des citoyens jusque-là exclus du jeu démocratique et consultés uniquement pour apporter leur caution par le suffrage.

Notamment, ils adoptent une forme de démocratie directe dans leur organisation. Grâce à ses antennes locales, le Balai citoyen fait participer aux prises de décisions des populations dispersées à travers tout le territoire national. Avec une horizontalité un peu plus limitée, en raison de la notoriété et de l'immense popularité de ses leaders, Y'en a marre possède aussi une organisation qui permet à chacun de prendre part au processus de concertation. Cette forme de transversalité est inexistante dans les appareils politiques classiques. Le mélange qu'on peut y observer entre les méthodes issues des associations contemporaines et les stratégies de concertation issues de la tradition africaine, nous indique ce que pourrait être le fonctionnement d'une structure organisationnelle politique en Afrique.

Foule acclamant la caravane du Balai Citoyen, lors de la manifestation contre le projet de révision constitutionnelle à Ouagadougou, Burkina Faso, en octobre 2014.



L'efficacité de ces mouvements est avérée : au Sénégal, lors de la mobilisation du 23 juin 2011, Y'en a marre, malgré la répression policière et la vigilance des services de renseignement, a créé un mouvement massif. Celui-ci a contribué à faire échouer la modification de la Constitution par le parlement, qui aurait permis la réélection d'Abdoulaye Wade et assuré le passage du pouvoir à son fils après son départ de la présidence.

L'art au service du politique

Par la musique, la danse, le graffiti et les références empruntées à la poésie de la rue, ces mouvements réussissent à fédérer des jeunes qui comprennent le langage et les codes issus de leurs quartiers, et qui réclament, dans la rue et sur Internet, un discours et un projet alternatifs, capables de les faire rêver. Le rap, vecteur puissant du message de contestation, le recours aux langues nationales (wolof pour Y'en Marre, moré pour le Balai citoyen) ou le port du bonnet Amílcar Cabral (du nom de la figure emblématique de la lutte contre la colonisation portugaise en Guinée-Bissau) sont autant de références culturelles sur lesquelles les nouvelles icônes de la scène politique africaine s'appuient pour mener leur action.

Leur responsabilité est grande, car elles sont porteuses d'espoir. Elles représentent des forces politiques décomplexées, libres, dépouillées des pesanteurs coloniales grâce auxquelles le continent n'inspire plus uniquement un imaginaire de pitié généré par la misère, la famine, le sida et les guerres. Nous sommes à l'aube d'un projet radicalement émancipateur. À l'instar du mouvement des Indignés qui a donné naissance au parti politique Podemos en Espagne, en 2014, elles seront amenées tôt ou tard à se soumettre au suffrage universel. Alors un tournant *décolonial* sera possible vis-à-vis des pays occidentaux et l'avènement d'une société fondée sur nos réalités socioculturelles sera enfin envisageable.

Hamidou Anne (Sénégal) est doctorant en science politique à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal et ancien élève de l'École nationale d'administration (France).

Avec cet article, *Le Courrier* s'associe à la célébration, au mois de mai, de la Semaine africaine à l'UNESCO.

Écoutez

la voix du lac

Chen Xiaorong

Les peuples du Grand Lac de l'Ours, dans la partie centrale des Territoires du Nord-Ouest, au Canada, ont pris leur destin en main. Après des décennies d'efforts, ils ont conquis en 2016 leur droit à l'autonomie. La même année, ils sont aussi parvenus à faire inscrire leur territoire, Tsá Tué, dans le Réseau mondial des réserves de biosphères de l'UNESCO. Les voilà bien partis pour préserver le « cœur de l'eau », dont dépend leur survie.

Avec cet article, le *Courier de l'UNESCO* s'associe à la célébration de la Journée internationale de la diversité biologique (22 mai).

© Tsá Tué Biosphere Reserve



« Je sors en bateau six heures par jour et m'enfonce loin sur le lac, jusqu'à l'autre rive, lorsque le temps le permet. Je ne vois que des étendues sans fin... c'est là que vivaient mes ancêtres. Je le rappelle à mes fils : "Regardez la terre et elle vous racontera ce qu'elle a à vous dire. Vous ne voulez pas l'écouter ? Vous la connaissez pourtant par cœur..." » Celui qui exhorte ainsi ses fils à écouter la voix de la terre ancestrale et n'hésite pas à parcourir des étendues glacées de plus de 30 000 km² s'appelle Raymond Tutcho. Il vit sur les bords du Grand Lac de l'Ours, le dernier grand lac encore intact de l'Arctique.

Le respect dû à la nature et aux anciens est enraciné dans l'esprit de son peuple, qui compte à peine 600 âmes, presque toutes des Sahtuto'ine de la communauté déné. Les Dénés sont un groupe des Premières Nations habitant la zone centrale des Territoires du Nord-Ouest, au Canada.

Ils se sont fixés à Déline, petite agglomération située sur la rive occidentale du lac. Sahtuto'ine signifie « le peuple du lac de l'Ours », et Déline, « là où l'eau coule ». Tutcho est le chef du nouveau gouvernement Got'ine de Déline (GGD), le tout premier gouvernement autonome des peuples autochtones, formé en septembre 2016.

Liens millénaires

Pour les Sahtuto'ine, le lac renferme un *tudze*, « le cœur de l'eau ». Palpitant dans ses profondeurs, il pompe l'eau, source de vie, dans les rivières et les océans du monde. La pureté naturelle du Grand Lac de l'Ours est à l'origine de leur cosmologie, de leur histoire et de leur droit coutumier, tout comme de leur économie fondée sur les ressources renouvelables.



Le peuple du lac de l'Ours vit essentiellement des ressources renouvelables offertes par le lac.

La spiritualité des Dénés repose sur un profond respect de tous les éléments du monde. Pour eux, animaux, oiseaux, poissons, tonnerre, éclairs, eau, rochers sont tous doués d'une force vitale intrinsèque. Tout ce qui est dans la nature est vivant, et possède un esprit qui lui est propre. C'est guidés par une telle vision du monde que ces intendants efficaces de la terre conservent l'essence même de leur identité sahtuto'ine.

Le message constamment réitéré par les anciens est qu'il faut se comporter en gardien responsable des cadeaux offerts par la terre : tant qu'on s'en occupera et qu'on les conservera en bon état, ils continueront de prodiguer leur bienfaits aux populations.

« *Les liens qui nous unissent au lac et à ses environs remontent à des milliers d'années* », souligne Charlie Neyelle, représentant des anciens du Grand Conseil. « *Certains ont prédit que le Grand Lac de l'Ours serait le dernier endroit où l'eau vivrait parce que son cœur continuerait de battre* », souligne-t-il, en ajoutant : « *Mais si nous le poignardons et s'il meurt, tout le reste mourra avec lui. Pour empêcher que cela se produise, nous devons enseigner aux gens l'importance de l'eau.* »

« *L'argent ne compte pas pour nous* », ajoute l'ancien Leon Modeste. Ce que redoute la communauté, ce sont de nouveaux projets de développement qui risquent de perturber l'équilibre naturel de la réserve.

Gérer la terre comme on l'entend

Bien que les anciens de Déline aient toujours appelé à ce que tous vivent en harmonie avec l'environnement, le changement climatique et les pressions exercées par un développement en plein essor obligent plus que jamais au respect des traditions et invitent à prendre de nouvelles mesures pour préserver le mode de vie ancestral.

La communauté vit essentiellement de la pêche et de la chasse. Son économie, fondée sur les ressources renouvelables, inclut quelques activités touristiques, qui vont s'étoffant, ainsi que le développement d'infrastructures.

L'obtention de l'autonomie a été un formidable tremplin économique. Conquête de haute lutte après des décennies d'activisme politique, elle signifie que les résidents de Déline possèdent désormais leur propre gouvernement, avec ses propres règles, et qu'ils pourront mieux œuvrer à la préservation de leur culture, de leur langue, de leurs pratiques spirituelles et d'un mode de vie intimement lié à la nature.

Ainsi, lorsqu'on s'est aperçu qu'en quinze ans le nombre de caribous avait chuté de 500 000 bêtes à 60 000 à cause du changement climatique, le GGD en a limité la chasse. « *Des règles que nous respectons tous* », indique Leonard Kenny, agent de développement économique communautaire au sein du GGD. Par contre, précise-t-il, son peuple continue « *dans une certaine mesure* » à chasser d'autres gibiers comme l'orignal.

C'est en 2013 que les anciens de Déline et les principaux organismes communautaires ont commencé à débattre de la création d'une réserve de biosphère. Le comité directeur de Tsá Tué a été formé l'année suivante. Ce partenariat entre organisations gouvernementales et non gouvernementales a élargi le consensus sur le rôle crucial que doivent jouer les peuples autochtones dans la gestion de leurs terres.

En mars 2016, Tsá Tué a été inscrit au Réseau mondial des réserves de biosphères de l'UNESCO, un événement applaudi par la communauté tout entière. « *Le lac ne sait pas parler, nous allons parler pour lui* », se félicite Gina Bayha, l'une des coordinatrices du projet.

Le Conseil de gérance de la réserve de biosphère de Tsá Tué, composé des résidents de Déline, est chargé de sa mise en œuvre. Il réunit des représentants du Conseil de gestion des ressources renouvelables de Déline, d'autres organismes clés de Déline, l'agence gouvernementale Parcs Canada, des anciens et des jeunes. Ses décisions sont prises par consensus.

D'une superficie totale de 93 300 km², Tsá Tué est la plus vaste réserve de biosphère de l'Amérique du Nord. Elle englobe le Grand Lac de l'Ours (le plus grand lac situé entièrement à l'intérieur du territoire canadien) ainsi qu'une partie de son bassin versant, située dans le district de Déline, à l'intérieur des terres du Sahtu.

Composé d'immenses étendues sauvages de forêt boréale et de taïga, de rivières et de montagnes, ce bassin versant se divise en trois zones écologiques : taïga des plaines à l'ouest, taïga du bouclier au sud-est, comprenant le bassin de drainage des eaux de la rivière Camsell, et écozone du Bas-Arctique sur la berge nord-est du lac. Au sein de ces écozones, les terres sont encore classées en neuf régions écologiques et 22 écocirconscriptions. Chacune d'entre elles offre une combinaison de reliefs, de permafrost [sol gelé en permanence], de sols, de climat et de communautés biologiques qui leur confère un caractère unique.

Les eaux de Tsá Tué ont été globalement préservées de la pollution, ses pêcheries sont en bon état et ses rives regorgent d'animaux sauvages. Les plus abondants sont le caribou de la toundra, le grizzli, l'orignal et le bœuf musqué, auxquels s'ajoute une variété d'oiseaux migrateurs, attestant du haut niveau d'intégrité écologique de la réserve.

Ne pas laisser la modernité tuer le cœur

Réconcilier tradition et modernité tout en permettant aux peuples autochtones de sauvegarder leur bien-être économique et social ne va pas de soi. Les Premières Nations du Canada ne font pas exception à ce problème. La vie moderne est intrinsèquement liée aux technologies modernes, dont l'utilisation est tributaire de la connaissance des langues modernes. Les jeunes apprennent l'anglais, mais perdent peu à peu tout lien avec leur langue tribale.

L'Atlas des langues en danger dans le monde de l'UNESCO indique qu'au Canada, 88 langues sont menacées. Parmi elles, le *sahtúot'jñę yatj*, parlé par les peuples du Grand Lac de l'Ours et réparti en quatre groupes de locuteurs à travers le pays – ils étaient 1 100 en 2006 –, est classé « en danger », ce qui signifie que les enfants n'apprennent plus leur langue maternelle dans le cadre familial. Entre « en danger » et « éteinte », il n'y a que trois étapes à franchir. Comment dans ce cas transmettre aux plus jeunes générations les connaissances et la sagesse des anciens ? Avec la langue disparaît aussi le savoir autochtone.

Le 6 décembre 2016, le premier ministre canadien Justin Trudeau a pris publiquement l'engagement « *que [son] gouvernement promulguera[it] une Loi sur les langues autochtones, conçue de façon conjointe avec les peuples autochtones, dans le but de préserver, de protéger et de revitaliser les langues des Premières Nations, des Métis et des Inuits* » du pays.

Le GGD s'emploie à renforcer le système éducatif et prévoit d'adopter des lois garantissant à la population de Déline le droit à la formation dans sa langue et l'encourageant à l'utiliser dans sa vie professionnelle.

Ces efforts reflètent à la fois l'esprit d'ouverture du Canada et un retour de la souveraineté autochtone au sein de structures de gouvernance modernisées. D'importants enseignements peuvent être tirés pour appuyer d'autres initiatives concernant la biosphère, en vue d'instaurer de nouvelles relations de respect, d'harmonie et de solidarité entre l'humanité et la planète.

Il faut espérer que l'expérience engrangée à Tsá Tué contribuera à encourager d'autres communautés autochtones à s'impliquer davantage dans la gestion de leurs propres réserves de biosphère.

Les Réserves de biosphère

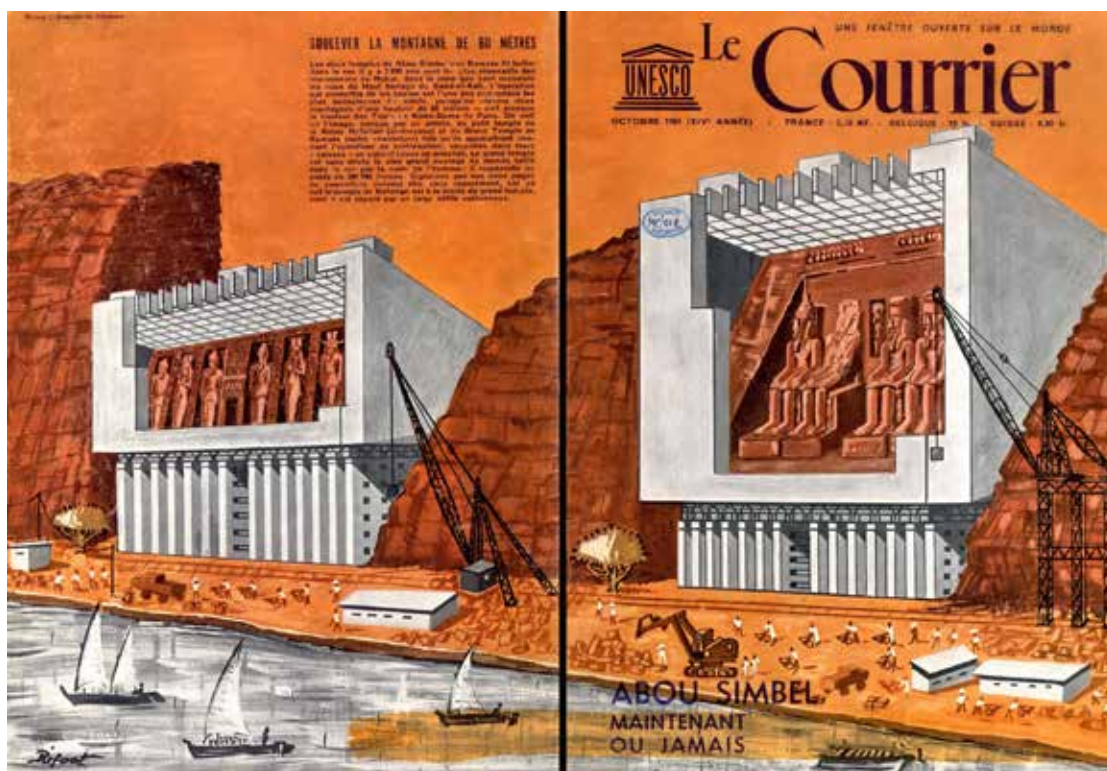
Le Réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO est la clé de voûte du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB), lancé en 1971. Il privilégie les solutions réconciliant la préservation de la biodiversité et son utilisation durable. Englobant des écosystèmes terrestres, marins et côtiers, les réserves de biosphère sont des espaces spécifiques où sont testées différentes approches interdisciplinaires, pour comprendre et gérer les changements des systèmes sociaux et écologiques, ainsi que leurs interactions. Cela implique notamment la prévention des conflits et la conservation de la biodiversité. Désignées par les gouvernements nationaux, les réserves restent sous la juridiction des États dans lesquels elles sont situées.

Le Grand Lac de l'Ours à la tombée de la nuit. Les autochtones croient que Tudze, « le cœur de l'eau », palpète dans les profondeurs de ce dernier grand lac encore intact de l'Arctique.



Le Courrier de l'UNESCO a 70 ans !

Le colosse aux pieds de marbre



Le Courrier de l'UNESCO, octobre 1961.

© UNESCO

Roberto Markarian

Nous sommes dans les années 1960. Un adolescent des quartiers pauvres de Montevideo se sent à l'étroit dans sa peau de fils d'illettrés. Il veut aller loin. En effet, il fera de brillantes études de mathématiques pures et appliquées au Brésil et finira par être élu recteur de l'Université de la République, en Uruguay, en 2014. Mais avant cela, Roberto Markarian aura fait une autre école – celle de la pensée libre – découverte sur les pages du *Courrier de l'UNESCO*.

L'année 2018 marque le cinquantième anniversaire de l'achèvement de la campagne de sauvegarde du patrimoine d'Abou Simbel.

J'ai des origines très modestes : grands-parents analphabètes, parents sachant à peine lire et écrire. Ma culture me vient des études que j'ai faites dans le système public de mon pays, l'Uruguay, et de mes lectures. Entre douze et dix-sept ans, j'ai lu régulièrement *Le Courrier de l'UNESCO*, et c'est là que je me suis abreuvé à la culture. Je revois les images sur ses couvertures, et tant de questions me reviennent à l'esprit, qui agitaient le monde de la science, de la culture et de l'éducation au siècle dernier. Beaucoup continuent d'occuper l'actualité et n'ont rien perdu de leur importance : les défis posés par l'analphabétisme, l'accès à l'eau, la sauvegarde du patrimoine historique de l'humanité...

Dès son lancement, en 1948, la revue a acquis rapidement un immense prestige à cause de son ouverture d'esprit, qui faisait d'elle une source de référence sur des questions brûlantes et controversées.

Je savais que j'y trouverais des points de vue variés et une vision non pas apolitique, parce qu'il ne s'agit pas de cela, mais objective, une analyse à la fois sobre et approfondie des sujets.

Je conserve un souvenir particulièrement vif des numéros consacrés à la campagne du Nubie. J'étais alors élève du secondaire et j'ignorais tout du temple d'Abou Simbel. Dans le numéro du *Courrier* de février 1960, *Sauver les monuments de la Nubie*, j'allais apprendre que la construction, en Égypte, du barrage d'Assouan sur le Nil allait inonder des monuments vieux de 3 000 ans. C'était à la fin des années 1950. L'UNESCO avait mobilisé la Terre entière pour les sauver.

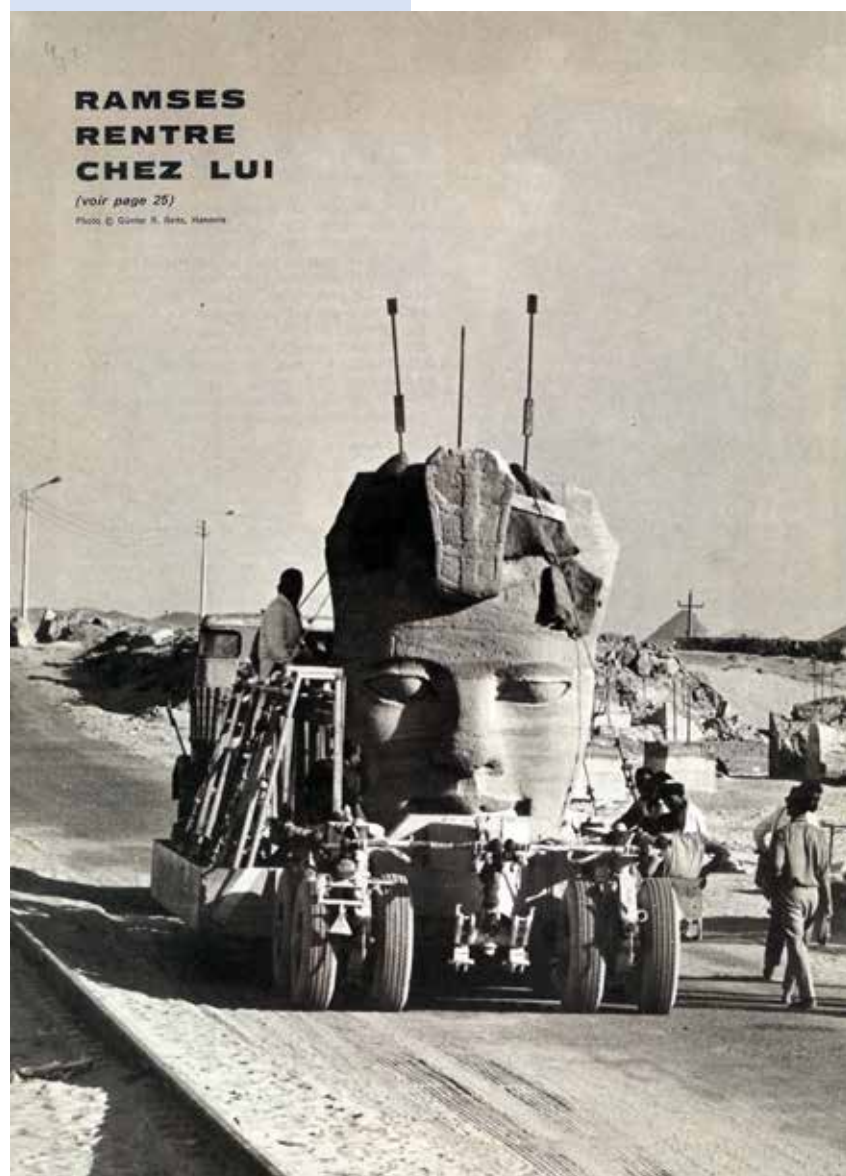
L'Organisation a obtenu un immense soutien international pour réaliser cette œuvre colossale consistant à démonter entièrement le temple majestueux d'Abou Simbel et à le reconstruire sur un autre emplacement, plusieurs dizaines de mètres plus haut – de telle sorte que deux fois par an, les rayons du soleil pénètrent jusqu'au sanctuaire intérieur du temple, comme c'était le cas lorsqu'il était à son emplacement original.

Une revue formatrice

Impressionné par les quatre colosses de Ramsès II, je lisais dans le *Courrier* d'octobre 1961, intitulé *Abu Simbel, maintenant ou jamais*, cette explication minutieuse de l'écrivain scientifique britannique Peter Ritchie-Calder :

« Un étroit passage conduit au sanctuaire intérieur qui abrite les trois dieux auxquels le temple est dédié, et celle de Ramsès lui-même. Et c'est ici que l'on peut constater la sagace habileté des architectes et des ingénieurs ; comme de modernes spécialistes de l'éclairage, ils imaginèrent de faire pénétrer les rayons du soleil sur soixante-trois mètres au cœur de la montagne. Mais tel était leur génie qu'ils réussirent à laisser éternellement dans l'ombre le dieu des enfers, Ptah (à l'extrême gauche), alors que le soleil levait illuminait progressivement les trois autres immortels. Cette particularité d'Abou Simbel, unique au monde, est devenue, lors du choix final du projet de sauvetage, l'un des facteurs importants à prendre en considération. »

Quatrième de couverture du *Courrier* de février 1967.



© UNESCO

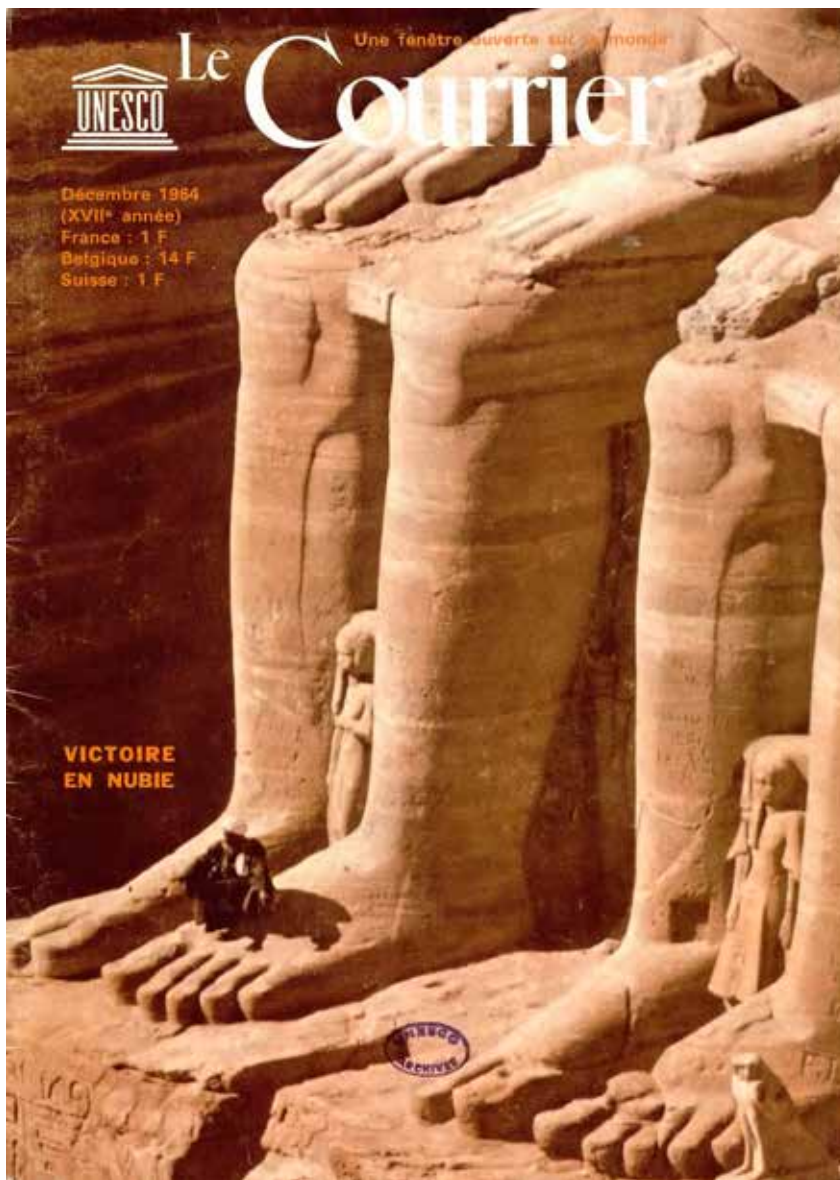
D'année, en année, le *Courrier* a rendu compte de toutes les étapes de cette entreprise mondiale sans précédent : *La campagne de Nubie est lancée* (mai 1960), « Un passé inconnu surgit des sables » (novembre 1962), *Victoire en Nubie* (décembre 1964), « Le découpage d'Abou Simbel » (novembre 1965), « Le temple de Ramsès reconstruit » (février 1967), *4 000 ans d'histoire sauvés des eaux* (février-mars 1980), se faisant l'écho d'une des plus grandes victoires de la solidarité internationale, comme le suggère le titre d'un article de son numéro d'août-septembre 1971.

À l'époque de ma jeunesse, les collaborateurs du *Courrier de l'UNESCO* s'appelaient Albert Einstein, Claude Lévi-Strauss, Jorge Amado, Bertrand Russell, Robert Capa... J'ai appris qui ils étaient, ce qu'ils faisaient et ce qu'ils pensaient, en le lisant. Ils m'ont permis, comme le proclamait alors le mot d'ordre du *Courrier de l'UNESCO*, de regarder par « une fenêtre ouverte sur le monde ».

Quand, au milieu des années 1960, je suis entré dans la vie universitaire pour étudier l'ingénierie et les mathématiques, j'ai consacré beaucoup de temps aux activités syndicales et à la gestion de l'université et j'ai cessé ma lecture régulière du *Courrier*. Mais par chance, malgré les aléas de l'histoire de mon pays, je suis parvenu à conserver la quasi-totalité des numéros que j'avais reliés par un système de fils métalliques qui paraîtrait un brin primitif aujourd'hui. Le *Courrier*, quant à lui, a continué son existence jusqu'en 2001, lorsqu'il a cessé de paraître mensuellement. Le manque de financement et de soutien ont eu raison de lui en 2011. On l'a cru définitivement éteint.

Une vision sérieuse

Mais cinq ans plus tard, la revue a reparu. En avril 2017 un nouveau numéro enrichissait la collection, portant la devise « *Plusieurs voix, un seul monde* ». Vous pouvez accéder à la collection complète, de 1948 à nos jours, dans les archives numérisées. Elles sont majoritairement disponibles en anglais, espagnol et français, mais, pour les années plus récentes, vous découvrirez les numéros dans toutes les langues de publication sur le site web de la revue. Allez voir le nouveau site web du *Courrier* (www.unesco.org/courier). Cela vaut le détour.



© UNESCO

Le *Courrier de l'UNESCO*, décembre 1964.

Vous y découvrirez une vision sérieuse des grands problèmes actuels de l'humanité et cette ambition immense – qui est l'un des grands mérites passés et actuels de l'UNESCO – de promouvoir le lien entre diverses formes de pensée, différentes formes d'envisager les problèmes, un appel à la communauté des êtres humains.

Comme je l'ai dit à différentes occasions, le grand apport de cette revue est la promotion d'une culture de la diversité des points de vue et du respect. Et cette culture, je le dis avec beaucoup de sincérité – rappelez-vous mes origines familiales – je l'ai acquise en lisant le *Courrier*, avec passion et enthousiasme : j'étais un jeune désireux d'apprendre, qui avait trouvé une source pour le faire. C'est pourquoi j'ai accepté d'écrire ces lignes.

L'importance de l'UNESCO et de son *Courrier* dans le monde d'aujourd'hui et de demain est d'autant plus grande que les principes fondamentaux de l'Acte constitutif de l'Organisation sont remis en question par ceux qui promeuvent « l'incompréhension mutuelle des peuples » et contredisent ces principes « en exploitant l'ignorance et le préjugé ». Ne l'oublions pas.

Roberto Markarian (Uruguay) est recteur de l'Université de la République, et professeur émérite à l'Institut de mathématiques et de statistiques Rafael Laguardia (IMERL) de la Faculté d'ingénierie de cette université. Il a été syndicaliste en tant qu'étudiant, puis enseignant. Sous la dictature militaire en Uruguay, il a été emprisonné de 1976 à 1982, pour raisons politiques. En 2015, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'UNESCO, il est intervenu sur le thème : « 70 ans de l'UNESCO et son impact en Amérique latine », à Montevideo, en soulignant le rôle du *Courrier de l'UNESCO*.

“ L'UNESCO
avait mobilisé
la Terre entière
pour sauver
les monuments
de la Nubie ”

Une traversée de la diversité culturelle du monde avec pour boussole la dignité de l'homme

L'aventure n'a plus d'horizon géographique. Il n'y a plus de continents vierges, plus d'océans inconnus, plus d'îles mystérieuses. Et cependant, les peuples demeurent par bien des côtés étrangers les uns aux autres, et les coutumes, les espérances secrètes, les convictions intimes de chacun d'eux continuent d'être largement ignorées par les autres... Ulysse n'a donc plus d'espace physique à parcourir. Mais il a une nouvelle odyssee à entreprendre, d'urgence – l'exploration des mille et un paysages culturels, de l'infinie variété des pensées et des sagesse vivantes ; la découverte des multiples de l'homme. C'est cette odyssee que vous propose *Le Courrier de l'UNESCO* en vous offrant chaque mois un thème d'intérêt universel, traité par des auteurs de nationalités, de compétences, de sensibilités différentes. Une traversée de la diversité culturelle du monde avec pour boussole la dignité de l'homme de partout.

Juin 1989. Premier éditorial de
Bahgat Elnadi et Adel Rifaat,
directeur et rédacteur en chef du *Courrier*
(1988-1998)

Regarde, vieux fleuve, les hommes qui emporteront ces colosses loin de tes eaux

Le 8 mars 1960, l'UNESCO inaugure sa campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de la Nubie. André Malraux, alors ministre d'État chargé des Affaires culturelles de la France, préside la cérémonie au siège de l'UNESCO. Son discours est publié dans le *Courrier* de mai 1960. En voici quelques extraits.

Le style égyptien s'est élaboré pour faire, de ses formes les plus hautes, des médiatrices entre les hommes éphémères et les constellations qui les conduisent. Il a divinisé la nuit. C'est ce que nous éprouvons tous lorsque nous abordons de face le Sphinx de Gizah, ce que j'éprouvais la dernière fois que je le vis à la tombée du soir : « *Au loin, la seconde pyramide ferme la perspective, et fait, du colossal masque funèbre, le gardien d'un piège dressé contre les vagues du désert et contre les ténèbres. C'est l'heure où les plus vieilles formes gouvernées retrouvent le chuchotement de soie par lequel le désert répond à l'immémoriale prosternation de l'Orient ; l'heure où elles raniment le lieu où les dieux parlaient, chassent l'informe immensité, et ordonnent les constellations qui semblent ne sortir de la nuit que pour graviter autour d'elles.* »

Après quoi le style égyptien, pendant trois mille ans, traduit le périssable en éternel.

Comprenons bien qu'il ne nous atteint pas seulement comme un témoignage de l'histoire, ni comme ce que l'on appelait naguère la beauté.

La beauté est devenue l'une des énigmes majeures de notre temps, la mystérieuse présence par laquelle les œuvres de l'Égypte s'unissent aux statues de nos cathédrales ou des temples aztèques, à celle des grottes de l'Inde et de la Chine – aux tableaux de Cézanne et de Van Gogh, des plus grands morts et des plus grands vivants – dans le Trésor de la première civilisation mondiale.

Résurrection géante, dont la Renaissance nous apparaîtra bientôt comme une timide ébauche. Pour la première fois, l'humanité a découvert un langage universel de l'art. Nous en éprouvons clairement la force, bien que nous en connaissions mal la nature. Sans doute cette force tient-elle à ce que ce Trésor de l'Art dont l'humanité prend conscience pour la première fois, nous apporte la plus éclatante victoire des œuvres humaines sur la mort. [...]

Photo d'une page intérieure du Courrier de février-mars 1980 « Victoire en Nubie, 4000 ans d'Histoire sauvés des eaux ».

Avec les auteurs de ces statues de granit, nous n'avons pas même en commun le sentiment de l'amour, pas même celui de la mort, pas même, peut-être, une façon de regarder leurs œuvres ; mais devant ces œuvres, l'accent de sculpteurs anonymes et oubliés pendant deux millénaires nous semble aussi invulnérable à la succession des empires, que l'accent de l'amour maternel. [...]

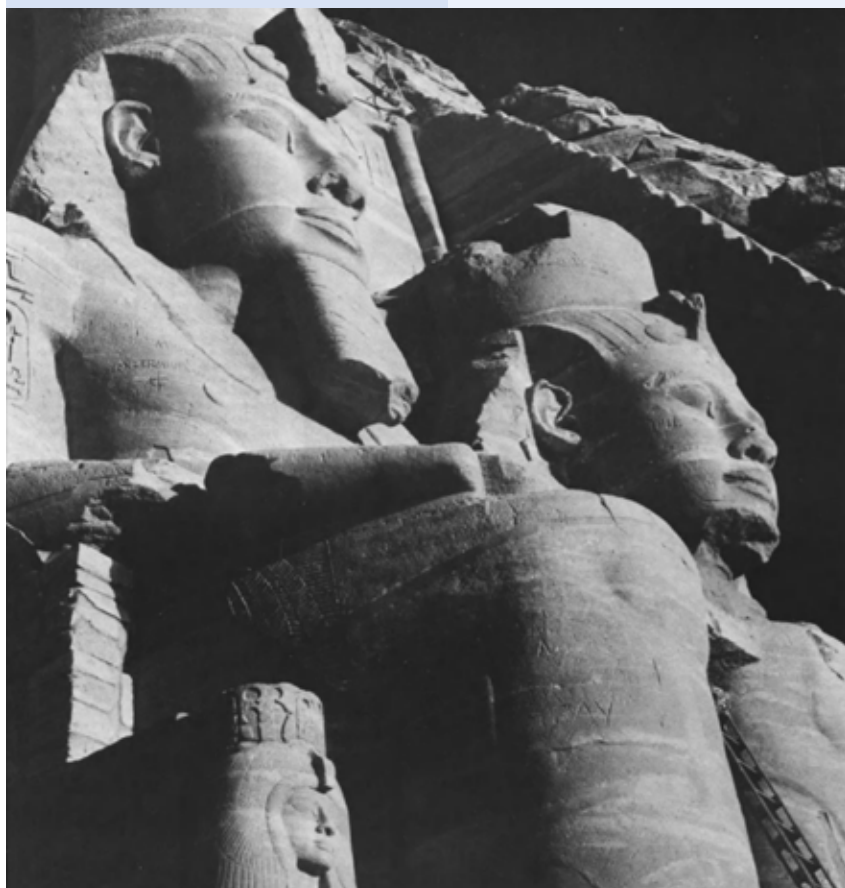
On ne saurait trop vous féliciter [Monsieur le Directeur général de l'UNESCO] d'avoir élaboré un plan d'une hardiesse magnifique, qui fait de votre entreprise une vallée de la Tennessee de l'archéologie. [...]

Votre appel n'appartient pas à l'histoire de l'esprit parce qu'il vous faut sauver les temples de Nubie, mais parce qu'avec lui, la première civilisation mondiale revendique publiquement l'art mondial comme son indivisible héritage. L'Occident, au temps où il croyait que son héritage commençait à Athènes, regardait distraitemment s'effondrer l'Acropole...

Le lent flot du Nil a reflété les files désolées de la Bible, l'armée de Cambyse et celle d'Alexandre, les cavaliers de Byzance et les cavaliers d'Allah, les soldats de Napoléon. Lorsque passe au-dessus de lui le vent de sable, sans doute sa vieille mémoire mêle-t-elle avec indifférence l'éclatant poudroiement du triomphe de Ramsès, à la triste poussière qui retombe derrière les armées vaincues. Et, le sable dissipé, le Nil retrouve les montagnes sculptées, les colosses dont l'immobile reflet accompagne depuis si longtemps son murmure d'éternité.

Regarde, vieux fleuve dont les crues permettent aux astrologues de fixer la plus ancienne date de l'histoire, les hommes qui emporteront ces colosses loin de tes eaux à la fois fécondes et destructrices : ils viennent de toute la Terre. Que la nuit tombe, et tu refléteras une fois de plus les constellations sous lesquelles Isis accomplissait les rites funéraires, l'étoile que contemplait Ramsès. Mais le plus humble des ouvriers qui sauvera les effigies d'Isis et de Ramsès te dira ce que tu sais depuis toujours, et que tu entendras pour la première fois : « *Il n'est qu'un acte sur lequel ne prévalent ni l'indifférence des constellations ni le murmure éternel des fleuves : c'est l'acte par lequel l'homme arrache quelque chose à la mort* ».

André Malraux



© DR



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Éditions UNESCO

www.unesco.org/publishing
publishing.promotion@unesco.org



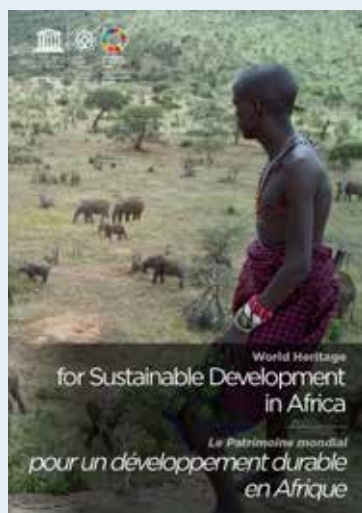
Reconstruction et recouvrement

Patrimoine mondial
N°86

ISSN 1020-4520, 102 pages,
22 x 28 cm, broché, 7,50 €

Les sites du patrimoine culturel sont confrontés à une escalade sans précédent de dégradations et de destructions. Reconstruire ces sites peut être un élément essentiel pour le renforcement de l'identité des populations.

Ce numéro fait état de la reconstruction de certains sites parmi les plus importants au monde ; des enseignements tirés de la reconstruction des mosquées de Tombouctou (Mali) et du pont de Mostar (Bosnie-Herzégovine) ; ainsi que des problèmes soulevés par la reconstruction éventuelle de sites dévastés en Syrie et en Afghanistan.



Le Patrimoine mondial pour un développement durable en Afrique

World Heritage
for Sustainable
Development in Africa

ISBN 978-92-3-000045-5, 282 pages,
21 x 29,7 cm, broché, PDF

disponible sur <http://unesdoc.unesco.org>

Le développement des infrastructures et les changements qui surviennent en Afrique subsaharienne ont des conséquences sur le patrimoine mondial de la région. À travers une série d'études de cas, relatifs à l'Afrique subsaharienne ainsi qu'à d'autres régions du monde, cette publication analyse les dynamiques des changements actuels vus sous le prisme du patrimoine mondial. Elle fait également des propositions visant à faire de celui-ci un levier du développement durable.



Les Solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau

Rapport mondial des Nations Unies
sur la mise en valeur des ressources
en eau 2018

ISBN 978-92-3-200147-4, 156 pages,
21 x 29,7 cm, broché, 45 €

disponible sur <http://unesdoc.unesco.org>

L'édition 2018 du *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau* a pour objectif d'informer les décideurs politiques du potentiel des solutions fondées sur la nature (SfN). C'est un outil essentiel permettant de relever les défis en matière de gestion de l'eau dans tous les domaines, et en particulier dans l'agriculture, les villes durables, la réduction des risques de catastrophe et l'amélioration de la qualité de l'eau.

La diversité culturelle
au fil des pages